

ESSAIS
DE
SOCIALISME MUNICIPAL

PAR
L. STEHELIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 25 Février 1901, à 2 h. 1/2.

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants { MM. DESCHAMPS } *professeurs.*
 { GIDE }

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE ET FORCEL

22, rue Soufflot. 5^e Arrond^s

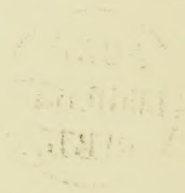
L. LAROSE, DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1901

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



ESSAIS
DE
SOCIALISME MUNICIPAL

PAR
L. STEHELIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 25 Février 1901, à 2 h. 1/2.

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants { MM. DESCHAMPS } *professeurs.*
 { GIDE }



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE ET FORCEL**

22, rue Soufflot. 5^e Arrond^e

L. LAROSE, DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ESSAIS
DE
SOCIALISME MUNICIPAL

INTRODUCTION

Beaucoup de définitions ont été données du mot socialisme, et pourtant il paraît difficile de dire qu'il y en ait une qui soit la seule complète ou la seule exacte. En effet, les économistes, et cela s'explique puisqu'il s'agit d'une doctrine inachevée, n'accordent pas tous à ce mot la même portée.

Karl Marx croyait avoir donné dans Le Capital la formule scientifique et définitive du socialisme: le collectivisme.

Beaucoup d'économistes se rattachent encore exclusivement à sa conception et ne veulent accorder le nom de socialisme qu'à un état économique où la propriété individuelle aurait été supprimée et serait passée aux mains de l'Etat.

Mais d'autres économistes, voulant donner

au mot socialisme un sens plus large, plus compréhensif, disent qu'il y a socialisme toutes les fois que des mesures sont prises par les pouvoirs publics pour améliorer le sort des travailleurs, — qu'il y ait ou non socialisation de la propriété.

C'est ainsi qu'on est arrivé à penser que d'autres personnes que l'Etat pensent faire du socialisme, et en faire autrement qu'en socialisant les moyens de production.

C'est à cette conception moins étroite du socialisme que l'on peut rattacher le socialisme municipal. Il comprendra donc, selon nous, l'ensemble des mesures prises par les municipalités pour améliorer le sort du prolétariat local.

Ce sont ces mesures mêmes que nous nous proposons d'étudier dans leurs formes les plus diverses. La doctrine, en notre matière, se réduit, en effet, à fort peu de chose, et c'est surtout une question de faits que nous aurons à exposer. Nous le ferons en prenant comme point de départ les revendications des divers programmes municipaux socialistes émis au cours de ces dernières années, et en les classant dans un ordre auquel les rédacteurs de ces programmes n'avaient pas eu besoin de recourir. La méthode leur était inutile, parce qu'ils

avaient en vue des résultats tangibles, et non pas l'établissement d'une théorie. C'est ainsi, par exemple, que, dans le programme de Lyon, nous trouvons, d'une part, les demandes de réformes fiscales mêlées à d'autres revendications qu'elles n'auraient pas dû séparer, et, d'autre part, l'article relatif aux cantines scolaires, isolés des autres articles ayant un caractère commun.

Nous avons tenté, au contraire, de classer ces faits dans un cadre formé par trois idées constituant une sorte de hiérarchie socialiste. Ces idées sont : l'assistance, l'intervention, l'entreprise ; l'énergie socialiste des mesures qui se rapportent à chacune d'elle semblant croître de l'une à l'autre.

L'assistance, si elle est exercée d'une certaine façon, peut être considérée comme du socialisme très atténué.

L'intervention, c'est-à-dire l'immixtion des pouvoirs publics dans les rapports entre le travail et le capital pour améliorer le sort des ouvriers et niveler les conditions, marque une étape sérieuse dans la marche en avant et rencontre déjà des adversaires.

L'entreprise enfin, qui, répondant à la socialisation totale ou partielle des moyens de production, est forcément le terme final des revendica-

tions en matière de socialisme municipal et soulève de gros orages.

Elle comprend la municipalisation des services publics et se confond avec elle. Elle a pour but, en remplaçant l'entreprise privée par l'entreprise municipale, de supprimer d'abord des monopoles onéreux, dont profitent seuls quelques actionnaires, puis de donner ces services au meilleur compte possible, ce qui lui sera facile, puisqu'elle n'y cherchera pas une source de revenus. Après avoir municipalisé ces grands services qui répondent aux besoins essentiels de l'homme et aux nécessités de la vie moderne, comme par exemple ceux des transports dans les grands centres, les municipalités pourraient prendre en mains de grandes industries.

Elles commenceraient, naturellement, par faire à leurs ouvriers, dont elles rehausseraient les salaires, une large application des conditions du travail. Puis elles modifieraient encore la répartition des richesses en profitant des bénéfices réalisés pour dégrever de plus en plus les petits contribuables, et augmenter la part qu'elles font dans leurs budgets aux œuvres ouvrières.

Ce dernier terme du socialisme municipal est inspiré du collectivisme. Il constituerait, s'il

venait à se réaliser, un état économique nouveau dont on peut prévoir certains effets, mais qu'on ne peut encore apprécier d'une façon décisive.

Dans nos conclusions, nous parlerons du succès que semble faire au socialisme municipal la faillite du collectivisme, et nous donnerons notre appréciation générale sur l'ensemble des réformes qui constituent l'objet de cette étude.

Nous avons dû dans ce travail laisser complètement de côté, sauf quelquefois pour nous en servir comme terme de comparaison ou d'élément d'appréciation, tout ce qui a été fait dans les villes étrangères. Il y aurait, en effet, si l'on voulait exposer l'œuvre accomplie à l'étranger dans le socialisme municipal, un long volume à écrire et les moyens d'investigation, déjà difficiles en France, quand on ne peut aller étudier les réformes sur place, nous auraient fait ici complètement défaut.

Nous n'avons pas non plus traité la question des réformes fiscales demandées dans les programmes municipaux et tentées par certaines communes. Cette question, fort intéressante d'ailleurs, est d'un ordre particulier et devrait faire l'objet d'une étude spéciale de législation financière.

PREMIÈRE PARTIE

Les programmes municipaux socialistes.

Plusieurs programmes municipaux socialistes ont vu le jour dans le courant de ces dernières années. Qu'ils soient l'œuvre d'un congrès, ou l'œuvre d'un homme, ils se rattachent tous, bien qu'ayant une inspiration commune, à l'une des fractions du parti socialiste français. Aussi, croyons-nous utile, avant de parler des programmes eux-mêmes, de dire quelques mots des hommes et des partis.

Parmi les rangs des socialistes il y a quatre partis principaux : les Guesdistes, les Allemanistes, les Broussistes et les Indépendants. Chacun de ces partis, sauf le dernier, a à sa tête un chef et s'est donné un nom. Les Guesdistes ont pour chef M. Jules Guesde et s'appellent officiellement « Parti ouvrier français ». Ils sont les représentants en France des idées de Karl Marx, c'est-à-dire du collectivisme. Les Broussistes ont pour chef M. Paul Brousse et portent le nom de « Fédération des travailleurs socialistes de France », les Alle-

manistes sont dirigés par J. Allemane et se font appeler « Parti ouvrier socialiste révolutionnaire ». Les indépendants enfin, comme leur nom l'indique, ne se rattachent à aucun parti et n'ont pas de chef reconnu. Un de leurs représentants les plus autorisés est Benoît Malon.

Les Guesdistes ont vu le parti broussiste ou possibiliste se séparer d'eux après le cinquième congrès socialiste national ouvrier tenu à Bordeaux en septembre 1882.

Le parti possibiliste, qui tiendra ses congrès jusqu'en 1890, verra alors lui-même se produire dans ses rangs une scission d'où sortiront les Allemanistes.

Quant au parti des Indépendants, sa formation moins précise remonte à 1885, époque où fut fondée à Paris, par Benoît Malon, Gustave Rouanet et Fournière la Société d'Economie Sociale, dont le but devait être surtout de mettre à l'ordre du jour les réformes urgentes, d'élaborer des projets et de travailler à leur adoption et mise en pratique. C'est ainsi que dans le domaine communal ils demandaient la création de boulangeries, boucheries et pharmacies municipales (1).

Comme programmes, nous allons trouver d'abord

(1) Programme municipal adopté par l'Union fédérative du centre, commenté par le citoyen J. Allemane, Paris, imprimerie ouvrière.

le « Programme de Lyon » qui fut adopté dans le neuvième congrès national du parti ouvrier français tenu à Lyon, au mois de novembre 1891. C'est celui du parti guesdiste.

Puis nous aurons le « Programme municipal adopté par l'Union fédérative du Centre » qui est celui des Allemanistes.

Nous trouverons ensuite la « Distribution et Organisation des services dans la commune cantonalisée », publiées par Benoît Malon dans la *Revue socialiste* des mois d'août et septembre 1891 et qui constitue le programme des Indépendants.

Enfin nous pouvons citer encore deux programmes communaux publiés l'un par Auguste Dewinne dans une brochure intitulée : « Le Socialisme à la commune Roubaix. Trois années d'administration ouvrière » (1) ; l'autre, par Louis Bertrand dans une seconde brochure intitulée : « Le Socialisme communal » (2).

D'ailleurs, tous ces programmes, quels que soient leurs inspirateurs et les divergences qui les séparent, ont une grande ressemblance. C'était d'ailleurs inévitable, car on ne peut pas différer beaucoup lorsqu'on trace, dans un ordre d'idées spéciales, un programme de réformes et de revendications. Là

(1) Bibliothèque de propagande socialiste, Bruxelles, 1895.

(2) Bibliothèque de propagande socialiste, Bruxelles, 1895.

où les auteurs de ces programmes se sépareront plus nettement, c'est dans leurs appréciations sur la nature et l'importance de ces revendications. Mais ce n'est pas ici le moment de parler de ces divergences qui se rattachent à des questions de parti ; nous les examinerons plus tard.

Ces différents programmes touchent aux questions politiques, économiques et fiscales. Nous laisserons de côté les questions politiques dont nous n'avons pas à nous occuper ; puis également les questions fiscales qui, par leur importance et leur complexité mêmes, devraient faire l'objet d'une étude spéciale et approfondie de législation financière.

Voici ces différents programmes.

Le programme de Lyon d'abord.

Art. 1. — Institution de cantines scolaires où les enfants trouveront à prix réduit ou gratuitement un repas de viande entre la classe du matin et la classe du soir ; et, deux fois par an, à l'entrée de l'hiver et de l'été, distributions de chaussures et de vêtements.

Art. 2. — Introduction dans les cahiers des charges pour les travaux de la ville de clauses réduisant à huit heures la journée de travail, garantissant un minimum de salaire déterminé par le conseil d'accord avec les corporations, et interdisant le marchandage, aboli par un décret-loi de 1848. Organisation d'un service d'inspection chargé de veiller à l'exécution de ces clauses.

Art. 3. — Bourse du travail confiée à l'administration des syndicats ouvriers et des groupes corporatifs.

Art. 4. — Suppression des taxes d'octroi sur les denrées alimentaires.

Art. 5. — Exemption pour les petits loyers de toute cote personnelle et mobilière, reportée sur les loyers d'un taux supérieur progressivement imposés. Assainissement et réparation, aux frais des propriétaires, des logements reconnus insalubres. Imposition des terrains non bâtis proportionnellement à leur valeur vénale et des locaux non loués proportionnellement à leur valeur locative.

Art. 6. — Placement par les municipalités et les bourses du travail ou les syndicats et retrait des autorisations aux placeurs.

Art. 7. — Création de maternités et d'asiles pour les vieillards et les invalides du travail. Asile de nuit et distribution de vivres pour les passagers et les ouvriers à la recherche de travail sans résidence fixe.

Art. 8. — Organisation d'un service gratuit de médecine et d'un service de pharmacie à prix réduits.

Art. 9. — Etablissements de bains et de lavoirs publics gratuits.

Art. 10. — Création de sanatoria pour l'enfance ouvrière et envoi dans les sanatoria existants, aux frais de la commune.

Art. 11. — Services de consultations judiciaires gratuites pour les litiges intéressant les ouvriers.

Art. 12. — Rétribution des fonctions municipales au taux minimum des salaires ouvriers, à l'effet de ne pas exclure de l'administration de la commune une classe entière de citoyens, la plus nombreuse, celle qui n'a que son travail pour vivre.

Art. 13. — En attendant que soit remaniée dans un sens conforme aux intérêts du travail la juridiction de la prud'homie, rétribution des prud'hommes ouvriers à un taux qui leur assure l'indépendance absolue vis-à-vis du patronat.

Art. 14. — Publication d'un bulletin municipal officiel et affichage des décisions prises par le conseil ».

Voici, en second lieu, le « Programme de l'Union fédérative du Centre » commenté par le citoyen J. Allemane.

Celui-ci, étant divisé nettement en deux parties, l'une politique, l'autre économique, nous laisserons complètement de côté la première. Chacun des articles de ce programme est accompagné de commentaires où l'on trouverait sur notre sujet des renseignements fort intéressants. Nous ne pouvons, pour ces développements, que renvoyer à la brochure même (1).

(1) Programme municipal adopté par l'Union fédérative

En voici la partie économique :

Art. 12. — Cessation des aliénations des biens communaux ; retour à la collectivité de ceux à provenir des expropriations futures.

Art. 13. — Transformation en services publics communaux ou départementaux, des monopoles des grandes compagnies (omnibus, tramways, bateaux, eaux, gaz, etc.), tous ces services devant fonctionner désormais, sinon gratuitement, au moins à prix de revient.

Art. 14. — Etablissement d'industries municipales, création de greniers, minoteries, boulangeries, boucheries, pharmacies et services de santé ; ouverture de bazars, construction de maisons salubres, le tout à titre municipal, pour combattre les spéculateurs au profit des travailleurs.

Interdiction de tout paiement pour loyers d'avance. Impôt de 20 0/0 sur les locaux non loués et sur les terrains non bâtis.

Art. 15. — Education et instruction intégrales de tous les enfants, mis, pour leur entretien, à la charge de la société.

Art. 16. — Généralisation du service de statistique communale.

Art. 17. — Organisation, par la société de son assistance, et des différents services de la sécurité

du centre, commenté par le citoyen J. Allemane, Paris, imprimerie ouvrière.

publique. Mise à la charge de la société des vieillards et des invalides du travail.

Art. 18. — Suppression des bureaux de placement et généralisation des Bourses du travail.

Art. 19. — Suppression des octrois et de toute taxe de consommation, et leur remplacement par un impôt fortement progressif sur tous les revenus dépassant 3.000 fr. et sur tous les héritages au-dessus de 20.000 francs.

Intervention obligatoire de la commune dans les questions de travail :

1° Par des mesures tendant à ce que le travail des prisons ne fasse plus concurrence au travail libre.

2° Par des subsides accordés en cas de grèves aux chambres syndicales ouvrières.

3° Par des règlements visant la sécurité publique et interdisant dans la commune l'exécution de tous les travaux entrepris au-dessous des tarifs fixés par les Chambres syndicales ouvrières. »

Ce programme est, on le voit, plus nettement interventioniste que le premier. Tandis que le programme de Lyon a reçu déjà de nombreuses applications et répond au présent, le programme de l'Union fédérative du centre, en demandant l'établissement d'industries municipales et la municipalisation de grands services comme ceux de la traction, du logement, ou de l'assistance, répond à ce qui pourra être, donc à l'avenir.

Tandis que le second aboutit à un collectivisme communal atténué, le premier se montre plus réservé dans ses revendications. Est-ce faute de hardiesse ? Assurément non. Mais plutôt faute de confiance et par un certain mépris que les partisans du collectivisme marxiste en France professent pour les réformes, mesquines selon eux, du socialisme municipal.

Le troisième programme est celui des Indépendants, il fut rédigé en 1891 par Benoît Malon (1).

Voici ce programme qui a pour titre :

Distribution et organisation des services dans la commune cantonalisée, c'est-à-dire comprenant au minimum une agglomération de 5.000 habitants.

1° *Domaine communal.* — Reconstitution et agrandissement du domaine communal (terres, maisons, établissements divers, etc.), premier pas vers la propriété communale et dans le but de permettre à la municipalité d'activer la vie économique et de se créer des ressources en recourant le moins possible à l'impôt.

2° *Travaux publics.* — Construction et entretien des divers édifices d'utilité publique, construction de maisons modèles répondant aux nécessités de

(1) B. MALON. — *Les services communaux. Revue socialiste*, août-septembre 1891.

bon marché et d'hygiène et communalisation progressive du service des logements ; construction et entretien des rues, chemins et toutes voies quelconques, usines et ateliers de construction pour le matériel des services qui seront communalisés (éclairage, omnibus, tramways, petites voitures et pour la navigation fluviale) et établissement de chantiers et ateliers municipaux de réserve, devant surtout fonctionner en temps de chômage au bénéfice des travailleurs établis depuis plus d'un an dans la commune.

3° *Crédit communal*. — Banque communale ou correspondante de la banque nationale. Fonctionnement à déterminer.

4° *Alimentation. Commerce*. — Approvisionnement de blé devant être cédé à prix rationnel, minoteries, boulangeries et meuneries municipales destinées surtout à l'approvisionnement des établissements sociaux ou communaux, hôpitaux, asiles, écoles etc., mais pouvant aussi vendre au public à un prix suffisant pour laisser un petit excédent, tous les frais étant couverts.

Etablissement de magasins généraux à système de warrantage pouvant faire des avances au producteur jusqu'à concurrence de 60 0/0 de la valeur fixée à dire d'experts de la marchandise warrantée, mais ayant surtout pour but la mise en vente, moyennant un droit de dépôt et de débit très mo-

déré à prix équitable et rémunérateur, des marchandises confiées.

Le commerce privé pour soutenir la concurrence devrait se renfermer dans la limite des bénéfices raisonnables et contraindre les propriétaires à se départir de leurs exigences spoliatrices dans le prix des loyers ; du même ordre d'idées relève le service réorganisé des halles, marchés et foires régionales.

5° *Assistance publique.* — Réglée avec le concours de l'Etat, de façon que le secours social suffisant ne manque à aucun malade, à aucun infirme, à aucun vieillard et que l'existence de tous les incapables de travail soit assurée, dans la mesure des ressources communes, ce qui ne saurait manquer, étant donné le fonctionnement supposé de l'assurance sociale. Amélioration du service hospitalier. Adoption de tous les enfants abandonnés ou confiés et fondation de nourriceries et établissements spéciaux dans ce but. Réfectoire de secours, asile de nuit pour les cas très raréfiés de dénûment temporaire absolu.

6° *Enseignement public.* — Instruction générale à tous les enfants avec bifurcation pour les spécialités professionnelles jusqu'au degré d'instruction dépendant de la région ou de l'Etat. Repas scolaires, fournitures gratuites, bataillons scolaires ouverts à tous. Création d'écoles d'apprentissage

faisant suite à l'école-ateliers et placés sous le contrôle et la délégation générale des corporations.

7° *Hygiène, salubrité, protection.* — Organisation d'un grand service médical et pharmaceutique gratuit pour les indigents, à tarifs modérés pour l'ensemble des ressortissants. Etablissement de postes de secours en quantité suffisante pour premiers soins à donner aux victimes d'accidents ou de maux subits. Inspection sévère des ateliers et des logements, mesures pour assurer la salubrité publique, établissement des laboratoires municipaux pour l'analyse des denrées alimentaires, sanction contre les falsificateurs. Ce service comprendrait en outre les abattoirs, l'approvisionnement des eaux, le balayage des rues, les lavoirs publics gratuits, les bains publics (presque gratuits), les travaux d'assainissement et d'embellissement, le service des sépultures et crémation.

8° *Sécurité publique.* — Police municipale et compagnie de secours contre l'incendie, les inondations, etc...

9° *Etat-civil* et tout ce qui en dérive, cadastre, notariat communal, etc...

10° *Arbitrage communal.* — Arbitres élus au suffrage universel pour connaître de tous les différends civils et commerciaux ainsi que de tous les faits ressortissant actuellement du tribunal de police. Cette justice serait entièrement gratuite. Dans

ce même service rentrent les conseils de prud'hommes et les tribunaux commerciaux réorganisés.

11° *Statistique*. — Bureau chargé de la statistique générale de la commune, production, consommation, échange, développement de la fortune, santé publique, naissances, mariages, décès, etc... Bourses du travail et bourses du commerce avec affichage des renseignements généraux sur l'offre et la demande du travail ou des produits dans la commune et hors la commune.

12° *Arts, métiers et divertissements*. — Expositions industrielles et artistiques permanentes, théâtres et concerts communaux, les premiers presque gratuits, les seconds gratuits, musées scientifiques et artistiques, jardins botaniques et zoologiques, conférences publiques (science; art, philosophie, morale, histoire, littérature, etc.). Formation de cercles ou sociétés philosophiques, littéraires, artistiques, encouragés notamment par les concours régionaux, nationaux et internationaux.

Commune, commune ! s'écrièrent les bourgeois à partir du XII^e siècle, et ils s'affranchirent. Commune sociale ! répètent les prolétaires modernes, et eux aussi vaincront par ce signe. »

Nous pouvons encore citer comme constituant un véritable programme municipal socialiste un passage du récent ouvrage de Bernstein : « Socialisme théorique et socialdémocratie pratique », qui

fait grand bruit dans le monde socialiste. Ce programme, étant donné les tendances auxquelles se rattache son auteur et la date récente de son apparition, présente, au point de vue du socialisme municipal, un intérêt tout particulier.

Après avoir émis sur le socialisme municipal quelques considérations générales dont nous aurons à parler dans nos conclusions et après avoir constaté la nécessité de l'élaboration d'un programme municipal socialiste, Bernstein écrit : (1)

« Aujourd'hui le droit d'expropriation des communes est fort limité, de sorte que quantité de mesures, d'un caractère politico-économique, échouent sur la résistance et les exigences d'une nuée des propriétaires terriens. Une extension du droit d'expropriation devrait donc être une des premières revendications du socialisme municipal. Mais il n'est pas indispensable d'exiger un droit d'expropriation absolu, illimité. On devra toujours obliger la commune à se conformer, pour ces expropriations, aux prescriptions du droit commun qui garantissent l'individu contre les excès de majorités momentanées. Les droits de propriété, reconnus par la loi générale, devront être inattaquables dans toutes les communes, tant que et dans

(1) BERNSTEIN. — « *Socialisme théorique et socialdémocratie pratique*, » traduction Cohen, Paris, 1900, chap. iv, p. 270 et suiv.

la mesure générale où la loi les admet. Retirer des mains de quelqu'un une propriété admise sans le dédommager deviendrait une confiscation justifiable seulement en cas de circonstances extraordinaires (guerre, maladies contagieuses, etc.).

La socialdémocratie devra donc demander pour les communes une extension de leur droit d'expropriation fort limité encore dans beaucoup d'Etats, si toutefois elle veut rendre possible une politique communale socialiste ; ensuite l'indépendance complète de leur administration, notamment de la police de sûreté...

Puis l'organisation d'*entreprises communales directes*, comme par exemple les *services publics* et tout ce qui peut favoriser la *politique ouvrière* des communes. Par rapport aux entreprises commerciales, il faudra établir en principe que toutes les entreprises, intéressant les besoins *généraux* des habitants et qui ont un caractère monopolistique, seront dirigées par la commune elle-même qui, en outre, s'efforcera d'élargir de plus en plus le cercle de ses compétences. En ce qui concerne la *politique ouvrière*, on devra exiger des communes que, comme employeuses directes ou indirectes d'ouvriers, elles payent et fassent payer les minima de salaires fixés par les syndicats ouvriers, et garantissent le droit de coalition des travailleurs. Il ne faut cependant pas perdre de vue que s'il n'est que

juste que les communes, en tant qu'employeuses d'ouvriers, donnent le bon exemple aux entrepreneurs privés en ce qui concerne les conditions de travail, ce serait pourtant faire preuve d'un sens politique peu perspicace que d'imposer, en faveur des ouvriers communaux, des conditions à tel point supérieures que vis-à-vis de leurs collègues professionnels ils se trouveraient dans la situation d'une catégorie extraordinaire de privilégiés et que la production communale deviendrait beaucoup plus coûteuse que celle des entrepreneurs privés. Un semblable état de choses ne conduirait qu'à la corruption et à l'affaiblissement de l'esprit public.

Le développement économique des temps modernes a indiqué aux municipalités d'autres devoirs encore : la fondation et le contrôle des caisses de secours en cas de maladie suivie, bientôt peut-être, par la reprise en gestion propre, de l'assurance contre l'invalidité. Ensuite l'institution de bourses de travail et de conseils de prud'hommes. En ce qui concerne les bourses de travail, la socialdémocratie formule comme revendication minimum leur caractère égalitaire et, en ce qui concerne les conseils de prud'hommes, leur institution obligatoire et l'extension de leur compétence. Vis-à-vis de l'assurance communale contre le chômage, l'attitude du parti est quelque peu sceptique, sinon hostile, étant donné la prédominance de l'idée que

ce genre d'assurances incombe de droit aux syndicats professionnels. Or, cette conception ne peut s'appliquer qu'aux professions très organisées qui, malheureusement, ne sont encore qu'une petite minorité. La grande masse des travailleurs est encore inorganisée et il faudrait voir si l'assurance communale contre le chômage ne pourrait être organisée d'un commun accord avec les syndicats, de façon à devenir, au lieu d'un empiètement sur les fonctions légitimes des syndicats, le moyen de faciliter ces fonctions. Quoi qu'il en soit, les conseillers municipaux socialdémocrates devront toujours énergiquement réclamer l'entente préalable avec les syndicats.

Tout indique que le socialisme municipal est un levier indispensable pour la formulation et la réalisation intégrale de ce que nous avons appelé, *le droit du travail démocratique*. »

Citons encore, sans toutefois en reproduire la teneur, le « Programme du parti ouvrier belge » publié par Auguste Dewinne et le « Programme communal » adopté au Congrès tenu à Bruxelles les 25 et 26 décembre 1893, publié par Louis Bertrand, membre de la Chambre des représentants, et précédé d'intéressantes considérations sur le socialisme communal.

DEUXIÈME PARTIE

L'assistance municipale.

CHAPITRE I. — Les cantines scolaires.

— II. — Services, gratuit de médecine et de pharmacie à prix réduits.

— III. — Service de consultations judiciaires gratuites.

— IV. — Hospices municipaux de retraite pour les vieillards et les invalides du travail.

Asile municipal de nuit pour les passagers.

Œuvres accomplies en faveur de l'Enfance par le Conseil municipal de Paris.

— V. — Municipalisation de l'assistance.

CHAPITRE PREMIER

LES CANTINES SCOLAIRES

« L'éducation nationale, dit un décret de la Convention de 1793, instruction et entretien, est la dette de la République. »

L'idée, exprimée dans ce décret, était de confier à la République l'éducation et l'instruction des enfants, depuis l'âge de cinq ans jusqu'à douze ans pour les garçons et jusqu'à onze ans pour les filles.

C'est la même idée, appliquée par la commune et non plus par l'Etat, que les cantines scolaires ont pour but de réaliser quant à l'entretien matériel des enfants.

Lepelletier Saint-Fargeau avait conçu un projet rendant obligatoire pour l'Etat les dépenses occasionnées par l'alimentation, le vêtement, le logement et l'instruction des enfants.

Ce n'est donc qu'après un siècle de lutte que les principes de législation scolaire préconisés par Talleyrand, Condorcet, Romme, Lepelletier, Dan-

ton et tant d'autres hommes illustres de la première République, ont été en partie réalisés (1).

L'enseignement est devenu obligatoire dans la plupart des pays de l'Europe ; la gratuité existe dans beaucoup de lois scolaires ; mais le côté matériel de l'éducation des enfants a été négligé par les gouvernements. Tout ce qui a été tenté jusqu'à présent n'est que le résultat d'efforts locaux et ce sont les municipalités socialistes qui ont essayé les premières de réaliser cette réforme inscrite en tête du programme de Lyon.

Le principe de l'instruction mise à la charge des pouvoirs publics et donnée sous leur direction est généralement admis. On a reconnu que c'était pour eux un devoir ; mais on conteste que l'Etat et les communes soient obligés d'assurer à l'enfant nécessaire la satisfaction essentielle des besoins de la vie physique, la nourriture et le vêtement.

C'est précisément pour répondre à ces besoins que les conseils municipaux socialistes votent la création de cantines scolaires et la distribution de vêtements à l'entrée de l'hiver et de l'été.

L'équité et l'utilité de semblables institutions n'ont pas besoin d'une longue démonstration. En effet, la nécessité de pourvoir aux besoins premiers

(1) *Les cantines scolaires et les institutions scolaires similaires*, par Zéo (Bruxelles au journal *Le Peuple*).

de l'enfance, quand les parents ne peuvent le faire, apparaît clairement, et elle s'impose avant de songer à donner à la jeunesse la nourriture intellectuelle.

En abandonnant même le côté charitable de l'institution des cantines scolaires, leur but utilitaire suffirait à les justifier. Grâce à elles en effet, les communes peuvent, par une nourriture convenable, donner aux fils d'ouvriers la force physique sans laquelle ils ne pourraient développer librement leur cerveau.

L'amélioration matérielle de l'existence de l'enfance s'impose comme une condition indispensable de son amélioration intellectuelle et morale.

Vouloir soustraire l'enfant à l'ignorance est bien, mais il faut avant lui épargner la faim.

Une enquête faite en 1894 à Bruxelles (1), dans une école, fit constater que sur 850 enfants, 239, soit près du tiers, venaient à l'école sans avoir pris une nourriture suffisante.

La même année, une autre enquête fut organisée par la ville de Bruxelles pour examiner la situation des enfants qui fréquentaient les écoles communales, au point de vue de la nourriture, du logement et du vêtement. Voici les résultats fournis

(1) Zéo. — *Les cantines scolaires et les institutions scolaires similaires.*

par l'intermédiaire du corps enseignant, des médecins de la ville et de la police.

2.442 enfants ou 16,89 0/0 de la population scolaire étaient mal chaussés.

3.619 enfants ou 25,04 0/0 de la population scolaire étaient mal vêtus.

3.037 enfants ou 20,97 0/0 de la population scolaire étaient mal nourris.

Ces chiffres obtenus pour Bruxelles, et qui eussent été sensiblement les mêmes dans des centres analogues, montrent que la misère enfantine n'est pas un mythe et pourtant, ils sont peut-être encore au-dessous de la réalité.

Aussi faut-il s'étonner non pas de la réforme elle-même, mais de l'heure tardive à laquelle elle a été tentée pour la première fois.

C'est aux municipalités socialistes, adeptes du programme de Lyon, que devait incomber la tâche de faire vivre matériellement les enfants des classes pauvres.

Paris a des cantines scolaires dans les écoles de tous ses arrondissements et dépense aujourd'hui à cet effet près d'un million par an.

Roubaix possède des cantines scolaires dans les douze écoles maternelles et dans sept écoles primaires.

Des institutions semblables existent à Marseille, Narbonne, Montluçon, Dijon, etc... Nous étudie-

rons en détail le fonctionnement des cantines dans certaines de ces municipalités ; mais hâtons-nous de dire que partout où ces œuvres ont vu le jour, le personnel enseignant se plaît à leur reconnaître d'heureuses conséquences. Elles ont d'abord une influence bienfaisante sur la santé des enfants ; elles augmentent la fréquentation des écoles ; permettent de tirer un meilleur profit de l'enseignement donné ; enfin, au dire de certains administrateurs municipaux, elles dégrèveraient le budget de la bienfaisance.

Les cantines scolaires sont supérieures aux œuvres d'initiative privée et de bienfaisance, parce que celles-ci, tout en étant dignes d'admiration et d'encouragements, sont insuffisantes comme toutes les entreprises privées qui s'attaquent à une tâche trop lourde pour elles.

D'autre part, elles ont encore, à nos yeux du moins, et c'est par là qu'elles ont un caractère socialiste, l'avantage de faire porter dans la collectivité, sur la partie aisée de la population seulement, une dépense de première nécessité, faite pour permettre aux enfants de la classe ouvrière de vivre.

Le rapport annuel du collège des bourgmestres et échevins de la ville de Bruxelles pour 1895 signale que sur 1.000 décès il y en a près de 400 d'enfants de moins de quinze ans appartenant, pour

la majeure partie, à la classe nécessiteuse de la population.

La répartition des décès donne les résultats suivants :

Croup :	classe aisée	7	classe pauvre	65
Scarlatine :	—	4	—	42
Coqueluche :	—	3	—	34
Rougeole :	—	4	—	58
Typhoïde :	—	10	—	31
Variole :	—	0	—	3

La phthisie pulmonaire, maladie des classes pauvres, donne comme proportion des décès :

Classe riche : 2 ; — classe aisée : 445 ; — classe pauvre : 478 (1).

Tout le monde sait que les personnes bien nourries sont beaucoup moins aptes que les autres à gagner les maladies contagieuses et autres ; or, cette statistique ne fait que constater combien la mortalité est plus considérable dans la classe pauvre que dans la classe aisée. Si les cantines scolaires, grâce à une bonne alimentation, pouvaient diminuer parmi les enfants pauvres cette déplorable proportion de la mortalité, toutes les dépenses faites pour ces institutions seraient amplement justifiées.

(1) ZÉO. — *Les cantines scolaires et les institutions scolaires similaires.*

Paris alloue près d'un million aux caisses des écoles pour les cantines scolaires.

Dans chacun des arrondissements il existe, conformément à la loi, une caisse dite des écoles, alimentée par des souscriptions, des legs, des cotisations et des subsides de la municipalité. La caisse des écoles fournit aux enfants nécessiteux des vêtements, des chaussures, un repas quotidien ; elle organise des fêtes scolaires, des voyages et des colonies de vacances. Ces divers services sont accessibles à tous les écoliers, mais les uns en jouissent gratuitement, les autres en payant une certaine rétribution.

Les demandes de gratuité sont adressées au directeur ou à la directrice.

La caisse des écoles est administrée par une commission dont les attributions sont : la comptabilité, la surveillance et l'organisation des cantines, la délivrance des gratuités, la fixation des prix et du menu des repas.

Une inspectrice rétribuée visite toutes les cantines de chaque arrondissement.

Le repas a lieu entre la classe du matin et celle de l'après-midi. Il se compose d'une soupe, de légumes et de viande. Le menu varie chaque jour et le prix du repas est fixé le plus souvent à vingt centimes.

Pour prendre part aux repas, il faut être pourvu

de bons délivrés à la mairie, gratuits pour les enfants indigents et contre paiement entier ou partiel pour les élèves plus ou moins aisés. Les bons, qu'ils soient gratuits ou payants, donnent des droits identiques.

Dans le XVIII^e arrondissement (1), dès 1885-86, 1.110.827 portions furent délivrées.

Sur ce nombre, 736.526 furent payantes et 374.301 gratuites.

En 1886-87, le nombre de portions s'éleva à 1.177.725 dont 707.588 payantes et 470.137 gratuites.

En 1890, il y eut 2.184.730 portions délivrées.

Enfin, en 1891, le chiffre atteint 2.450.492 dont 1.658.126 portions gratuites.

Les dépenses se sont accrues dans la même proportion, en 1885-86, les cantines coûtèrent 59.264 francs et en 1891, 142.158 francs.

La population des écoles du XVIII^e arrondissement était alors de plus de 13.000 enfants.

Le nombre des gratuités augmente constamment ; et pourtant, il résulte des enquêtes faites que les demandes sont, à quelques exceptions près, fondées.

Voici, au sujet de cette gratuité, ce que dit

(1) Ces chiffres sont empruntés au Bulletin de statistique et aux Rapports du Conseil municipal de Paris.

M. Adrien Veber, conseiller municipal de Paris (1).

« La nourriture des enfants, à midi, consiste en une soupe, un morceau de viande et des légumes. Ceux dont l'indigence n'est pas absolue ont le même repas pour 0 fr. 20. Cette indigence est établie par une enquête faite à la suite d'une demande rédigée par les parents au bas d'une formule qui leur est remise tous les ans et dont les termes méritent d'être rappelés.

« La caisse des écoles, dit cette formule, est une association de citoyens qui, par des cotisations volontaires et grâce aux subventions du conseil municipal, cherchent à venir en aide aux enfants des écoles dont les parents sont atteints par l'infortune ; en agissant ainsi dans la mesure de leurs ressources, ils remplissent leur devoir, non pas de charité, mais de solidarité républicaine et leur aide peut être acceptée sans arrière-pensée, comme sans faux respect humain.

« A ce devoir correspond, pour les parents, celui de ne participer aux libéralités trop limitées de la caisse des écoles qu'en cas de besoin urgent ; agir autrement serait enlever aux véritables nécessiteux une part de ce qui leur revient. Il n'y aurait pas de plus grave indécatesse.

(1) A. VEBER. — *Le socialisme communal*. « Revue socialiste », juin 1892 ; nous devons en outre à M. Véber de précieux renseignements sur la question que traite ce chapitre.

« Dans l'intérêt moral bien entendu, de leurs enfants, les parents ne doivent faire appel qu'au cas d'urgence absolue à la solidarité de la caisse des écoles; ils doivent, en effet, avoir le souci de maintenir chez eux les sentiments de dignité et de respect de soi-même, apanage de ceux qui apprennent à compter surtout sur leurs efforts personnels.

« Il serait évidemment préférable que la gratuité de l'enseignement fût également étendue à l'alimentation et au vêtement, sans aucun besoin de sollicitation. Mais tant que nous vivons dans le milieu économique actuel, les conseils municipaux et les caisses des écoles n'auront jamais assez de ressources pour satisfaire intégralement ce nouveau service public (1). »

Nous avons signalé, il y a quelques instants, certains résultats généraux sur le fonctionnement des cantines scolaires; nous voudrions maintenant entrer dans quelques détails et montrer, à l'appui de chiffres, les progrès réalisés dans cette voie, pendant ces dernières années. Nous empruntons aux rapports du conseil municipal de Paris les renseignements suivants.

(1) Rapport présenté par M. A. Lavy au nom de la 4^e Commission sur la fonction des cantines scolaires et sur la répartition d'une somme de 300.000 entre les caisses des écoles des divers arrondissements de Paris (conseil municipal de Paris, 1888).

Après avoir déterminé, dans l'œuvre des cantines scolaires, le rôle des caisses des écoles auxquelles appartient, en vertu même du principe qui a présidé à leur création (loi du 10 avril 1867, art. 15), le soin de secourir les enfants pauvres fréquentant les écoles publiques par des dons de vêtements et de nourriture, le rapporteur est amené à constater que, dans la plupart des arrondissements, ces associations n'ont pas accompli la tâche qui devait leur incomber — et que, d'autre part, les municipalités ont montré peu de zèle à organiser cette œuvre humanitaire. — Partout ou presque partout, disait-il, on se persuade qu'il appartient au conseil de parer à tout et que les membres des caisses des écoles n'ont plus qu'à s'occuper de l'emploi des fonds.

A ce désarroi, à cet abandon, continuait le rapporteur, je suis heureux de vous opposer l'excellente organisation des cantines du XVIII^e arrondissement. Voici ce qu'en disait le dernier rapport de la caisse des écoles.

« Le service comprend 15 cantines qui occupent 41 cantinières et aides-cantinières de trois classes distinctes.

« Ces 15 cantines alimentent 39 écoles qui reçoivent 13.000 enfants environ.

« Chaque cantine est sous la surveillance directe d'une dame déléguée, qui détermine le menu (composé toujours de soupe, viande et légumes), veille

aux achats et aux approvisionnements, contrôle les menues dépenses des cantinières, etc... »

Tant qu'une organisation semblable n'existera pas partout, les cantines scolaires ne rendront qu'une faible partie des services qu'elles sont appelées à rendre ».

« Dans certains arrondissements dit M. le Préfet, dans son mémoire, la gratuité est accordée à tous les élèves des écoles dont les parents la demandent.

Peut-être y a-t-il là quelque chose d'excessif.

Au moment de la création du service des cantines, le conseil municipal avait entendu qu'il ne serait fourni de portions gratuites qu'aux enfants appartenant à des familles réellement besogneuses.

En renonçant à cette règle, et en accordant la gratuité, sans enquête préalable, à toute personne qui en fera la demande, on risque d'habituer les parents à se désintéresser de tout devoir envers leurs enfants, en même temps qu'il est à craindre, qu'avec ce système, les libéralités du conseil municipal et celles des caisses des écoles ne profitent pas toujours aux plus dignes, ni à ceux qui sont dans le plus grand besoin.

Dans le XVIII^e arrondissement voici comment procède la commission des cantines relativement à la gratuité.

Les jetons gratuits sont délivrés après une en-

quête faite par un membre de la commission en prenant pour base la situation de la famille et le nombre d'enfants dont elle est chargée.

La formalité pour obtenir la gratuité consiste dans la remise, au directeur ou à la directrice de chaque école, d'une demande signée par le chef de la famille.

Chaque mois, après enquête, la commission statue sur les demandes qui lui sont présentées.

Aux IV^e et XIV^e arrondissements on accorde la gratuité à tous les enfants dont les parents sont inscrits au bureau de bienfaisance. Cette règle devrait certainement être étendue à tout Paris. »

La gratuité des cantines scolaires est le commencement de la mise à exécution de l'entretien complet de l'enfant par la collectivité. « Il est évident, faisait remarquer le rapporteur, que l'on ne peut décider l'entretien de l'enfant par la commune sans obliger ceux qui peuvent, en raison de leur fortune accepter un impôt nouveau, à verser dans les caisses communales la somme nécessaire au fonctionnement de ce nouveau service.

Nous verrons grandir avec joie, continuait-il, ce crédit des cantines scolaires. Du reste M. le Préfet reconnaît lui-même la nécessité de l'augmentation de ce crédit. Tous les comptes-rendus des caisses des écoles constatent, en effet, que la gêne de la population ouvrière s'accroît tous les jours,

et que les demandes de gratuité deviennent plus nombreuses, avec juste raison. Il est donc évident que l'heure est venue d'augmenter le crédit. Si tous les parents nécessiteux savaient qu'ils peuvent demander la gratuité de la cantine et osaient la réclamer, si toutes les caisses des écoles étaient gérées par des citoyens soucieux de ne voir dans nos écoles que des visages d'enfants gais et bien portants, il nous faudrait sûrement trouver de nouveaux subsides pour nos cantines. Jamais argent pris dans la caisse de la commune ne fut mieux employé.

L'institution des cantines est une des meilleures que le conseil ait créées. Il importe de ne pas la laisser périliter, mais au contraire de la régulariser, de lui donner une forme plus nette, de faciliter son développement, en en faisant une véritable œuvre de solidarité sociale.

Plus d'une fois des esprits éminents ont émis l'idée que l'éducation de l'enfance est à la fois pour la collectivité un droit et un devoir. Dans nos cantines, on peut voir en germe l'éducation matérielle des enfants assurée par la commune, et, dans des conditions telles que les plus timorés d'entre nous ne peuvent en concevoir aucune alarme.

En attendant que cette institution grandisse, comme toutes celles de notre démocratie, les cantines ont pour effet actuel d'assurer la fréquentation

de l'école par les enfants, ceux-ci y trouvent en outre des aliments plus substantiels, ce qui souvent leur fait défaut dans leurs familles. Elles doivent se proposer aussi de relever le niveau de la santé publique. Au milieu de cet air débilitant de Paris il faut à l'enfant une nourriture forte qui prépare son corps aux labeurs de l'adolescence et de l'âge mûr.

Et s'il était permis, en pareille occurrence, de céder à d'autres considérations que celles d'ordre purement moral, nous ajouterions que les sommes dépensées pour les cantines sont appelées à dégrever, dans une notable mesure, le budget de l'assistance publique. L'intérêt de nos finances est donc d'accord avec nos sentiments démocratiques pour nous conseiller d'organiser et d'accroître cet important service des cantines scolaires. »

En 1888, 200.000 francs devaient être distribués au début de l'année par les soins de l'administration et 300.000 francs devaient être distribués sur délibération du conseil. L'année précédente l'ensemble des sommes distribuées s'était élevé à 467.500 francs. La somme attribuée aux cantines en 1887 était supérieure de 167.000 francs à celle qui leur avait été accordée l'année précédente.

Cinq arrondissements délivraient par jour plus de 1.000 portions gratuites, le vingtième en délivrait à lui seul 1.834. Quatre en distribuaient de 500 à

1.000, et les autres en distribuait dans une moins forte proportion.

Nous avons indiqué plus haut comment l'institution des cantines scolaires constituait à nos yeux une mesure modérément socialiste, par le fait de n'accorder la gratuité qu'aux enfants des parents pauvres. Nous trouvons à ce sujet dans un rapport présenté également par M. Lavy, au nom de la commission du budget, d'intéressantes observations qui viennent confirmer notre manière de voir.

« Vous avez, disait le rapporteur, ouvert le crédit des cantines pour donner la nourriture gratuitement aux enfants pauvres qui fréquentent nos écoles ; c'est à ceux-là seulement que vous avez entendu l'accorder. Votre décision n'a pas été respectée.

Dans la plupart des arrondissements de Paris, en dehors des portions qui sont distribuées gratis, on en vend un grand nombre aux enfants qui peuvent les payer. Certains de ces enfants appartiennent à des familles qui jouissent d'une modeste aisance. Sans vouloir réaliser sur eux aucun bénéfice, ce qui n'est guère admissible à l'école, il conviendrait d'exiger d'eux strictement le prix de revient de la portion.

Il n'en est rien, on arrive ainsi, contrairement au désir et au vote du conseil municipal, à donner une semi gratuité à des enfants en faveur desquels le conseil n'a pas entendu l'établir.

On commence là l'organisation bâtarde, fausse, injuste d'un service public de l'alimentation scolaire. C'est l'application maladroite d'un principe socialiste essentiellement juste : l'entretien de l'enfant par la collectivité ; mais ce principe suppose l'égalité de droits et de charges. Or, aujourd'hui les droits seraient bien égaux pour tous les enfants qu'on nourrirait à l'école ; mais les charges continueraient à demeurer très inégales.

La seule chose possible maintenant est donc la pratique de la solidarité à l'égard de tous les enfants pauvres, pratique judicieuse qui vise à ne pas distraire un centime des fonds votés par le conseil pour ces petits êtres si dignes d'intérêt. Le crédit est à peine suffisant pour les enfants auxquels nous le destinons ; si on le distribue à d'autres, on prend une part de santé, une part de vie aux enfants à l'entretien desquels nous avons voulu courir. »

Nous allons voir ce qu'étaient devenues, dix ans après les cantines scolaires, et les progrès accomplis pendant cette période (1).

Les recettes et dépenses générales avaient été pour les recettes d'abord, en 1897, de 1.347.538 fr. 93 et en 1898, de 1.356.874,30 ; pour les dépenses

(1) Rapport présenté par M. Hattat au nom de la 4^e Commission sur les opérations des cantines scolaires en 1898 (conseil municipal de Paris 1898).

ensuite : en 1897, de 1.264.095,65 ; et en 1898, de 1.356.040 fr.61.

Il est facile de se rendre compte d'après ces chiffres que l'œuvre des cantines scolaires n'est plus illusoire aujourd'hui et qu'un véritable service est rendu par elles au prolétariat. En effet, sur ces sommes considérables, les bons payants n'apportent plus qu'une faible contribution qui fut, en 1897, de 349.439,80 et en 1898, de 351.480 fr. L'on peut dire que la majeure partie des sommes dépensées, c'est-à-dire environ un million en 1898, a été tout entière acquise aux enfants qui profitent des cantines scolaires. On peut faire remarquer en outre que, si, d'une part, le chiffre des dépenses augmente tous les ans, le chiffre des recettes sur les bons payants diminue ; la gratuité tend donc à devenir la règle de l'œuvre en même temps que cette œuvre s'amplifie.

La subvention municipale a été en 1898, de 890.715 fr. en 1897, elle n'avait été que de 912.885 fr. Le conseil municipal de Paris consacre donc chaque année à nourrir les enfants de parents pauvres ou peu aisés une somme de 900.000 francs en moyenne. Les cantines scolaires ont servi, en 1898, 9.230.332 portions contre 8.829.870 portions en 1897, soit une augmentation de 400.462 portions pour 1898. Et le rapport des portions gratuites qui était de 61,96 0/0 en 1897, s'est élevé à 63,93 0/0 en 1898. En effet, 420.609 portions gratuites en plus étaient

données, tandis que le chiffre des portions payantes avait baissé de 20.147.

Le rapporteur faisait à ce sujet une remarque peu consolante qui montre combien il est temps de lutter contre le mal : « Sauf, dit-il, pour le cas où les augmentations résultent de l'ouverture de nouvelles écoles ou de classes nouvelles dans les anciennes écoles, les plus-values de dépenses sont attribuées à l'extension de la gratuité, résultant elle-même de la misère croissante des populations ouvrières ».

Enfin nous trouvons dans le dernier rapport concernant l'année 1899 que les propositions budgétaires des caisses des écoles s'élèvent à la somme de 1.427.032 fr. 54, en augmentation de 70.992 fr. 93 sur les dépenses effectuées en 1898. Le rapporteur constatait que cette augmentation était due à la fois à des améliorations de régime, qui avaient augmenté le prix de revient des portions et à une forte extension de la gratuité.

Il nous a paru intéressant de montrer par des chiffres les progrès qu'ont faits en une dizaine d'années à Paris les cantines scolaires. Evidemment, de tels chiffres, cités pour une agglomération aussi considérable que Paris, sont impressionnants et nous ne pourrions pas donner pour les villes de province des résultats de nature à mieux attirer l'attention.

Néanmoins, l'exemple donné à été suivi par un grand nombre de municipalités et il serait à souhaiter que toutes les communes de France puissent et veuillent marcher dans une voie qui, pour être socialiste, n'en est pas moins excellente.

Des cantines scolaires fonctionnent en France, à Marseille, Lyon, Le Havre, Toulon, Saint-Denis, Limoges, Saint-Ouen, Rouen, Amiens, Lille, Roubaix, Dijon, etc.

A Roubaix (1) l'organisation des cantines fut primitivement placée sous la direction et le contrôle directs de l'administration municipale, mais l'autorité supérieure, prétextant les dispositions des lois scolaires en vigueur, déclara illégale la résolution prise par le conseil municipal. Le principe de la gratuité absolue ne fut pas non plus agréé par le ministre de l'intérieur. La ville de Roubaix, pour se conformer aux instructions ministérielles, décida de laisser au maire et au comité de la caisse des écoles le soin de diriger le service des cantines scolaires. La gratuité des distributions d'aliments aux enfants reconnus nécessiteux fut établie, que les parents de ces enfants fussent inscrits ou non au bureau de bienfaisance.

Deux écoles maternelles furent pourvues, à titre

(1) *Roubaix. Trois années d'administration ouvrière*, par Auguste Dewinne.

Bibliothèque de propagande socialiste.

d'essai, d'une cantine en 1892. Un crédit de 73.600 francs fut voté pour en assurer le fonctionnement.

Cette première expérience ayant fort bien réussi, l'institution fut étendue à d'autres écoles.

Pendant l'année scolaire 1893-94, les douze cantines donnèrent les résultats suivants : 239.691 repas furent distribués, formant une dépense de 44.099 francs. Le prix de revient fut de 18 centimes par repas.

Dans sa séance du 28 septembre 1894, le comité de la caisse des écoles vota la création de deux nouvelles cantines scolaires, qui furent installées dans deux écoles primaires pour garçons.

Actuellement, dix-neuf écoles, à Roubaix, bénéficient de cette installation.

L'organisation des cantines de Roubaix est semblable à celle des cantines parisiennes.

Le comité de la caisse des écoles organise, en outre, à l'entrée de l'hiver, des distributions de vêtements aux enfants pauvres des écoles municipales.

Pendant l'hiver 1896, il fut distribué 700 capuchons, 800 pantalons, 2.400 camisoles de laine, 1.600 paires de bas, 4.600 paires de galoches, 2.860 chemises et 2.000 tabliers. Le tout constituait une dépense de 29.946 fr. 82.

La municipalité de Roubaix consacrait donc, en

1896, une centaine de mille francs par an pour nourrir et vêtir les enfants des ouvriers. Ces chiffres n'ont pu qu'augmenter depuis et s'ils peuvent paraître faibles, étant donné le nombre de familles secourues, en comparaison de ce qu'une famille de la bourgeoisie peut dépenser chaque année pour ses propres dépenses, il n'en est pas moins vrai que ce sont 100.000 francs dépensés tous les ans par la collectivité au profit des moins fortunés. Si, par exemple, dans une grande ville comme Roubaix, on suppose qu'il y a mille familles soulagées par cette œuvre, c'est 100 francs par an qui leur seraient alloués, somme importante pour des budgets variant de 1.200 à 2.000 ou 2.500 francs.

En 1896, la municipalité de *Dijon* décida la création de cantines scolaires. Voici les considérations dont on fit précéder la proposition de création.

« Considérant (1) que depuis de longues années les amis de la démocratie, ainsi que tous les sincères philanthropes, déplorent la fatalité qui s'appesantit sur les familles nombreuses de la classe laborieuse.

« La constitution de notre état social est tellement défectueuse que la nombreuse progéniture, bien

(1) *Bulletin municipal officiel de la ville de Dijon*, 13 juin 1896. — C'est M. Marpaux, ancien adjoint au maire de Dijon, à l'amabilité duquel nous devons ces renseignements, qui fut l'auteur du rapport dont nous donnons un extrait.

loin d'être un signe de prospérité est, au contraire, l'indice presque certain d'une misère dont l'intensité va en raison du nombre d'enfants.

« Tandis que la morale préconise la repopulation, la réalité des choses, au contraire, achemine la société vers un rapide dépeuplement. Cette anomalie ne pouvait manquer d'attirer l'attention des socialistes de toute école. Aussi, tous sont-ils d'accord pour proclamer que la nourriture et l'entretien des enfants doivent être mis à la charge de la société.

« La formule admise, il fallait trouver un moyen de la mettre en pratique. Ce moyen, nous croyons l'avoir trouvé et nous le proposons à vos délibérations ; il consiste dans la création de cantines scolaires et la distribution de vêtements aux enfants. »

Peu de temps après, le 8 août, un règlement minutieusement élaboré était présenté au Conseil. De ce règlement, nous extrayons l'art. 21, relatif à la gratuité, ainsi conçu :

« *Art. 21.* — Le comité prononce après enquête, sur l'admission des élèves à titre gratuit.

« La gratuité est accordée de droit : 1° aux enfants dont les parents ont des ressources inférieures à 4 francs par jour en temps ordinaire ; 2° à ceux dont les parents ne jouissent que d'un traitement ou revenu inférieur à 4 fr. 50 et qui ont deux enfants aux écoles ; enfin, ceux dont les parents

ont trois enfants et au-dessus fréquentant les écoles et jouissant d'un traitement ou revenu inférieur à 5 francs par jour.

« La gratuité est également accordée aux enfants dont les parents sont en chômage constaté et, sur demande de ceux-là, cette gratuité accidentelle sera accordée d'urgence par les soins de la municipalité qui en rend compte au comité à sa plus prochaine réunion. »

L'enquête faite à la suite du projet de création donna les résultats suivants : 1.818 élèves voulaient profiter des cantines ; sur ces 1.818 élèves, 300 seulement avaient des ressources leur permettant de payer la pension ; les autres, c'est-à-dire 1.518, dont les parents étaient dans une situation précaire, réclamaient la gratuité. La sincérité de cette enquête était attestée par ce fait que sur ces 1.518 enfants 233 seulement appartenaient à des familles payant la taxe personnelle. Ce chiffre entraînait pour la ville une dépense de 270 francs par jour, ce qui faisait, en comptant 200 jours de fréquentation scolaire, un total de 54.000 francs.

Le Conseil municipal de Dijon avait fait une enquête sur le fonctionnement des cantines scolaires dans les villes où elles existaient déjà et cette enquête avait révélé, sur le mode d'exploitation des cantines, les résultats suivants qu'il est intéressant de connaître ; ils se rattachent, en effet, à la ques-

tion, de l'exploitation directe ou non par la commune.

En Suisse, c'est une œuvre privée, analogue à notre ligue de l'enseignement, qui fait tous les frais des cuisines scolaires.

A Marseille, c'est au contraire l'administration municipale qui dirige et gère ses cantines, en se déchargeant de la besogne matérielle sur les cantinières de chaque école, qui jouissent d'une certaine latitude, tout en étant tenues par les règlements, de fournir des quantités déterminées d'aliments.

D'autres villes, telles que Limoges, Saint-Ouen, etc., ont institué une société spéciale, où le Conseil municipal est largement représenté.

Enfin, quelques municipalités, Rouen et Amiens, entre autres, confient l'administration et la surveillance des cantines à la caisse des écoles.

C'est à ce dernier système que s'arrêta la municipalité dijonnaise. En outre, comme à Paris, c'est aux instituteurs que devait être confiée la direction des cantines ainsi que leur gérance. Le rapporteur proposait d'accorder aux personnes qui auraient à mener cette tâche une prime sur les économies, en même temps qu'on pourrait, avec les économies réalisées, augmenter le nombre des bons gratuits. Il faisait à ce sujet certaines remarques qui, pour être d'ordre moral, n'en ont pas moins leur intérêt :

« Cette administration autonome, disait-il, aurait, avec le mérite d'être simple, celui de stimuler le zèle du personnel appelé à concourir à l'œuvre des cantines scolaires. Ne serait-ce pas un triomphe pour le directeur et la cuisinière si, au bout de la quinzaine ou du mois, ils pouvaient orner la table de leurs petits pensionnaires de fruits au dessert, voir même de vin étendu d'eau, tout en réalisant des économies ? Les gens qui sont en contact perpétuel avec l'enfance ont de ces joies intimes qui doivent contribuer à nous faire avoir confiance en leur sage administration et nous déterminer à leur confier la direction et, disons-le, la lourde charge d'une aussi noble tâche que celle que nous allons entreprendre. »

Une dépense totale de 21.000 francs pour l'organisation des cantines fut prévue et un crédit annuel de 40.000 francs fut inscrit au budget. Le Conseil municipal vota les crédits nécessaires et dès la rentrée des classes, en octobre 1896, les cantines fonctionnaient. Dans la suite, l'entreprise de la municipalité dijonnaise devait s'étendre et s'améliorer. En 1898, de nouvelles cantines furent ouvertes et un crédit supplémentaire de 16.000 fr. était voté par le conseil municipal.

Nous avons vu que les cantines scolaires ne sont pas du socialisme très hardi et que la pensée généreuse qui guidait les conseils municipaux socia-

listes, en cherchant à réaliser cet article du programme de Lyon, n'avait en général rencontré ni adversaire, ni observations de la part des pouvoirs publics.

Toutefois, après le vote du crédit supplémentaire de 16.000 francs par le conseil municipal de la ville de Dijon, M. le préfet de la Côte-d'Or s'émut de la situation et, le 17 mars 1899, il écrivait au maire les lignes suivantes :

« Monsieur le maire,

« Par sa délibération du 15 février dernier, le conseil municipal de Dijon a voté un crédit complémentaire de 16.000 francs au profit de la caisse des écoles pour solder les dépenses des cantines scolaires en 1898.

Le crédit primitif de 40.000 francs, inscrit à cet effet au budget de 1898, n'avait été maintenu que sous la réserve formelle que les dépenses ne seraient engagées que dans la limite de ce crédit. J'ai donc tout lieu d'être surpris qu'il n'ait été tenu aucun compte de mon observation et qu'un dépassement de crédit aussi important se soit produit. J'estime que cette progression excessive des dépenses des cantines scolaires entraîne une trop lourde charge pour le budget communal et je vous prie de

vouloir bien appeler l'attention du conseil municipal sur ce point. »

Le rapporteur accompagnait cette lettre des réflexions suivantes : « Dans la pensée de M. le préfet, il n'entre, disait-il, certainement aucun soupçon de gaspillage de la subvention ; les statistiques publiées démontrent que le prix des repas est très faible et que le nombre des gratuités reste stationnaire. Mais le crédit total a donné naissance à une autre préoccupation, la seule qui ait guidé l'administration préfectorale, la question de principe étant réservée à notre appréciation : on craint qu'il ne mette en danger le budget communal. Il n'y a heureusement aucune crainte à concevoir de ce chef.

Quant aux crédits alloués à la caisse des écoles, loin de revêtir un caractère de pure libéralité, il faut qu'on sache bien qu'ils ne sont employés qu'à soulager des gens dont les plus favorisés n'ont pas 0 fr. 80 à dépenser par tête et par jour de travail, car les dimanches, fêtes et jours de chômage, viennent encore réduire cette maigre somme.

« Nous sommes donc bien loin de nous trouver en présence d'un abus et nous estimons qu'il n'y a rien à changer à nos précédentes décisions.

« L'élévation du crédit tient à une cause sociale, il démontre tout simplement que la misère augmente en raison directe du progrès du machinisme.

« A notre époque, où les législateurs se préoccu-

pent de plus en plus de chercher à atténuer la misère et à introduire un peu d'humanité dans la loi, il serait au moins étrange de voir une commune relativement riche rogner les maigres subsides alloués aux nécessiteux.

« Au surplus, nous devons signaler à M. le préfet un précédent qui a quelque valeur.

« La ville de Roubaix a 124.667 habitants. Son budget s'élève à 5.365.741 francs. Elle consacre à ses cantines scolaires 142.000 francs, en outre, elle alloue 80.000 francs à la caisse des écoles pour des dépenses qui ne sont point spécifiées mais qui doivent comprendre les vêtements et les fournitures scolaires. C'est donc 222.000 francs qui sont mis à la disposition de la caisse des écoles, soit $\frac{1}{24}$ du budget et 1 fr. 80 par habitant.

« A Dijon, ville de 67.736 habitants, la dépense totale a été de 71.945 francs, soit $\frac{1}{36}$ du budget et 1 fr. 06 par habitant. Pour être égale à la dépense de Roubaix, il faudrait donc que notre subvention atteigne 121.925 francs. Et cependant le budget de Roubaix, pour 1899, a été approuvé par M. le préfet du Nord. »

Le conseil municipal de Dijon maintint le crédit supplémentaire légèrement diminué en priant l'administration préfectorale d'approuver ce vote d'urgence, en raison des intérêts engagés.

Nous n'avons reproduit ces incidents que pour

montrer combien une tentative, si timide soit-elle, peut soulever de craintes. Nous verrons, en nous occupant des pharmacies municipales, que cette autre réforme, d'un caractère plus nettement socialiste puisqu'elle est de l'entreprise, amena non point de simples observations de la part de l'administration préfectorale, mais l'annulation de la délibération qui en décidait la création. Et pourtant, les intérêts financiers de la commune n'étaient pas menacés et la pensée inspiratrice de la pharmacie municipale, étant purement humanitaire, ne pouvait qu'être bonne.

Nous verrions sans crainte les municipalités s'engager plus résolument encore dans la voie des cantines scolaires. En vain soutiendrait-on qu'elles porteraient atteinte à la liberté individuelle ou compromettraient l'esprit de famille.

Les cantines scolaires, telles qu'elles existent à Paris, à Roubaix, à Dijon, avec leurs bons gratuits et payants, ne sont pas l'idéal ; car les payants eux-mêmes sont souvent dans une situation telle que la gratuité serait pour eux un soulagement bien légitime. Ce qu'il faudrait, c'est l'entretien de tous les enfants pauvres à frais communs, et nous nous associons pleinement à ces commentaires dont Jules Guesde faisait suivre le décret de 1893 portant que « l'éducation nationale, instruction et entretien, est la dette de la République » et qui était ainsi conçu :

« Cette dette, vous en avez payé la moitié, en instituant l'enseignement primaire gratuit et obligatoire ; il s'agit, aujourd'hui, d'en payer l'autre moitié, en assurant aux enfants, à l'aide des cantines scolaires, le vêtement et la nourriture. »

CHAPITRE II

SERVICES, GRATUIT DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE A PRIX RÉDUITS

L'exemple donné, en 1893, par le Conseil municipal de Roubaix, devait être suivi, peu de temps après, par celui de Dijon et, le 2 septembre 1896, la création d'une pharmacie municipale y était proposée.

Toutefois, les conseillers de Dijon, tenant compte de l'expérience de Roubaix, cherchèrent à accomplir la réforme par des moyens détournés dont l'autorité préfectorale n'aurait pas à s'émouvoir.

« La création d'une pharmacie municipale, disait le rapporteur du projet de création, a été une de nos préoccupations principales avant même notre arrivée à la mairie. Il est donc tout naturel que nous nous soyons inquiétés, de prime abord, des moyens pratiques de l'établir sans coup férir. Et si nous disons sans coup férir, c'est parce que nous nous souvenons de l'arrêté préfectoral qui supprimait d'un trait de plume la pharmacie mu-

nicipale que le Conseil socialiste avait installée à Roubaix.

« Nous avons dû rechercher des précédents qui pourraient être favorables à cette si utile institution. Nous avons trouvé un arrêt du tribunal de Saint-Etienne en date du 17 décembre 1889, confirmé par la Cour de Lyon, décidant : « Qu'un hospice propriétaire d'une pharmacie gérée par un pharmacien diplômé, peut vendre ou distribuer les médicaments au public à la condition expresse que cette vente ou distribution ait lieu dans les bâtiments de l'hospice et non au dehors. »

Le Conseil municipal décida de demander au Conseil d'administration des hospices de vouloir bien accorder un local pour l'aménagement d'une pharmacie municipale.

Le but du Conseil municipal de Dijon pouvait être ainsi atteint, puisqu'une pharmacie, établie dans un hospice et gérée par un pharmacien diplômé, était autorisée à vendre ou à distribuer des médicaments aux malades non hospitalisés, c'est-à-dire venant du dehors.

Mais l'administration des hospices se prononça à la majorité contre la demande que le Conseil lui avait adressée. — Celui-ci s'empressa de chercher une autre combinaison. Il imagina de soutenir, par des subventions, une pharmacie dont le titulaire aurait accepté ses conditions. La loi du 21 ger-

minal an IX, sur l'exercice de la pharmacie, n'enlève pas, en effet, le droit pour une commune de subventionner un pharmacien en lui imposant, comme condition, la charge d'un grand service public tel que la délivrance de médicaments aux indigents de la ville.

Le commanditaire ne coopère pas, en effet, à la direction, à l'exploitation de l'officine, puisqu'il se contente de verser des fonds ou une subvention ; il ne se met pas ainsi en contravention avec l'article 25 de la loi précitée, décidant qu'une pharmacie doit être gérée exclusivement par son propriétaire et que le diplôme et la propriété de l'officine doivent reposer sur la même tête.

La proposition faite aux pharmaciens de la ville de distribuer les médicaments à prix coûtant aux différentes catégories d'assistés fut repoussée par vingt-trois pharmaciens sur vingt-six. Le Conseil s'arrêta, toutefois, à cette détermination et accepta l'offre que lui firent ces trois pharmaciens. Ceux-ci s'engagèrent à délivrer des médicaments :

1° A prix coûtant aux indigents (La Commission entendant, par prix coûtant, le tarif imposé par la municipalité aux pharmaciens acceptant de faire partie, pour l'année 1897, du service municipal pharmaceutique) ;

2° Au prix coûtant augmenté, dans une très

faible proportion pour frais généraux, aux ouvriers de la ville.

La solution adoptée permettait à la ville d'économiser sur le budget annuel une part considérable des subventions données aux pharmaciens. Il fut décidé que ces économies serviraient à étendre à un plus grand nombre de déshérités les avantages de la gratuité des secours médicaux et pharmaceutiques.

Le Conseil municipal de Dijon était mû par une pensée socialiste. Aussi, nous a-t-il paru intéressant d'exposer sa tentative, bien qu'elle ne soit pas d'un socialisme très apparent.

D'autre part, à la séance du 29 juin 1897, un *Projet de réorganisation et de réglementation du service municipal de santé de jour et de nuit* fut présenté au Conseil municipal de Dijon.

L'article premier de ce projet était ainsi conçu :

« Le service de l'assistance médicale gratuite à domicile des indigents de la commune de Dijon est à la charge de l'administration municipale, conformément à la loi du 15 juillet 1893 et à l'arrêté ministériel en date du 20 avril 1896, autorisant la commune de Dijon à conserver une organisation spéciale et autonome sur toute l'étendue de son territoire.

« Ce service a pour but d'assurer à l'indigent durant la maladie, aussi bien le jour que la nuit,

l'assistance prompte et efficace du médecin ou de la sage-femme, ainsi que la livraison, à titre gratuit, des médicaments nécessaires à son rétablissement.

« L'assistance médicale comprend :

« 1° Le service des visites faites au domicile de l'indigent malade par le médecin ou la sage-femme ;

« 2° Le service des consultations gratuites dans le local désigné, à cet effet, par l'administration municipale ;

« 3° La distribution gratuite de médicaments par les pharmaciens qui ont accepté le tarif adopté par le Conseil municipal. »

Voici l'article 3. — *Personnes qui ont droit à l'assistance médicale gratuite.*

« Ont droit à l'assistance médicale gratuite, non seulement les personnes notoirement dénuées de ressources ou celles qui sont inscrites sur les listes du bureau de bienfaisance, mais encore toutes celles qui, ayant dans la commune leur domicile de secours, sont dans une situation de famille et de fortune telle qu'il est à présumer que si la maladie survenait, elles seraient dans l'impossibilité de faire face aux dépenses et aux frais qu'elle occasionnerait. Toute personne se trouvant dans les cas ci-dessus relatés a donc le *droit*, sanctionné par la loi d'assistance du 15 juillet 1893 et la circulaire mi-

nistérielle du 18 mai 1894, d'exiger son inscription d'office sur les listes d'assistance médicale à domicile ».

Notons un article qui montrera comment une municipalité socialiste sait quelquefois ménager avec beaucoup de tact certaines susceptibilités et, comment ses pensées généreuses, loin de s'arrêter exclusivement à la classe ouvrière, savent aussi aller à ceux que leur faible voix pourrait faire négliger ou laisser dans l'oubli.

Après avoir réglé le fonctionnement pratique du service médical et la délivrance des carnets d'assistance, le projet contient un article 10 intitulé ;

« *Exception en faveur des pauvres honteux.* »

Il est ainsi conçu : « Les pauvres honteux recevront, après enquête discrète sur leur situation, un carnet spécial, différent en certaines parties du carnet décrit dans les paragraphes précédents. Ce carnet ne portera pas le nom de l'assisté, mais seulement un numéro d'ordre. L'administration n'indiquera qu'au médecin choisi par l'assisté de cette catégorie son nom véritable et sa demeure.

« Les pauvres honteux seront autorisés à faire appeler, dans tous les cas de maladie le médecin chez eux, alors même que leur état de santé leur permettrait de se rendre aux consultations du dispensaire.

« Une feuille d'ordonnance portant seulement un numéro d'ordre correspondant à celui qui est im-

primé sur la souche du carnet contiendra les prescriptions du médecin et sera remise au pharmacien qui délivrera gratuitement les médicaments indiqués ».

Art. 14. — Rétribution des médecins.

« Les fonctions de médecin du service municipal de santé seront rétribuées dans les conditions déterminées par le conseil municipal dans sa séance du 28 novembre 1894.

« Une somme de 12.500 sera inscrite au budget ordinaire de la commune de Dijon pour servir à solder les honoraires de MM. les médecins du service municipal de santé. Il sera d'abord prélevé sur ce chapitre la somme suffisante pour payer, à raison de trente francs par semaine, les consultations données au dispensaire.

« Le surplus de ce crédit servira à payer le service des visites à domicile. »

Ce projet contenait en outre un article relatif au service municipal pharmaceutique dont nous avons eu à nous occuper plus haut. Une autre disposition interdisait aux médecins et sages-femmes du service municipal médical de recevoir aucune rémunération, même spontanée des indigents de la commune ou de leur famille.

Toujours dans le même ordre d'idées et pour compléter les réformes entreprises en ce sens, le conseil municipal de Dijon décidait dans sa séance

du 18 mai 1898, l'organisation d'un bureau municipal d'assistance et d'hygiène.

Est-il besoin de légitimer des mesures destinées à donner aux classes pauvres des médicaments à bon marché ? La réforme telle qu'elle a été effectuée à Dijon nous a paru excellente en raison des dispositions qu'elle contient en faveur des pauvres honteux trop souvent ignorés. Tendre ainsi la main à tous ceux qui souffrent, sans aucune distinction et sans vouloir ménager des intérêts électoraux quelconques, c'est faire du bon et du vrai socialisme !

CHAPITRE III

SERVICE DE CONSULTATIONS JUDICIAIRES GRATUITES

Après avoir donné aux ouvriers des remèdes contre les maladies, les municipalités socialistes veulent lui donner des remèdes contre l'ignorance de leurs droits. Il s'agit des consultations judiciaires gratuites.

L'article 11 du programme de Lyon qui les concerne est ainsi conçu :

Art. 11. « Service de consultations judiciaires gratuites pour les litiges intéressant les ouvriers, aux frais de la commune ».

Le Conseil municipal de Roubaix, dans la séance du 13 octobre 1893, où il avait décidé la création d'une pharmacie municipale vendant les médicaments à prix de revient, avait voté également la création d'un service de consultations judiciaires gratuites. A l'appui de cette nouvelle réforme le Conseil municipal faisait valoir les considérations suivantes :

« C'est d'abord l'ignorance nécessaire où sont

des ouvriers de fabrique entrés dans l'atelier à l'âge de douze ans — quelquefois même avant cet âge légal, — l'ignorance nécessaire où ils sont des droits que peut leur donner la loi et des devoirs qu'elle leur impose ; c'est, d'autre part, l'impossibilité de faire face, avec des salaires de 2 fr. 25 ou de 2 fr. 80 par jour, à des consultations d'avocat. C'est enfin la nécessité de les arracher à ces agents d'affaires que vous connaissez, qui spéculent à la fois sur leur ignorance et sur leur misère ».

Le Conseil de Roubaix avait donc ouvert un crédit de 1.000 francs ; tous les dimanches, de dix heures à midi, un avocat payé par lui, et ne devant pas prendre part aux procès qui pourraient suivre, donnerait gratuitement et sincèrement des conseils utiles aux pauvres gens, exposés trop souvent à se faire dépouiller de leurs maigres ressources en des consultations vagues et suspectes.

Cette décision fut annulée par l'autorité préfectorale. Les motifs qui avaient fait annuler le vote d'une pharmacie municipale n'existaient pourtant plus en l'espèce. On ne pouvait dire à la municipalité qu'elle faisait de l'entreprise municipale ou qu'elle s'engageait dans la voie de l'industrialisme municipal. L'administration dut prétendre, pour motiver son refus, que, la plupart du temps, les conflits sur lesquels les ouvriers auraient à consulter seraient dirigés contre les patrons et ne voulut

pas permettre à la municipalité d'intervenir, même indirectement, entre le capital et le travail. Pourtant la municipalité ne faisait là que de l'assistance, elle voulait seulement donner aux ouvriers la possibilité de discuter leurs intérêts en parfaite connaissance de cause, ce qui était légitime.

« Je dois vous faire observer, disait M. le préfet du Nord, qu'il n'appartient pas à une administration communale de s'immiscer dans les conflits qui peuvent s'élever entre les particuliers et de leur donner des consultations qui pourraient engager sa responsabilité. Les services de ce genre n'ont aucun caractère municipal et ne peuvent être créés que par l'initiative privée ».

« Je vous ai montré l'intérêt municipal, l'intérêt social qu'étaient au fond des consultations judiciaires gratuites délibérées et votées par le Conseil municipal de Roubaix, disait à la Chambre M. J. Guesde ; je vous ai montré, d'un autre côté, qu'on ne pouvait les repousser au nom d'aucun texte de loi. Une institution aussi urgente que celle des consultations judiciaires gratuites, qui ne froissait aucun intérêt, contre laquelle on ne peut faire valoir aucune raison plausible aurait dû être réalisée ».

Nous partageons l'avis de M. Guesde et estimons avec lui que l'institution par la municipalité de consultations judiciaires gratuites était une excellente chose. Elle permettait en effet aux ou-

vriers de connaître dans leurs litiges non seulement leurs droits mais leurs devoirs ; elle leur donnait donc la possibilité de ne pas s'engager dans des conflits où ils n'auraient pas eu de chances de succès, et de ne pas céder par ignorance quand le bon droit était avec eux.

La municipalité, en instituant un bureau de consultations gratuites pour les ouvriers, s'occupait-elle de leurs conflits et engageait-elle sa responsabilité comme le soutenait M. le préfet du Nord ? Certes non ; elle se contentait de faire une œuvre d'assistance et non pas d'intervention ; elle restait en définitive absolument étrangère aux avis donnés par les avocats. Son impartialité restait entière.

Quant à dire avec M. le Préfet du Nord que de tels services n'ont rien de municipal et ne peuvent être créés que par l'initiative privée, c'est aller peut-être un peu loin. Cet argument permettrait en effet de repousser toute tentative même excellente, sous le prétexte qu'elle n'aurait pas un caractère municipal. Nous ne voyons pas que le caractère municipal soit nécessaire à une réforme quand elle est conforme à la plus stricte équité. Et, dans le cas présent, nous ne voyons pas pourquoi la distribution gratuite de bons avis aux ouvriers ne serait pas aussi équitable que la distribution à ces mêmes ouvriers de remèdes ou de consultations médicales.

Il n'y a pas plus intervention dans ce cas que dans l'autre. Il y a seulement des secours accordés dans certaines luttes à ceux qui ne pourraient se les procurer, tantôt ce sont des remèdes, tantôt ce sont des conseils. Il ne doit pas dépendre de l'arbitraire administratif de permettre les uns et de refuser les autres.

CHAPITRE IV

1° HOSPICES MUNICIPAUX DE RETRAITE POUR LES VIEILLARDS
ET LES INVALIDES DU TRAVAIL. — 2° ASILE MUNICIPAL
DE NUIT POUR LES PASSAGERS. — 3° ŒUVRES ACCOM-
PLIES EN FAVEUR DE L'ENFANCE PAR LE CONSEIL MUNI-
CIPAL DE PARIS.

1° Hospices municipaux de retraite pour les vieillards et les invalides du conseil.

Dans la séance du 30 mars 1897, le conseil municipal de Dijon proposait la création d'un asile municipal de vieillards et d'invalides du travail. Nous allons rencontrer à ce sujet une lutte intéressante entre la municipalité désireuse de s'affranchir d'une législation gênante et l'administration soucieuse de faire respecter jusqu'à nouvel ordre l'état de choses existant.

Voici dans quels termes cette proposition était faite :

« Parmi les affectations à donner aux bénéfices à réaliser du fait de la suppression des octrois à Di-

jon, vient sans contredit et en première ligne, l'édification d'un asile de retraite pour les vieillards et les invalides du travail.

« En effet, s'il est une œuvre de solidarité, de justice et d'humanité à créer dans notre ville, c'est bien un asile de retraite pour ceux qui, toute leur vie ont contribué par leur travail à la richesse de la société qui les délaisse lorsque les ans ou les infirmités leur ont enlevé les forces ou la santé.

« Un tel état de choses ne peut se continuer sans faire monter l'indignation au front de tout homme de cœur imbu de sentiments humains. Nous, socialistes, dont le programme contient toutes les réformes qui ont pour base l'émancipation de nos semblables dans l'harmonie humaine, nous estimons que la société qu'ils ont enrichie par toute une vie de labeur, tandis qu'ils n'ont récolté que la misère pour leurs vieux ans, doit les avoir à sa charge comme elle les a eus à son bénéfice.

« Tant qu'il en sera autrement, tant que les vieillards et les invalides du travail seront rejetés de la société et n'auront plus droit au banquet de la vie, nous serons mal venus de nous réclamer d'être une société civilisée.

« Pour ces motifs, nous proposons au conseil de décider par un vote formel qu'il entend que les bénéfices en entier réalisés par la suppression des octrois soient affectés à l'édification d'un asile de retraite

pour les vieillards et les invalides du travail. »

Cette proposition mise aux voix fut adoptée par l'unanimité du conseil et, dans sa séance du 9 juin, il décidait l'acquisition d'un immeuble d'une valeur de 270.000 francs où serait installé l'asile de retraite destiné aux vieillards et aux invalides du travail.

Ce projet, devant être soumis à l'approbation des Chambres, fut transmis par la voie hiérarchique. Mais le 1^{er} mars 1898, M. le préfet de la Côte-d'Or transmettait au maire de Dijon les observations que le ministre de l'Intérieur croyait devoir faire à ce sujet.

Il l'informait d'abord qu'il ne pourrait être donné suite à ce projet que lorsque la question de l'octroi et des taxes de remplacement aurait été définitivement tranchée.

Le ministre faisait remarquer ensuite, au nom d'un principe absolu, que tous les établissements hospitaliers d'une ville doivent être placés sous la direction d'une même commission administrative et gérés par elle ; qu'en conséquence, si le nouvel asile peut être construit et installé par la municipalité, elle-même devra en remettre ensuite la direction entre les mains de la commission hospitalière qui devra être consultée sur les conditions de son installation et sur les moyens de pourvoir à son fonctionnement.

Le gouvernement avait opposé une fin de non recevoir au projet d'acquisition du Conseil municipal de Dijon, mais il lui faisait en même temps savoir officieusement qu'il consentirait à une location à long terme des mêmes bâtiments, et qu'il autorisait la ville à les aménager pour y recevoir ses vieillards et ses invalides du travail.

Dans ces conditions, le Conseil municipal crut devoir accepter les concessions du gouvernement qui lui permettaient ainsi d'atteindre indirectement son but. Il décidait de se soumettre aux conditions imposées « pour démontrer, disait le rapporteur, non seulement à nos administrés, mais encore au gouvernement, combien grand est notre désir de faire aboutir, même à titre provisoire, même dans des conditions qui nous paraissent défectueuses et imparfaites, le projet humanitaire que nos collègues ont élaboré ».

En conséquence, le conseil vota : la location des bâtiments désignés pour une durée de dix-huit années consécutives avec promesse de vente à la fin ou en cours de bail, au gré de la ville ; l'autorisation pour l'administration municipale d'entrer en pourparlers avec les propriétaires de ces immeubles et de traiter avec eux de leur acquisition éventuelle au prix maximum de 270.000 francs et de leur location à un prix représentant le revenu de cette somme, au taux de 3,75 0/0 par an.

Comme suite et à titre de sanction de ce projet, le Conseil municipal décidait la constitution d'une société civile destinée à diriger la maison de retraite des vieillards. Le Conseil estimait que ce moyen serait le meilleur pour assurer l'indépendance de l'institution et celui qui remplacerait le mieux l'organisation légale d'une maison *exclusivement municipale* de retraite pour la vieillesse, dont la reconnaissance eût été difficile à obtenir.

Le 31 août suivant, le ministre de l'Intérieur adressait à nouveau au Préfet de la Côte-d'Or les observations qu'il avait à formuler à l'égard du vote du conseil municipal décidant l'amodiation pour une période de dix-huit ans de l'immeuble destiné à l'installation de l'asile de retraite, avec promesse de vente de la part des propriétaires, et décidant, en outre, la constitution d'une société civile chargée de diriger cette maison de retraite.

« En tant, disait-il, qu'elle a pour objet la location de l'immeuble pour dix-huit ans, cette délibération a été prise par l'assemblée communale dans la limite de ses attributions réglementaires et l'administration supérieure ne saurait s'opposer à son exécution.

« Si donc il ne s'agissait, pour la municipalité de Dijon, que de favoriser la formation d'une société privée, en vue de la création d'une maison de retraite, et de mettre à la disposition de cette société

un immeuble loué par la ville, l'autorité administrative n'aurait pas à intervenir dans l'affaire...

« Mais il semble ressortir de la discussion à laquelle a donné lieu la délibération du 8 juin que l'asile projeté n'aurait que l'apparence d'un établissement privé ; qu'en réalité, la ville subviendrait à toutes ses dépenses et que le but de l'assemblée communale est de soustraire, d'une part, le projet d'installation de l'hospice à l'examen du conseil des inspecteurs généraux de l'assistance publique, d'autre part, la gestion du futur établissement à la direction de la commission administrative de l'hospice.

« S'il en devait être ainsi, l'administration supérieure ne saurait se prêter à une combinaison adoptée pour éluder les prescriptions légales. Elle ne peut s'opposer à la location de l'immeuble pour l'installation d'un établissement qui serait entretenu par la charité privée ; mais elle aurait le devoir de ne pas permettre que les deniers de la ville soient employés à faire fonctionner un établissement public de bienfaisance en dehors de tout contrôle et dans des conditions contraires aux lois. »

Nous nous trouvons en présence d'un exemple de l'opposition gouvernementale à des tentatives d'affranchissement faites par une municipalité — et pourtant il ne s'agit encore que d'assistance, — la municipalité tend à s'émanciper, dans un but

charitable, de la tutelle gênante de l'Etat, pour disposer, comme bon lui semble, des deniers de la commune, et l'Etat lui refuse son autorisation. Il y a certainement beaucoup de personnes qui seraient étonnées d'apprendre qu'une commune ne pouvait pas, en 1898, créer de son plein gré un hospice de vieillards et qu'une semblable mesure peut être taxée de socialiste ! Nous verrons naturellement, quand les essais tentés par la municipalité auront un caractère plus nettement socialiste encore, croître l'opposition gouvernementale.

Le Conseil municipal de Dijon, devant la résistance formelle qui lui était opposée par le ministre de l'Intérieur, se résigna à tourner la difficulté et décida : la location, dans les conditions prévues, des immeubles en question et leur installation immédiate pour y recevoir, le plus rapidement possible, cinquante vieillards ou invalides du travail ; il décida, en outre, de remettre la direction et l'administration des divers services de cette maison à la commission administrative des hospices, à charge par la ville de verser dans la caisse des hospices la somme de 400 francs par pensionnaire et par an.

Le conseil avait dû céder, mais faisant preuve d'une louable persévérance, il introduisait dans son projet de règlement, pour atteindre indirectement son but, un certain nombre de dispositions inspirées de la même idée d'assistance sociale. Ce pro-

jet de règlement devenait un contrat passé entre le conseil municipal et la commission administrative des hospices.

En voici les articles qui nous intéressent :

Article 1^{er}. — La commission administrative des hospices de Dijon est chargée de l'administration de l'hospice des vieillards.

Art. 2. — L'aménagement des bâtiments sera fait par les soins et aux frais de la ville.

L'eau, le gaz et les appareils de chauffage seront installés et fournis par la ville.

Toutes les dépenses d'entretien aux hâtiments seront à la charge de la ville.

Le mobilier, comprenant le matériel du réfectoire, la literie, etc., sera fourni par la ville.

Art. 8. — Le nombre des lits est fixé à cinquante.

Les vieillards admis devront être valides, âgés de soixante-dix ans et avoir, depuis cinq ans au moins, leur domicile dans la commune.

Exceptionnellement et sur la demande du Conseil municipal, la limite d'âge pourra être abaissée à cinquante cinq ans dans la proportion d'un dixième.

Art. 9. — Le prix de pension pour chaque vieillard est fixé à 400 francs. C'est donc une somme de 20.000 francs qui sera versée dans la caisse des hospices.

En outre, la ville devra payer annuellement, pour

fourniture de draps, habillement, linge, blanchissage, etc., pour chacun des vieillards, une somme de 50 francs, soit 2.500 francs.

Art. 10. — Le nouvel hospice devant (dans la pensée du Conseil municipal comme dans celle de la commission des hospices) être exclusivement à la charge de la ville, un compte spécial de dépense sera établi pour cet établissement et, s'il y a lieu, les chiffres d'abonnement ci-dessus fixés seront modifiés.

Ce projet de convention fut soumis au ministre de l'Intérieur qui répondait, au mois d'août 1899, au préfet de la Côte-d'Or que la plupart des articles de cette convention seraient mieux à leur place dans le projet de règlement intérieur prévu par l'article 11 et qu'il y a lieu de donner une autre forme aux termes de ladite convention.

Aux élections municipales suivantes, la municipalité collectiviste de Dijon, compromise par la question de suppression des octrois, était remplacée par une municipalité modérée.

Elle fut obligée d'abandonner son œuvre inachevée. Ces luttes entre municipalités et gouvernements seront intéressantes à consulter plus tard, au point de vue de l'évolution des idées. Le temps n'est pas loin où l'on songera avec étonnement que naguère encore certaines municipalités, animées des meilleures intentions, voyaient leurs efforts purement et simplement entravés par le gouvernement au nom de

la légalité existante. Il est permis de penser que bientôt de pareilles tentatives ne rencontreront plus d'obstacles et seront considérées, à juste titre, selon nous, comme l'application élémentaire d'un principe de fraternité et de justice sociales.

Un hôtel des invalides du travail a été construit à Lyon et, comme à Dijon, il intervint une convention entre la ville et le Conseil d'administration des Hospices.

Le Conseil avait adopté, le 7 novembre 1880, une proposition « tendant à la construction immédiate, aux frais de la ville seule, d'un asile pour les vieillards dont la création était vivement et depuis longtemps réclamée par la classe ouvrière » et avait à cet effet voté un crédit de 1.200.000 francs ; mais, chose curieuse, il n'avait pas rencontré de la part du gouvernement l'opposition à laquelle, dix années plus tard, le Conseil municipal de Dijon devait se heurter. C'est d'elle-même, en effet, que la municipalité se déchargea plus tard sur l'administration des hospices de l'achèvement de l'asile et de son fonctionnement.

Le projet primitif conçu dès 1884 avait été celui d'un établissement construit et entretenu à frais communs par la ville de Lyon et le département du Rhône et tout se préparait en ce sens, lorsque, par son vote du 14 septembre 1887, le Conseil général retira sa promesse de concours en renvoyant

la question à une date indéterminée. C'est alors que la ville, restée seule en présence de la lourde tâche, n'hésita pas à s'en charger. Son idée était à ce moment que l'hospice des invalides du travail une fois construit par la ville, serait également géré et administré par elle. Mais plus tard, devant la dépense de 30 ou 40.000 francs annuellement nécessaire pour l'entretien de l'hospice, la ville songea à transiger avec la commission des hospices, qui devrait prendre à sa charge la moitié des pensionnaires et avoir la direction et l'administration de cette œuvre hospitalière.

C'est dans ces conditions que fut achevé l'hospice du Point-du-Jour. Il comprend 400 lits, 200 sont à la disposition des hospices, 200 à la disposition de la ville, moyennant 500 francs par an et par lit, ce qui fait un total de 100.000 francs par an.

La propriété de l'établissement, terrain, bâtiment et mobilier, restaient à la ville qui prenait à sa charge les grosses réparations à faire aux constructions. Elle avait d'ailleurs dépensé 1.200.000 francs.

« Il restera, disait le rapporteur, encore beaucoup à faire, car il restera toujours des infortunes à soulager. La ville devra chercher de nouvelles ressources et l'œuvre une fois mise en train, affirmant sa vitalité, les citoyens généreux sauront lui venir en aide. A Lyon, la bienfaisance est inépuisable.

sable. Dans une cité comme la nôtre, pays de grand travail et de grande richesse, les riches ne peuvent oublier ce qu'ils doivent aux travailleurs. »

2° Asile de nuit pour les passagers.

Dans sa séance du 7 septembre 1897, le Conseil municipal de Dijon décida la création d'un asile de nuit destiné à recueillir les passagers sans ressources, à les loger et à les nourrir pendant une durée de temps pouvant s'élever jusqu'à trois jours.

Le projet prévoyait cinquante lits d'hommes et dix de femmes. dix autres lits devaient être créés. Ainsi soixante-dix malheureux sans ressources seraient recueillis par la municipalité. C'est là, disait le rapporteur, qu'on pourrait également donner asile aux clients des garde-meubles, c'est-à-dire les Dijonnais expulsés par leurs propriétaires. On n'aurait plus ainsi, ajoutait-il, le spectacle navrant de familles couchant à la belle étoile avec leur mobilier, exposées à toutes les intempéries.

Le nombre des passagers hébergés par la police qui n'était en été que de dix en moyenne par jour, augmentait beaucoup en hiver et était monté, en décembre 1896, jusqu'à vingt-neuf. Il fallait donc, en admettant pour les passagers la possibilité de séjourner trois jours à l'asile, prévoir les moyens de loger au moins soixante-dix personnes.

Le Conseil municipal de Dijon voulait, en outre, au logement ajouter le chauffage, le pain et la nourriture. S'inspirant de divers exemples donnés, notamment par la ville de Genève, il voulait être en mesure de fournir deux repas par jour aux malheureux sans asile que les hasards du sort amèneraient à passer sur le territoire de la commune et auxquels il considérait qu'il avait le devoir de donner une hospitalité complète.

Aussi vota-t-il :

1° Un crédit de 25.000 fr., pour la création d'un asile de nuit.

2° Un crédit de 2.000 fr., pour achat de linge et de vêtements.

3° Un crédit de 3.600 fr., pour la nourriture.

On ne peut que louer la municipalité de Dijon de sa généreuse tentative. Il n'est en effet pas possible de supporter, sans vouloir y porter aussitôt remède, la pensée que des ouvriers de passage dans une ville et le plus souvent à la recherche d'un travail aléatoire, sans ressources pour se loger même dans les auberges douteuses qui sont forcément leur dernier refuge, soient livrés aux hasards de la mendicité ou aux tentations trop excusables du vol.

Quand on connaît les horreurs des asiles de nuit qui sont abandonnés à l'entreprise privée, on est convaincu sans autre argument que, toute question

même de gratuité et d'assistance mise à part, les municipalités doivent avoir la direction de ces institutions hospitalières. Elles peuvent seules leur donner avec le caractère officiel, une tenue qui soit de nature à satisfaire en même temps que les exigences physiques l'amour-propre des déshérités qui s'y trouvent involontairement mêlés.

**3° Oeuvres accomplies en faveur de l'enfance
par le Conseil municipal de Paris.**

Sur la proposition de M. Strauss, l'éminent président de la commission d'assistance publique, le Conseil municipal de Paris a, depuis quelques années, fait d'importants sacrifices pour donner aux enfants pauvres, dont la santé avait besoin de traitements, des soins que leurs parents eussent été dans l'impossibilité absolue de leur assurer. Ces sacrifices étaient pour les enfants malades le complément nécessaire de ce que le Conseil municipal avait fait pour les enfants bien portants en créant les cantines scolaires.

En 1893, le Conseil municipal décidait la création d'un asile temporaire d'enfants sevrés.

« Bien que les services de protection et d'assistance de l'enfance, disait le rapporteur, rentrent plus directement dans les attributions du département, il n'en est pas moins du devoir du Conseil

municipal d'une ville comme Paris de ne négliger, pour sa part, aucun moyen préventif pouvant réduire le nombre des abandons...

« Nous croyons que la ville de Paris, après avoir fondé l'asile Ledru-Rollin pour les mères convalescentes de couches et l'asile Michelet pour les femmes enceintes nécessiteuses, ne peut plus se dérober au devoir qui lui incombe d'instituer, en dehors du dépôt hospitalier, un asile temporaire pour les enfants que les parents ne peuvent momentanément élever, faute de domicile ou faute de ressources, à la suite de circonstances exceptionnelles. Le Conseil municipal tiendra certainement à honneur de fonder à bref délai cet établissement nouveau qui, par ses résultats matériels, ne manquera pas de dégrevier les finances départementales par la diminution du nombre des abandons. C'est dans cet espoir que j'ai l'honneur de proposer au Conseil la fondation d'un asile temporaire pour les enfants sevrés ».

En 1894, ce fut sur la situation des phtisiques que M. Paul Strauss attirait la bienveillance du Conseil municipal, auquel il demandait la création d'un sanatorium à Angicourt, dans le département de l'Oise.

Après avoir cité d'heureuses statistiques sur la proportion des guérisons opérées à l'étranger dans différents sanatoria, il ajoutait : « Quelle que soit

d'ailleurs la valeur absolue de ces statistiques, il suffit qu'un système de traitement offre des chances de guérison pour qu'il soit appliqué sans la moindre hésitation, dût-il même imposer des sacrifices à la collectivité ».

Le sanatorium dont l'installation était évaluée à 791.000 fr., devait comprendre d'abord 50 lits. La dépense annuelle pour l'entretien des 50 malades était évalué à 75.500 fr., c'est-à-dire que le prix de journée devait s'élever à 4 fr. 13 par malade. Le sanatorium devait, après avoir reçu son complément de subsides, accueillir 200 malades dont l'entretien devait revenir à 234.000 francs.

En 1896, était décidée la création d'un nouveau lazaret à l'hospice des enfants assistés. L'ancien lazaret était, paraît-il, dans un état de défectuosité déplorable à tous les points de vue et sa disparition s'imposait. Le nouveau lazaret devait comprendre 72 lits et les divers aménagements demandés entraînaient une dépense de 64.000 francs.

En 1897, le Conseil municipal agrandissait le pavillon des enfants débiles à la Maternité. Ce service, qui fonctionnait depuis 1895, était destiné à recevoir les enfants nés avant terme, les petits débiles, etc., ; certaines précautions devaient être prises pour mettre ces êtres chétifs à l'abri des affections contagieuses. Le Conseil fit, pour répondre à ces besoins, 40.000 francs de dépenses.

Le Conseil municipal de Paris et certains Conseils municipaux de province ont fait, on le voit, des dépenses très considérables sur leurs budgets pour remédier au sort malheureux des indigents. On ne saurait trop applaudir à la généreuse initiative qu'ils ont prise pour aider l'administration de l'assistance publique à accomplir une tâche trop lourde et à laquelle la municipalisation de l'assistance, dont nous allons maintenant nous occuper, pourrait seule avoir la prétention de suffire.

CHAPITRE V

MUNICIPALISATION DE L'ASSISTANCE

Nous avons fait rentrer toutes les entreprises de socialisme municipal que nous venons d'étudier — cantines scolaires — sanatoria pour l'enfance — asiles pour les vieillards — services de médecine et de pharmacie — sous la dénomination générale d'assistance.

Nous avons dit que ces réformes doivent incomber aux pouvoirs publics, d'abord parce que les charges qui en résultent peuvent être ainsi réparties d'une façon équitable sur tous les contribuables, ensuite parce que les initiatives privées ne possèdent pas, pour accomplir d'aussi lourdes tâches, l'organisation administrative et les moyens d'action dont disposent au contraire les municipalités.

Or, par une anomalie bizarre, l'assistance proprement dite est, aujourd'hui encore, sinon une œuvre particulière, du moins une institution soustraite en grande partie à l'autorité des pouvoirs pu-

blics. Les municipalités fournissent toutes de larges subventions à l'assistance publique et envoient des délégués dans ses conseils ; mais elles ne sont point chargées de sa direction. Etant sans obligations, elles sont sans responsabilité. En un mot, l'assistance n'est pas communale. Il semblerait pourtant que si une œuvre doit appartenir en propre aux pouvoirs publics, c'est bien celle de l'assistance.

L'assistance possède, au plus haut degré, ce caractère d'être une charge sociale, c'est-à-dire qu'elle devrait, dans une communauté d'individus, — Etat, département ou commune, — peser, selon certaines règles de proportionnalité ou de progression, sur tous les citoyens aisés au profit des citoyens pauvres.

Un sérieux mouvement d'opinion s'est d'ailleurs fait en ce sens et la municipalisation de l'assistance est une question à l'ordre du jour.

« La commune, dit M. Lefèvre (1), ayant toujours été le premier échelon de l'organisation des sociétés, quelque chose comme la famille sociale, était tout indiquée pour exercer le devoir de solidarité qui incombe à la collectivité quand la famille naturelle se trouve incapable de la remplir ». Ce langage, inspiré de celui que M. de Melun tenait dans son rapport sur la loi de 1851 au sujet des hôpitaux, avait

(1) M. ANDRÉ LEFÈVRE. — *La municipalisation de l'assistance publique*, « Revue philanthropique », 10 février 1900.

été tenu il y a longtemps déjà. Le socialisme municipal, en matière d'assistance, ne date pas d'hier.

En effet, le concile tenu à Tours en 570 avait émis les premières idées de communalisation en matière d'assistance. C'est dans la commune que l'assistance fut assurée à l'origine par les soins des autorités ecclésiastiques, à l'aide de dons volontairement faits par les fidèles désireux de racheter leurs fautes.

Jusqu'au xvi^e siècle, pourtant, la charité privée seule exista, mais à partir de cette époque, sous l'empire des nécessités, l'assistance commença à changer de caractère ; une transition, qui devait conduire de la charité volontaire à la charité forcée et plus tard à l'impôt, s'opérait.

L'article 73 de l'ordonnance de Moulins (mars 1556) spécifia, pour chaque commune, le devoir d'assister les siens « ... et à ces fins seront les habitants tenus, disait-elle, de contribuer à la nourriture desdits pauvres, selon leurs facultés à la diligence des maires... » L'ordonnance de 1586 reproduisit le même principe : « Les habitants de toutes et chacune des aultres villes de notre dit royaume seront tenus de nourrir et entretenir leurs pauvres... » disait cette ordonnance.

En même temps que leurs ressources changeaient de caractère, les hospices changeaient d'administrateurs ; les pouvoirs publics et les municipi-

palités se substituaient aux individus et aux congrégations. Ces réformes, comparables à celles qui sont actuellement demandées, se réalisaient sous la pression des nécessités financières, et elles se faisaient d'autant plus facilement que, d'une manière générale, la tendance communaliste fut très forte au cours des xv^e et xvi^e siècles.

La municipalisation était donc, à cette époque, la règle générale en matière d'assistance, tant au point de vue des dépenses que de l'administration.

Plus tard, la Révolution devait reprendre ces idées et, quoique bien plus individualiste que socialiste, devait se montrer très favorable au principe d'assistance sociale.

Le 14 décembre 1789, la Constituante avait commencé par décider, d'une manière générale, que « l'administration des établissements appartenant à la commune, entretenus de ses deniers ou particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée », serait assurée par le pouvoir municipal. Le 24 décembre suivant, le *Moniteur universel* disait : « L'administration, le soin de régie des hôpitaux, forment autant de soins qui appartiennent de droit à la municipalité ».

Le 12 août de l'année suivante, une nouvelle instruction disait : « Il faut que l'indigent soit pourvu, non seulement dans la faiblesse de l'enfance et dans les infirmités de la vieillesse, mais

encore lorsque, dans l'âge de la force, le défaut de travail l'expose à manquer de subsistance. Pénétrée de cette vérité, l'Assemblée nationale veut adopter un système de secours que la raison, la morale et la politique ne puissent désavouer, et dont les bases soient irrévocablement liées à la constitution ».

Le comité de mendicité de l'Assemblée, par l'organe de son rapporteur, La Rochefoucauld-Liancourt, émit les axiomes suivants, qui déclaraient l'assistance dette nationale, et devaient servir de base à l'organisation nouvelle de l'assistance publique.

« La société doit assister, sans travail, ceux à qui l'âge ou les infirmités ôtent tout moyen de s'y livrer.

« Tout homme a droit à sa subsistance.

« Le soulagement de l'indigence est une dette de l'Etat. »

Les axiomes charitables de la Constituante furent reconnus par la Législative et la Convention. Centralisatrice à outrance, celle-ci avait voulu nationaliser la bienfaisance, en passant d'un seul coup par-dessus la commune, alors qu'il eût été prudent de s'en tenir là et d'attendre qu'une évolution nouvelle permît d'aller plus loin. Ces assemblées avaient-elles suffisamment mesuré la portée de leurs engagements? Evidemment non. La si-

tuation financière était trop mauvaise pour que l'État pût faire face aux charges qu'il annonçait.

Les biens des hospices, confondus avec les biens nationaux, furent entraînés dans la débâcle générale et, sinon perdus, du moins gravement compromis. L'insuccès de la tentative provoqua la réaction qui suivit et fit rentrer les hôpitaux et les secours à domicile dans l'étroite dépendance du pouvoir central. Plusieurs conventionnels, en effet, frappés de la continuité du paupérisme et même de son extension, malgré l'accroissement des secours destinés à le soulager, ne virent d'autre solution possible, au terrible problème qui leur était posé, que de déclarer l'incompétence de l'État en matière d'assistance et de rejeter sur la charité privée l'écrasant fardeau supporté jusqu'alors par la charité publique. — C'est ainsi que, de nouveau, les organes autonomes réapparurent, mais asservis par l'État (1).

En résumé, au cours des trois siècles qui ont précédé le nôtre, les ressources des établissements hospitaliers ont — par l'étape de la charité forcée — passé de l'aumône à l'impôt, tandis que, par une conséquence logique, leur autonomie disparaissait au profit des pouvoirs publics. Sous l'ancien régime le caractère communal des établissements hospita-

(1) A. LEFÈBRE. — *La municipalisation de l'assistance publique*, « Revue philanthropique », 10 février 1900.

liers n'a jamais été contesté ; il a fallu, pour lui porter atteinte, l'expérience malheureuse tentée par la Convention et les réactions thermidorienne, consulaire et impériale ont seules pu le faire momentanément disparaître.

Le 24 février 1848, éclatait la révolution qui renversait le gouvernement de juillet ; le 26, intervenait un arrêté du maire de Paris, municipalisant à nouveau l'assistance publique. Ainsi en 1848 comme en 1789, le premier acte de nos prédécesseurs fut de prendre en main la direction des secours publics et d'en faire un service communal.

Leur gestion dura, dans les circonstances les plus difficiles, jusqu'au 8 février 1849, date de l'installation de M. Davaine, le premier directeur de l'administration générale fondée par la loi du 10 janvier 1849. L'arrêté du 24 avril suivant qui fixa la composition du conseil de surveillance, y maintint les deux membres de l'assemblée communale. C'est ainsi qu'après avoir été tenue pendant un demi-siècle à l'écart de l'Assistance publique, sauf pendant un an d'administration directe (26 février 1848, 10 février 1849), la municipalité de Paris réapparut avec un rôle bien secondaire, il est vrai, mais qui devait plus tard prendre une importance de plus en plus considérable.

Cette organisation fonctionne encore aujourd'hui sans modifications essentielles.

Quand la République succéda à l'Empire, la municipalité parisienne réapparut à nouveau. Le décret-loi du 29 septembre 1870, qui supprimait la direction générale de l'assistance publique, confiait à une commission spéciale la gestion des hôpitaux et des hospices, mais réservait au pouvoir municipal l'administration des secours à domicile.

La situation avait commencé à se modifier quelque peu avec la loi de 1871 qui rendit à Paris le droit d'élire son Conseil municipal. Elle se modifia surtout à mesure que s'élevèrent les subventions fournies par la ville.

Le décret de 1896, qui porta de deux à dix le nombre de ses représentants au Conseil de surveillance, marque la période transitoire dans laquelle nous sommes actuellement et que tout le monde, même le ministre de l'Intérieur, considère comme à peu près terminée.

« Nous avons, dit M. Lefèvre comme conclusion à cet exposé historique, la ferme conviction que cette période transitoire ne saurait se terminer autrement que par la municipalisation et que les mêmes causes et les mêmes nécessités qui, nous l'avons vu, ont toujours conduit, dans l'histoire, à substituer les pouvoirs publics aux administrations particulières, auront pour effet d'amener le gouvernement de la République à donner aux Conseils municipaux du xx^{e} siècle les pouvoirs que Fran-

çois I^{er} considérait comme raisonnable de confier aux échevins de 1505. »

Nous voilà loin du point de vue économique et social ; mais nous n'avons pas cru sans intérêt de montrer que la conclusion historique, comme la conclusion sociale, en fait d'assistance, c'est la municipalisation.

Nous allons voir qu'aujourd'hui, en effet, la municipalisation est demandée à la fois au point de vue administratif et au point de vue budgétaire. En effet, tandis que les législations modernes relatives à la bienfaisance, aussi bien que les idées actuellement reçues, tendent de plus en plus à proclamer le droit à l'assistance pour tous, il n'y a, en fait, qu'une partie des déshérités qui sont secourus. Ce désaccord entre les principes et les faits conduit infailliblement à confier aux administrations publiques, aux collectivités, une tâche trop lourde pour les initiatives et les ressources privées. Les municipalités seules, concurremment avec l'Etat, peuvent entreprendre de guérir en se donnant comme limite celles des souffrances ; les entreprises privées ne le peuvent qu'en se donnant celles de leurs budgets.

« De plus en plus, est-il écrit dans un article sur l'assistance communale (1), le système suranné de la

(1) *La Lanterne*, 29 nov. 1898. *L'assistance communale*, Jean-Paul.

charité facultative, de l'aumône humiliante, cède la place aux idées de la Révolution française. Laroche-foucauld-Liancourt commence à être un contemporain et le programme de la Convention en matière d'assistance est presque un idéal à la fin de ce *xix^e* siècle. Les services publics sont à la veille de devenir une dette sacrée.

La bienfaisance privée ne disparaîtra pas pour autant ; elle aura toujours matière à s'exercer, hélas ! tant les misères sont nombreuses dans notre état de civilisation et de société ; seulement elle ne sera pas la clé de voûte de l'édifice, elle n'agira que comme appoint et comme complément.

A mesure que s'accomplit l'agrandissement de l'assistance publique ou mutuelle, la part contributive de la commune, du département ou de l'Etat dans les dépenses augmente... Les communes sont de plus en plus fondées à réclamer une extension de leur autorité sur les établissements et les services de bienfaisance, qui sont en grande partie entretenues par le budget communal. Il est tout à fait légitime que les municipalités de Lille, Roubaix, Marseille, Calais, etc., etc., se soient émues de la situation d'infériorité qui leur est faite dans l'administration du bien des pauvres et la gestion des services d'assistance locale. »

La municipalisation de l'assistance est réclamée

au point de vue administratif d'abord, au point de vue budgétaire ensuite.

On fait remarquer au point de vue administratif que, puisque les municipalités subviennent à la plus grande partie des dépenses, elles devraient avoir la prépondérance dans la direction, ce qui, pour l'instant, n'existe pas.

Une proposition de loi dont l'objet principal est d'attribuer la prépondérance à l'élément communal dans les commissions administratives, tant des hospices et hôpitaux que du bureau de bienfaisance, a été déposée récemment sur le bureau de la Chambre des députés.

La mauvaise organisation qui règne actuellement dans l'administration de la bienfaisance a enrayé bien des tentatives heureuses. La municipalité de Roubaix n'a pu, pendant des années, effectuer la distribution à domicile du pain du bureau de bienfaisance ; à Lille, la sortie quotidienne des vieillards de l'hospice général et l'amélioration de leur régime alimentaire, n'ont pu être obtenues qu'en partie ; à Roanne, enfin, la municipalité n'a pu obtenir de se substituer à la police dans les enquêtes à faire sur les demandes de secours.

M. H. Ghesquière, conseiller général du Nord et adjoint au maire de Lille, avait appelé, dans la *Revue philanthropique*, l'attention sur cette situation si fâcheuse : « Je plains, écrivait-il, les vérita-

bles déshérités d'être les premiers à souffrir des divisions entre les administrations trop jalouses de leurs prérogatives; mais à qui la faute? Aux lois qui ne permettent pas aux municipalités de mieux répartir les secours autrement que par l'intermédiaire des bureaux de bienfaisance, imbus d'une déplorable routine; aux lois qui, pleines de méfiance envers les municipalités, leur accordent une représentation insuffisante dans les établissements publics d'assistance; aux luttes intestines que consacrent ces lois entre les municipalités et entre les administrations publiques responsables, en quelque sorte, du patrimoine d'assistance sociale ».

La proposition de loi déposée à la chambre, et suggérée par les municipalités socialistes, n'a donc rien d'excessif; elle se borne à étendre la sphère d'action des conseils municipaux tout à fait qualifiés pour prendre en mains et pour diriger les services d'assistance communale.

Quant au point de vue budgétaire, il a été étudié d'une façon remarquable par M. André Lefèvre (1) et nous verrons que la conclusion de son étude est également la municipalisation de l'assistance publique (2) au point de vue financier.

(1) Rapport général présenté au nom de la 5^e commission du Conseil municipal par M. André Lefèvre.

(2) *Municipalisation de l'assistance publique*, par André Lefèvre, « Revue philanthropique », 10 février 1900.

« Depuis vingt ans, dit M. André Lefèvre, par une poussée continue, les comptes financiers de l'assistance publique se sont toujours réglés en déficit. Les dépenses courantes ont toujours été supérieures aux prévisions. Les tentatives d'économies faites au moment du vote de chaque budget sont restées sans résultat, les réductions de crédit opérées ont été le plus souvent sans effet.

Faut-il en accuser l'incurie légendaire de l'administration générale, la négligence du personnel administratif ? Faut-il attribuer cette situation au gaspillage dont on parle tant ? Faut-il tout simplement en chercher la cause dans les charges écrasantes qui pèsent sur l'assistance publique, et dans la nature même de certaines dépenses, dont on ne saurait se rendre maître ? »

Après avoir discuté ces différentes causes possibles de déficit, M. Lefèvre est amené à constater que ce n'est ni par des économies sur le personnel, ni par la suppression du coulage inévitable, ni par une meilleure gestion du domaine qu'on pourrait rétablir l'équilibre financier des budgets de l'assistance publique ou subvenir aux besoins toujours croissants.

« Il serait à souhaiter, ajoute-t-il d'ailleurs, que tous les maux pussent être imputés au personnel et au gaspillage, car en surveillant de plus près et en changeant les hommes on pourrait remédier à

tout. Mais, malheureusement, les causes sont plus profondes, et il faut imputer l'état dont nous nous plaignons, non seulement au déplorable fonctionnement de l'organisation créée en 1849, mais encore à des faits d'ordre social. On peut remédier aux vices de fonctionnement, nous sommes impuissants à rien faire contre les autres. »

Cependant, la subvention municipale a plus que doublé depuis vingt ans et plus que quadruplé depuis 1849, date de la création de l'administration actuelle.

En 1848, la subvention de la ville de Paris à l'Assistance publique avait été de. 5.227.701 fr.

En 1878 elle était de. . . . 11.370.000 »

Et en 1900 elle était de . . . 23.892.182 »

Cette situation financière déplorable attira l'attention de l'autorité supérieure et le 28 mars 1899, M. Jules Legrand, alors sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, écrivit au préfet de la Seine une lettre où il lui disait « qu'en raison de la situation très grave où se trouve l'assistance publique il était indispensable qu'on se garde de créer de nouveaux services d'une manière imprévoyante et que, à cet effet désormais, on ne devait plus ouvrir de service nouveau ni développer les services existants sans une autorisation formelle qui ne serait donnée que

sur la justification des ressources assurées pour leur fonctionnement ».

On devait donc arriver, avec le système qu'indiquait en 1899 l'administration supérieure, à ne plus administrer en tenant compte des besoins, mais en tenant compte seulement des ressources limitées par une mauvaise organisation.

Cette limitation est impossible en matière d'assistance ; elle est en contradiction absolue avec l'esprit de nos lois et surtout avec la conception moderne, presque universellement admise aujourd'hui, du *droit à l'assistance*.

Les moyens que l'assistance publique pourrait employer pour éviter tout déficit c'est donc, en définitive, de faire de plus en plus appel aux subventions municipales.

En conséquence, M. André Lefèvre proposait au Conseil municipal la municipalisation de l'assistance.

Ce n'est pas la première fois, ajoutait-il, qu'un pareil vœu est soumis aux délibérations du Conseil municipal. Dans son rapport du 12 juillet 1880 sur l'organisation municipale, M. Sigismond Lacroix concluait à la municipalisation de l'assistance publique en disant :

« Nous estimons que l'assistance publique doit être un service essentiellement municipal... Ayant le devoir de donner l'assistance, la commune doit

avoir le droit de l'organiser et de la diriger. »

Et l'art. 21 du projet de délibération qu'il soumettait au Conseil municipal était ainsi conçu :

Art. 21. — L'administration municipale organise et dirige les services et le personnel de l'assistance publique. Les biens qui ont été ou seront donnés ou légués avec affectation spéciale aux besoins de l'assistance publique seront distincts du domaine municipal.

Bien d'autres propositions encore furent faites dans le même sens au Conseil municipal.

Pour M. André Lefèvre le devoir d'assistance est en ce moment de nature presque essentiellement communale. Il estime d'ailleurs que ce n'est là qu'un stade de l'évolution qui s'accomplit et pousse à la centralisation de toutes choses et qu'en outre, le jour n'est pas éloigné où l'Etat devra, par des pensions, décharger les communes et les hospices du soin des vieillards.

Après avoir constaté, à la suite de recherches minutieuses, que, dans le budget de l'assistance de la ville de Paris, sur 100 de recettes constatées on trouve 55,5 provenant de subventions et 16,39 seulement provenant du domaine des pauvres M. André Lefèvre ajoute : « La marche des événements et l'évolution des ressources financières conduisent donc à municipaliser les services hospitaliers et de bienfaisance. Mais il y a mieux, la disparition des

organes autonomes d'assistance est la conséquence logique de la législation charitable de notre pays. En effet si, comme il n'est pas difficile de le démontrer, nous vivons sous le régime de l'obligation de secourir et même parfois du droit au secours, les établissements autonomes ont vécu. L'obligation de secourir conduit en effet à des dépenses indéterminées auxquelles des personnes indépendantes ne sauraient être tenues de faire face. »

C'est ici que nous touchons, on le voit, le côté important de la question. Avec les idées que nous voyons si généreusement défendues par le rapporteur du budget de l'assistance, nous sortons du cadre étroit des secours aux malades, aux vieillards, aux indigents, en reconnaissant aux communes non seulement le droit mais le devoir de ne pas borner à des ressources établies et limitées d'avance l'action bienfaisante de son assistance publique et sociale.

« Il y a, continue M. Lefèvre, entre les organisations privées et les pouvoirs publics cette différence fondamentale que les premiers sont obligés de limiter leurs dépenses à leurs ressources, tandis que les seconds jouissent, dans une certaine limite, de la faculté de se créer des ressources en proportion de leurs besoins. Si donc, par suite du droit au secours ou de l'obligation de secourir, des établissements charitables peuvent se trouver entraînés à

des dépenses indéterminées, il est de toute nécessité d'en confier la gestion aux pouvoirs publics. »

Il n'est pas douteux, selon l'auteur de cet article, que tel soit actuellement l'esprit de notre législation charitable.

La loi de 1851 imposait une obligation sans sanction. La loi de 1893, sur l'assistance médicale gratuite, va plus loin ; elle arme l'indigent d'un droit : celui de se faire inscrire sur les listes de l'assistance médicale, et, pour lui permettre de faire respecter son droit, elle institue une véritable juridiction d'appel, devant laquelle pourront se pourvoir tous les nécessiteux qu'on aurait à tort refusé d'inscrire. Mais comme elle impose aux établissements des charges indéterminées, elle prévoit toute une série de contributions de la commune, du département ou de l'Etat pour leur permettre d'y faire face.

Enfin les divers congrès nationaux ou internationaux d'assistance qui se sont tenus en France depuis dix ans, ont tous proclamé le droit au secours, mais en faisant d'avance ressortir les conséquences de son introduction dans la législation. Au congrès international de 1889, notamment, après l'émission d'un vœu en faveur de l'obligation de secourir, les modifications qu'entraînerait ce vote furent mises en lumière par un membre de l'administration qui s'exprimait ainsi :

« Le jour où le droit à l'assistance publique sera proclamé par la loi, l'autonomie des hôpitaux et des bureaux de bienfaisance disparaîtra ; c'est la commune qui devra prendre la gestion directe de ces établissements et c'est la commune qui, ayant la possibilité de se créer des ressources, sera tenue de remplir les obligations résultant de la mise en exercice du droit aux secours.

« L'assistance obligatoire, ajoutait-il comme conclusion, n'est point un rêve ; mais, il ne faut pas l'oublier, la proclamation légale du droit au secours entraînera la suppression de l'autonomie des hôpitaux, des hospices et des bureaux de bienfaisance. »

Enfin, l'année dernière encore, à l'occasion de son dixième anniversaire, le Conseil supérieur de l'assistance publique votait une résolution aux termes de laquelle « l'assistance est due à ceux qui se trouvent temporairement ou définitivement dans l'impossibilité physique de pourvoir aux nécessités de la vie ». Le Conseil ajoutait que l'assistance publique est d'essence communale.

Tout le monde, on le voit, est d'accord pour reconnaître que l'admission du droit au secours conduit à substituer les pouvoirs publics aux administrations autonomes. Mais il y a mieux que des théories en faveur de cette thèse ; il y a des précédents, il y a des faits.

On peut diviser en cinq grandes catégories les personnes à secourir : 1° les malades ; 2° les vieillards et infirmes ; 3° les valides sans travail ; 4° les enfants abandonnés ; 5° les aliénés.

Sur ces cinq catégories, il en est deux pour lesquelles l'obligation s'est imposée de bonne heure. Ce sont les enfants abandonnés, que le plus strict sentiment d'humanité fait un devoir de secourir, et les aliénés, qui compromettent la sécurité générale. On en a enlevé le soin aux administrations hospitalières indépendantes, qui ne pouvaient faire face à des dépenses indéterminées, et on l'a confié aux départements, personnes publiques capables de se créer des ressources proportionnées à leurs charges.

L'admission légale, ou même morale, d'une obligation du même genre pour les trois autres catégories de nécessiteux conduit fatalement à prendre des mesures analogues pour les hôpitaux qui secourent les malades, les hospices qui recueillent les vieillards et les bureaux de bienfaisance qui viennent en aide aux indigents. Il faut, par conséquent, remettre leur administration aux pouvoirs publics. C'est la continuation du phénomène qui poussait le Parlement de 1543 à rendre obligatoire la charité volontaire devenue insuffisante.

M. Lefèvre ne s'est occupé de la question que pour la ville de Paris ; mais tout ce que nous avons

dit pourrait s'appliquer aux villes de province, où la situation, toutes proportions gardées, est la même qu'à Paris, et la municipalisation de l'assistance y serait tout aussi désirable que dans la capitale.

La commune de Saint-Ouen a manifesté le désir de voir cette réforme se réaliser. Elle dépense par an plus de 90.000 francs pour secourir les nécessiteux. Mais le rapporteur du budget de l'assistance estimait qu'en distribuant ces secours au bureau de bienfaisance la municipalité n'atteignait pas le but qu'elle se proposait. « Qui ne sait, disait-il, en effet, que les personnes intéressantes, les pauvres honnêtes, en un mot ceux qui ont véritablement besoin d'être secourus ne touchent rien ou presque rien, tandis que les individus qu'aucune pudeur ne retient et qui sont loin d'être dignes de pitié reçoivent continuellement des secours du bureau de bienfaisance dont les bienfaits sont aveugles. »

Pour remédier à cette situation, le Conseil municipal de Saint-Ouen décida la suppression pure et simple du bureau de bienfaisance tel qu'il avait fonctionné jusqu'alors et voici comment il voulait procéder dorénavant.

« Dans le cas, disait le projet, où une mère de famille avec plusieurs enfants deviendrait veuve, qu'elle vienne trouver la municipalité et lui demande un secours. Le bureau de bienfaisance

pourra lui donner des subventions en nature, la faire vivre, mais il ne pourra lui donner d'argent.

« La commune prendra à sa charge les enfants de cette femme ; elle les nourrira, les enverra à l'école et les élèvera jusqu'à ce qu'ils soient en âge de travailler. Elle les rendra alors à la mère de famille. En attendant, la mère pourra travailler et venir voir ses enfants, quand bon lui semblera, à l'école des pupilles que la municipalité fondera dans le but de recueillir les enfants que les parents sont dans l'impossibilité absolue de surveiller.

« Quant aux nouveau-nés, ils seront placés dans une crèche et ne seront rendus à leurs parents que quand ils ne les gêneront plus dans leur travail »

Voilà un ensemble de réformes constituant de l'assistance communale par lequel la municipalité de Saint-Ouen voulait remplacer le bureau de bienfaisance.

Son intention avait bien été, en réunissant entre les mains de la commune tous les services épars, de constituer un organisme de bienfaisance tel que celui dont parle M. A. Lefèvre, où tout fonctionnerait harmoniquement, qui s'étendrait du secours de chômage à l'hospice pour les invalides du travail, de la crèche à l'école des pupilles, du dispensaire à l'hôpital, et qui pourrait assurer au besoin le traitement du malade chez lui, son transport par les

ambulances, la désinfection de son domicile en cas de maladie contagieuse, etc.

Un pareil rôle nous croyons l'avoir suffisamment démontré, ne peut incomber qu'aux municipalités et à l'Etat. C'est à elles et aux pouvoirs publics qu'il appartient de hâter l'accomplissement de la réforme.

*
* *

Les essais de socialisme que nous avons classés dans l'assistance n'ont guère rencontré d'adversaires. Leur caractère même explique que ces mesures aient été votées par des Conseils municipaux où l'élément socialiste ne dominait pas. Bien des conseillers municipaux se bornaient à faire quelques réserves à leur sujet et ne leur reconnaissaient d'ailleurs pas le caractère socialiste. Nous avons dit nous-mêmes que ces mesures ne sont que du socialisme très atténué. Cependant, quand on les juge dans leur ensemble au lieu de les examiner isolément, on s'aperçoit facilement qu'elles constituent une assistance spéciale, différente de l'assistance proprement dite et marquée du cachet socialiste.

Nous avons vu d'ailleurs que l'administration préfectorale, sans s'être jamais formellement opposée à l'exécution des décisions prises, s'est quel-

quefois émue en présence de dépenses qu'elle trouvait trop hardies et qui, pourtant, ne compromettaient par les budgets municipaux. Son émotion n'était certainement pas exclusivement due à son rôle de tutrice et de gardienne des intérêts financiers des communes.

Les essais d'intervention sont déjà, au contraire, loin d'avoir rencontré des adhésions unanimes. Leurs défenseurs ont eu à triompher d'adversaires résolus et leur avènement est généralement beaucoup plus récent que celui des essais se rattachant à l'assistance.

TROISIÈME PARTIE

L'Intervention municipale

CHAPITRE I. — Les bourses du travail.

- II. — Les bureaux municipaux de placement.
 - III. — Les conditions du travail dans les adjudications de travaux publics des municipalités.
 - IV. — Les subventions aux syndicats ouvriers et les caisses municipales d'assurance contre le chômage.
-

CHAPITRE PREMIER

LES BOURSES DU TRAVAIL

Les bourses du travail sont au travail ce que les bourses de capitaux sont aux capitaux : des marchés du travail. Elles sont destinées à centraliser les offres et les demandes et à faciliter les transactions qui ont pour objet le travail.

L'œuvre des municipalités, relativement aux bourses du travail, consiste à leur donner des subventions pour les fonder d'abord, puis ensuite pour permettre aux ouvriers de les utiliser en leur fournissant les moyens de se transporter rapidement là où on leur offre du travail.

Un compte-rendu du congrès national des chambres syndicales et groupes corporatifs ouvriers tenu à Paris, en juillet 1893, et précédé d'un historique des bourses du travail française, fait remonter à 1790 la première idée des bourses du travail et en attribue la paternité à M. de Corcelles qui l'aurait

présentée le 2 mars 1790 aux représentants de la Commune de Paris.

Quoiqu'il en soit, le véritable auteur de cette idée, son protagoniste, est M. de Molinari, rédacteur en chef du journal des *Economistes*, qui conçut en 1845 la création d'une bourse du travail. Il ne put réaliser son projet auquel les ouvriers eux-mêmes étaient alors hostiles et l'idée fut reprise en 1848, par M. Ducoux, alors préfet de police, et en 1851 par le même M. Ducoux, alors représentant du peuple. Les projets de M. Ducoux n'aboutirent pas plus que ceux de M. de Molinari et il faut arriver à l'année 1875 pour les retrouver devant le Conseil municipal de Paris.

Il fallut d'ailleurs onze années encore pour aboutir à une première réalisation. Ce n'est que le 5 novembre 1886 en effet, qu'un rapport concluant, à la création d'une bourse du travail était déposé sur le bureau du Conseil municipal au nom de la commission du travail et était adopté par le Conseil.

Le 3 février 1887, avait lieu l'inauguration de l'annexe de la bourse du travail et, cinq années après, le 22 mai 1892, celle de la Bourse centrale du travail.

Depuis 1887, l'exemple donné par le Conseil municipal de Paris a été suivi par un certain nombre des Conseils municipaux de province. C'est ainsi que

des bourses du travail furent créées à Béziers, Montpellier, Cette, Lyon, Marseille, Saint-Etienne, Nîmes, Toulouse, Bordeaux, Toulon, Cholet, Dijon.

Bien d'autres municipalités ont encore, depuis, imité cet exemple et en 1892 la fédération des bourses du travail fut décidée dans leur premier congrès.

Depuis, des améliorations et des remaniements ont été reconnus nécessaires et, en 1896, un nouveau projet de règlement de la bourse du travail était présenté au Conseil municipal de Paris par M. Champoudry, au nom de la commission du travail.

En même temps, M. Mesureur, alors ministre du Commerce, proposait dans un rapport au président de la République, de signer un décret réorganisant la bourse du travail de Paris.

Ce rapport et ce décret, qui concernent les bourses du travail de Paris, par conséquent les plus importantes de beaucoup, donnent une idée exacte de ce que sont ces bourses, de leur objet principal, à savoir : d'être un marché du travail, de leurs objets secondaires, et enfin de leur fonctionnement.

Aussi, avons-nous cru intéressant de reproduire ce rapport (1).

(1) **Rapport au président de la République.**

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret qui a déclaré d'utilité publique l'établis-

Nous allons voir, à l'importance des subventions accordées par la ville de Paris aux bourses du travail, l'importance même de cette intervention municipale, elle constitue bien une mesure socialiste, puisqu'il s'agit d'une dépense faite sur le budget commun dans l'intérêt exclusif de la classe ouvrière.

On sait que le nouveau Conseil municipal de Paris a supprimé, tout récemment, les subventions qui étaient autrefois régulièrement accordées et ne les maintient qu'aux syndicats qui en font la demande. — Un certain nombre de syndicats, ne voulant pas se soumettre à cette mesure vexatoire, vont voir disparaître les subsides que l'ancien Conseil leur avait donnés.

ment d'une bourse de travail à Paris a indiqué, dans son article 2, qu'un règlement déterminerait ultérieurement l'organisation de cette institution.

La bourse du travail a pour objet de faciliter les transactions relatives à la main-d'œuvre par la création d'organes propres à assurer le rapprochement des offres et des demandes de travail, tels que les salles d'embauchage, les bureaux de placement et les offices de renseignements et de statistique.

Depuis sa création, l'œuvre a traversé, comme toutes les choses nouvelles qui touchent à l'organisation des travailleurs, une période d'essais, de tâtonnements et de crises, et, si elle s'est trouvée un instant détournée de son but et arrêtée dans son développement normal et pacifique, elle nous apparaît aujourd'hui, si nous l'organisons sur des bases précises, comme susceptible de rendre les plus grands services pour

Voici quel fut, en 1898, le budget soumis au Conseil municipal pour l'année 1899.

L'administration était d'avis d'inscrire 180.000 fr.,

le placement des ouvriers et employés et d'exercer, en outre, une action utile au point de vue des salaires et du chômage.

La destination de la bourse ainsi comprise, il convient d'examiner son fonctionnement.

L'expérience de ces dernières années a permis de définir exactement la part d'autorité qu'il convient de donner aux pouvoirs publics dans l'administration de cette bourse, sans porter atteinte à la liberté des ouvriers appelés à bénéficier de ses services. Le moment nous semble donc venu de fixer définitivement l'organisation de l'institution et de permettre ainsi la réouverture de la bourse du travail de Paris.

Le règlement que nous avons préparé à cet effet contient des dispositions qui maintiendront à la bourse son caractère de marché public du travail et d'établissement municipal et garantiront en même temps aux syndicats ouvriers qui y sont admis la liberté la plus complète pour leur organisation intérieure et la défense de leurs intérêts professionnels.

Dans les projets d'organisation étudiés soit par la préfecture de la Seine, soit par le Conseil d'Etat, on a rencontré certaines difficultés de principe qu'il importe de trancher.

Convient-il d'admettre à la bourse toutes les sociétés qui s'occupent de placement gratuit ? Nous ne l'avons pas pensé ; les bourses du travail, à côté de leur mission principale, qui est de placer les ouvriers inoccupés, ont eu pour but, dans la pensée de leurs créateurs, de faciliter aux syndicats ouvriers l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels en leur fournissant gratuitement des salles de réunion, un siège social et tous les éléments qui peuvent concourir à hâter ou à compléter l'éducation économique des travailleurs, services qu'ils n'étaient pas en mesure d'assurer avec leurs propres ressources. C'est ainsi que l'avait compris le Conseil

la commission consultative de la Bourse proposait 191.000 francs, et la commission du travail demandait de ramener ce chiffre à 181.000 francs.

municipal de Paris, qui a consenti de lourds sacrifices pour l'édification et l'entretien d'une bourse.

Les syndicats patronaux n'ont pas à cet égard les mêmes besoins ; ils possèdent des installations particulières pour leurs réunions et n'ont jamais manifesté le désir d'occuper des locaux dans la bourse municipale. Il nous a donc paru, suivant sur ce point les indications données par la ville de Paris, qu'il n'y avait pas lieu de les y admettre.

Si la bourse doit être mise à la disposition de tous les travailleurs pour discuter et défendre leurs intérêts, nous croyons que l'admission dans les bureaux de cet établissement public comporte pour eux l'obligation d'être constitués en syndicats professionnels d'ouvriers ou d'employés, conformément à la loi du 21 mars 1884, qui exige des associations ouvrières le dépôt de leurs statuts et des noms de leurs administrateurs ; cette condition ne saurait soulever de difficultés dans l'application, aujourd'hui que la loi de 1884 est presque unanimement observée par les groupements ouvriers.

Liberté pleine et entière sera laissée aux syndicats pour s'administrer dans leurs bureaux et pour organiser leurs réunions. Il ne leur sera demandé que l'engagement d'observer les prescriptions des décrets et règlements qui régissent la bourse du travail.

En réglementant la bourse du travail de Paris, le gouvernement prend une part de responsabilité dans son fonctionnement ultérieur. C'est pourquoi, afin de prévenir toute difficulté, nous nous sommes attaché à déterminer exactement, dans le décret, les services de la bourse qui seront ouverts au public, les droits des syndicats admis à y établir leur siège social et les obligations de l'administration municipale de la ville de Paris, propriétaire de l'immeuble.

M. le préfet de la Seine sera l'administrateur légal de la

L'article relatif à la bourse fut fixé à 181.100 fr.

En outre, la création d'un bureau de statistique et d'économie sociale fut votée.

bourse ; il prononcera sur l'admission des syndicats, il dirigera les services ouverts au public.

Il nommera aux emplois administratifs et assurera la surveillance et la garde de l'établissement ; les dépenses seront ordonnancées par lui, comme les autres dépenses de la ville de Paris.

Le tout conformément aux délibérations du Conseil municipal.

Le Conseil municipal sera appelé à voter un règlement général qui fixera l'administration intérieure de la bourse et, notamment, les heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement et des différents services ouverts au public, les conditions d'admission des syndicats, et déterminera la répartition des locaux, le mode d'attribution des salles de réunion, le fonctionnement des services municipaux de placement gratuit et de statistique du travail ; la rétribution, s'il y a lieu, des permanences établies par les syndicats ; le mode de nomination des délégués ouvriers à la Commission consultative ; le nombre et les attributions des employés ou gardiens affectés au service de la bourse.

Toute faculté enfin est laissée à la ville de Paris pour installer un service municipal de placement gratuit, un bureau de statistique, et pour publier un bulletin contenant des renseignements relatifs au travail.

On pouvait se demander s'il ne convenait pas de remettre plus complètement la gestion de la bourse aux syndicats ouvriers ; nous avons pensé qu'il n'était pas bon de leur laisser cette lourde responsabilité, et que les soins et les difficultés d'une administration assez complexe ne pouvaient que les détourner du but que leur assigne la loi de 1884.

D'ailleurs, l'administration générale de la bourse et les mesures qui se rattachent à la conservation et à l'entretien de l'immeuble sont parfaitement distinctes de l'exercice

Pour le fonctionnement général de la bourse du travail, le crédit fut fixé à 100.000 francs.

En plus, un crédit de 17.000 francs fut voté pour l'entretien.

Soit un total, pour 1899, de 298.100 francs.

Voici, maintenant, les chiffres du budget qui fut proposé et adopté en 1899 pour l'année 1900.

Personnel et matériel, 185.000 francs.

des libertés syndicales; néanmoins nous avons reconnu qu'il était nécessaire d'associer les syndicats à la marche régulière de cet établissement, dans lequel ils seront chez eux; aussi avons-nous constitué une commission consultative où une large place leur est réservée. Cette commission donnera son avis sur toutes les questions relatives au fonctionnement et à l'administration intérieure de l'établissement et sera, en outre, chargée d'établir annuellement des prévisions budgétaires pour la bourse du travail et de présenter tous les ans un rapport sur sa situation matérielle.

Telles sont les dispositions d'après lesquelles est conçu le décret réglementant l'organisation de la bourse du travail à Paris. En complétant dans ce sens le décret du 28 décembre 1889, notre but est d'aider à la réalisation des espérances de progrès et de paix sociale que l'institution dont il s'agit a fait naître de la part des pouvoirs publics et des travailleurs.

Si vous en approuvez les dispositions, j'aurai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le décret ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

*Le ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*

G. MESUREUR.

Création d'un bureau municipal de statistique et d'économie sociale, 1.000 francs.

Fonctionnement général de la bourse du travail, 115.000 francs.

Subvention à la fédération des bourses, 2.000 fr.

Bourse centrale et annexe A, 17.000 francs.

Soit un total, pour 1900, de 320.000 francs.

On voit que le Conseil municipal de Paris fait, tous les ans, des sacrifices considérables pour aider les ouvriers à trouver du travail.

Grâce à ces subventions, la bourse du travail a pu rendre de précieux services, en effectuant de nombreux placements.

Il se sont élevés à 22.995 en 1890, à 30.078 en 1891, à 33.611 en 1892, à 33.553 en 1896 et à 32.426 en 1898.

D'après l'annuaire statistique de la France de 1898, le nombre d'offres de bras adressés à ces institutions aurait été, en 1896, de 68.220.

A côté du placement de leurs membres, qui répond à leur rôle de marché du travail, les bourses du travail ont dans leurs attributions :

Les secours de chômage alimentés, soit par des subventions spéciales, soit par des prélèvements déterminés sur la subvention normale, soit par une cotisation des syndicats et le produit des collectes.

Le service de l'enseignement à l'aide de biblio-

thèques, de musées du travail, de journaux corporatifs et de cours professionnels.

Le service de la propagande, tant industriel qu'agricole, pour la propagation du mouvement ouvrier.

L'action coopérative par la fondation de sociétés coopératives.

Bourse du travail de Dijon.

Dans la séance du 12 juin 1896, le Conseil municipal de Dijon proposait de rétablir le paiement de la subvention primitivement accordée à la bourse du travail et qui avait été supprimée. Cette subvention, de 1.200 francs, avait été supprimée sous le prétexte que la Bourse du travail s'occupait de politique. Le rapporteur s'exprimait en ces termes : « A notre époque de misère et de chômage, il est du devoir d'un Conseil municipal socialiste de faciliter aux ouvriers de toutes catégories la recherche d'un travail devant leur assurer des moyens d'existence. Or, le bureau de placement gratuit, installé en 1894-95 à la Bourse du travail, a fait ses preuves.

« En une année, plus de 1.500 demandes ou offres d'emploi, provenant de tous les points du département ou de la région, ont figuré sur ses registres et nombreux sont les patrons et les ouvriers qui ont eu recours à son intermédiaire désintéressé.

« N'est-ce pas là une éloquente réponse aux détracteurs de cette utile institution ? C'est donc rendre un réel service à la classe ouvrière, récompensée par les placeurs, que de reconstituer à la Bourse du travail les services du placement gratuit. »

Le Conseil municipal adopta le projet de délibération, tendant au rétablissement de la subvention de 1.200 francs à la Bourse du travail.

Le 25 octobre, la Bourse du travail demandait au Conseil municipal une nouvelle allocation de 400 francs et dans la proposition faite en ce sens, le rapporteur exposait les faits suivants :

« Le bureau de placement, que nous avons créé rue des Godrans, disait-il, a pris une très grande importance, les chiffres inscrits sur le registre du bureau de placement sont de :

Inscriptions.	4.503
Demandes d'emplois	4.170
Offres d'emplois	373
Placements effectués	357.

« Bénéfices réalisés pour la classe ouvrière :

Droits d'inscription de demandes d'emplois.	575
Pour primes de placements effectués à raison de 8 fr. en moyenne par placement . .	2.858
Total.	3.443.

« Vous voyez, ajoutait-il, que l'argent mis à notre disposition a été de l'argent bien placé, puisqu'il nous a permis de donner du travail. »

Le 21 décembre suivant, la subvention supplé-

mentaire de 400 francs fut votée au budget additionnel de 1896 par le Conseil municipal, afin de permettre à la Bourse du travail de couvrir les nombreuses dépenses qu'elle avait dû faire pour ses nouveaux services.

Dans sa séance du 4 août 1897, le Conseil municipal adopta la demande qui lui avait été adressée par la Bourse du travail de mettre son loyer à la charge de la ville. A la suite de la suppression des subventions à la Bourse du travail, la fédération des syndicats avait dû se suffire à elle-même et louer un local de moindre importance qu'elle paya d'abord 300 puis ensuite 500 francs. Pour remédier à cette situation où, par suite de l'insuffisance de ses moyens, était reléguée la Bourse du travail, le Conseil municipal décida :

1° De prendre à la charge de la ville pour une période de 10 ans le prix de location, soit 1.200 fr. par an, de l'immeuble où est actuellement installée la Bourse du travail.

2° D'accepter le devis, se montant à 5.800 francs, dressé par l'architecte de la ville pour les aménagements intérieurs et réparations à faire au dit immeuble.

Un crédit supplémentaire de 2.000 pour compléter l'aménagement de locaux mis à la disposition de la Bourse du travail fut en outre ultérieurement voté par le Conseil municipal.

Bourse de Saint-Etienne

Le budget de la bourse du travail de Saint-Etienne pour 1898-99 fut de 8.300 et le nombre des placements effectués fut de 704. Ce chiffre était relativement peu élevé ; le rapporteur attirait sur ce fait l'attention des ouvriers et était amené à constater que c'était par les premiers intéressés eux-mêmes que cette question si importante du placement était négligée. Diverses professions, disait-il, continuent les vieux errements et les vieilles routines du passé. La nombreuse corporation des tisseurs, par exemple, continue à maintenir ses offices de placement dans les buvettes des différents quartiers de la ville, là où le placement est soi-disant gratuit, à la condition cependant d'y prendre une consommation.

La municipalité consacre, chaque année, la somme de 2.500 pour la location d'un immeuble vaste et spacieux. Un budget annuel de 12.000 est partagé entre le service administratif et les cours professionnels dont il assure l'excellent fonctionnement. De plus, une somme de 300 francs à titre de provision est mise à la disposition du secrétaire général pour venir en aide aux ouvriers de passage qui ont droit pour une journée à la nourriture et au logement.

Bourse de Marseille.

Créée le 22 octobre 1888. — Le Conseil municipal de Marseille a voté en 1888 la somme de 28.000 fr. pour l'aménagement de la Bourse du travail.

Il donne une subvention annuelle de 7.000 fr. à la Bourse.

Le bureau de placement gratuit pour les deux sexes qui y fonctionne a donné les meilleurs résultats et, dès 1890, l'agrandissement de la Bourse était demandé.

Sur 100 syndicats existant à Marseille, 62 étaient représentés à la Bourse.

Depuis la date de la création jusqu'au 30 novembre 1891, il a été placé, par l'intermédiaire seul du secrétariat, 8.542 personnes des deux sexes qui n'appartenaient pas à une corporation possédant une gérance de placement à la bourse.

Bourse de Nîmes

Créée le 4 mars 1887 par délibération du Conseil municipal.

Local loué par la ville à raison de 500 francs par an.

Le 2 juillet 1891, par une nouvelle délibération,

le Conseil a voté un crédit de 49.650 francs pour la construction d'une nouvelle Bourse du travail dans une propriété acquise par la ville.

Le budget au début était seulement de 1.160 fr.

Bourse de Béziers.

Créée le 16 mars 1891, inaugurée le 5 avril 1891.

Frais d'installation, 29.000 francs.

Budget municipal, 6.500 francs.

Nous ne pouvons donner les résultats obtenus pour toutes les bourses du travail ; ce ne serait d'ailleurs qu'une fastidieuse énumération. Les quelques exemples cités prouvent que les villes de moyenne importance, comme Béziers, par exemple, imitant les plus grands centres comme Marseille ou Dijon, font de sérieux sacrifices en faveur des bourses du travail et que les résultats fournis jusqu'ici sont fort appréciables.

Des bourses existent encore à Toulon, Saint-Quentin, Cette, Cholet, Montpellier, Bordeaux, Toulouse, Nantes, etc.

L'extension et la généralisation des bourses du travail est à souhaiter parce qu'elles permettent à l'ouvrier, non plus immobilisé dans un marché étroit par suite de son ignorance des débouchés, de s'affranchir des conditions qui lui sont faites par les entrepreneurs.

En éclairant les ouvriers et en leur donnant les moyens de se déplacer, de porter leur travail des endroits où il surabonde dans ceux où il est en déficit, les bourses du travail rendent les ouvriers libres désormais d'accepter ou de refuser les conditions de l'acheteur. Elles doivent donc contribuer à relever le taux des salaires tout en l'égalisant. L'agrandissement du marché par les bourses du travail doit produire pour le travail les mêmes effets que les bourses des valeurs et marchandises pour les capitaux. Le travail deviendra un objet de trafic régulier et sera coté selon la demande que l'on en fera et sa valeur s'accroîtra comme s'est accrue la valeur des capitaux à l'époque de l'ouverture des premières bourses.

Voici d'ailleurs le jugement que M. de Molinari portait récemment sur les bourses du travail (1) :

« Il est permis d'affirmer que l'extension et l'unification des marchés du travail auront des résultats bienfaisants.

« Elles mettront fin à la guerre civile du capital et du travail en égalisant la situation des deux parties dans l'échange du travail contre le salaire et en leur enlevant en même temps tout pouvoir d'influer sur le taux et les conditions de cet échange. Dans

(1) G. DE MOLINARI. — *Les Bourses du travail*, 1893, ch. xv.

l'état actuel des marchés du travail l'intensité inégale des besoins de l'entrepreneur et de l'ouvrier n'a pas cessé d'agir comme un facteur déterminant de la fixation du salaire. De même qu'autrefois l'agriculteur, l'industriel ou le commerçant besoins se trouvaient à la merci du petit nombre des prêteurs, de même aujourd'hui l'ouvrier dépourvu des ressources indispensables pour attendre ou se déplacer est obligé de subir la loi des entrepreneurs locaux. Si l'usure a cessé de vicier le prêt du capital elle a continué de vicier la location du travail. Et de même qu'on établissait autrefois un maximum du taux de l'intérêt pour protéger les emprunteurs contre le pouvoir inégal des prêteurs, de même on réclame aujourd'hui l'établissement d'un maximum de la durée du travail, en attendant un minimum de salaire pour protéger les ouvriers contre le pouvoir non moins inégal des entrepreneurs. Mais, de même que l'agrandissement et la mise en communication des marchés des capitaux ont agi beaucoup plus efficacement que la coutume ou la loi pour supprimer l'usure, l'extension et l'unification des marchés du travail agiront plus sûrement qu'aucune réglementation nationale ou même internationale de la durée du travail et du taux des salaires pour remédier aux effets nuisibles de l'intensité inégale des besoins des entrepreneurs et des ouvriers dans les marchés limités et isolés. Lorsque les deux échan-

gistes disposeront à un degré égal de l'espace et du temps, lorsque des groupes d'entrepreneurs ou d'ouvriers coalisés ne pourront plus provoquer une baisse ou une hausse artificielle des salaires, sans qu'aussitôt un mouvement d'exportation ou d'importation de travail ne vienne corriger et neutraliser l'effet de cette manœuvre de monopole, le taux des salaires sera uniquement déterminé, comme l'est déjà celui des céréales, par le rapport des quantités offertes et demandées sur le marché général. Le prix régulateur qui sera l'expression de ce rapport fera loi dans toutes les transactions particulières, il n'y aura plus de débat, de marchandage, partant plus de conflit entre les parties. Enfin le rapport des quantités offertes et demandées tendant naturellement, sous l'impulsion des lois de l'échange, à s'établir de manière à mettre le prix courant au niveau du prix nécessaire, c'est-à-dire du juste prix de toutes choses, la lutte intestine du travail et du capital n'aura plus de raison d'être ; la paix, une paix que la justice seule peut fonder et rendre durable, succédera à la guerre ».

CHAPITRE II

LES BUREAUX MUNICIPAUX DE PLACEMENT

La suppression des bureaux de placement payants est une des questions qui ont, depuis un certain nombre d'années, le plus agité le parti ouvrier. Hâtons-nous d'ajouter que si les revendications faites à ce propos ont été quelquefois violentes, elles étaient toujours légitimes. Les bureaux de placement exercent en effet, contre les ouvriers, une sorte de rançonnement particulièrement pénible et qui prête facilement aux critiques amères qui leur ont été adressées.

Les revendications ouvrières à ce sujet, tendent aux remplacements des bureaux payants par des bureaux municipaux gratuits. Ils demandent donc l'intervention des municipalités dans les rapports entre le capital et le travail. Cette intervention constitue la fraction du socialisme municipal dont nous avons à nous occuper maintenant. Cet interventionisme, facultatif jusqu'à présent, n'a guère

reçu d'application notable qu'à Paris. Les revendications faites à son sujet ont pour but de le rendre obligatoire et exclusif. Nous allons voir, d'ailleurs, que l'agitation faite depuis un certain nombre d'années autour des bureaux de placement a déterminé le dépôt, soit à la Chambre, soit au Conseil municipal, de très nombreux projets de réforme et que, tout récemment, le 29 novembre dernier, la Chambre des députés a adopté, par 306 voix contre 242, un projet de loi déposé par M. Coutant, qui, s'il devient définitif, donnera pleine satisfaction aux désirs trop justifiés des salariés.

L'ensemble de ce projet de loi, s'il n'assure pas, en effet, ainsi que le demandait M. Coutant, la suppression radicale et sans indemnité, du jour au lendemain, de tous les bureaux de placement privés, en assure, du moins, la disparition certaine dans un délai plus ou moins long, à la fois par extinction et par suppression.

Par extinction, puisque l'article premier décide qu'aucune autorisation de créer un bureau de placement payant, conformément au décret du 25 mars 1852, ne sera plus accordée à partir de la promulgation de la présente loi.

Par suppression, puisque l'article 11 accorde aux municipalités la faculté de supprimer, moyennant une indemnité pendant le délai de cinq ans à partir de la promulgation de la présente loi et sans in-

dénuité après l'expiration de ce délai, les bureaux de placement privés existants.

D'autre part, ce projet de loi contient, dans son article 4, une intéressante disposition de socialisme municipal obligatoire. Cet article décide que, dans chaque commune, un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emplois devra être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public et que les communes comptant plus de 10.000 habitants seront tenues de créer un bureau municipal de placement.

Si donc ce projet de loi devient définitif, il est permis de penser que les bureaux de placement privés disparaîtront bientôt et seront remplacés par les bureaux municipaux. En effet, si la loi laisse aux municipalités la faculté de tolérer les bureaux de placement, comme elle impose, d'autre part, aux villes de plus de 10.000 habitants, l'obligation de bureaux municipaux, il est probable que la classe ouvrière ne sera pas assez insoucieuse de ses intérêts pour donner sa clientèle aux bureaux payants et que, grâce aux progrès certains des bureaux gratuits, les autres seront amenés à disparaître faute de clientèle.

On verra ainsi se généraliser, dans toute la France, cette mesure d'interventionisme municipal tant désirée qui, jusqu'à présent, n'a guère reçu qu'à Paris d'application sérieuse.

Nous allons voir maintenant ces applications.

L'insuccès des tentatives faites en exécution du décret du 8 mars 1848, par lequel le gouvernement provisoire instituait, dans chaque mairie de Paris, un bureau gratuit de renseignements, avait compromis pendant longtemps l'idée des bureaux municipaux de placement gratuit.

Ce n'est qu'à la suite de l'agitation qui se produisit, en 1886, autour des bureaux de placement, que l'idée de la réforme devait être reprise sous la pression de la ligue qui venait de se former pour leur suppression et deux ans après que l'on devait, grâce à l'initiative du Conseil municipal de Paris, entrer dans la voie des réalisations.

C'est en 1888, en effet, que le mouvement prit une tournure pratique à la suite d'une proposition faite le 11 juin par M. Lavy au Conseil municipal, et de celle de M. Deschamps, invitant le Préfet de la Seine à intervenir auprès des maires d'arrondissements afin d'obtenir par leur initiative, la création d'institutions de placement.

Le 7 juillet suivant le Préfet de la Seine adressait aux maires des différents arrondissements de Paris une circulaire conçue dans ce sens.

Aucun arrondissement ne répondit à l'appel du Préfet. Celui-ci envoyait alors une nouvelle circulaire le 15 septembre 1888, pour rappeler aux maires

les instructions du 7 juillet de la même année. A la suite de cette nouvelle intervention, qui ne resta pas cette fois lettre morte, des bureaux s'ouvrirent :

Dans le 15 ^e arrondissement le 15 octobre 1888			
»	1 ^{er}	»	30 » »
»	3 ^e	»	15 nov. »
»	6 ^e	»	7 janvier 1889
»	4 ^e	»	4 mars »
»	5 ^e	»	1 ^{er} mai »
»	14 ^e	»	12 mai »
»	17 ^e	»	en janvier 1890.

En 1889, des subventions furent demandées pour les bureaux de placement qui s'étaient ouverts dans les différents arrondissements de Paris. Des subventions modestes d'abord furent accordées à plusieurs bureaux, mais en 1891, nous voyons déjà une somme totale de 15.000 francs répartie entre dix bureaux. Ces bureaux, comme toute institution nouvelle qui a à la fois des partisans et des adversaires, eurent des débuts difficiles. Les subventions étaient insuffisantes, la concurrence devant le danger se faisait plus âpre et, comme conséquence, les placements gratuits étaient relativement rares.

Nous allons d'ailleurs, à titre d'exemple, donner les résultats obtenus par le bureau du XIV^e arrondissement, celui où l'organisation avait été le mieux comprise et dont nous donnons à titre de

renseignement le règlement (1). Les chiffres du début, comparés à ceux des années 1898 et 1899, montreront mieux que tout autre argument l'effi-

(1) Règlement du bureau du XIV^e arrondissement.

Règlement.

« Art. 1^{er}. — Est établi à la mairie du XIV^e arrondissement, un bureau municipal de placement gratuit ayant pour but d'aider à se procurer du travail, les ouvriers, employés et domestiques des deux sexes français et habitant le XIV^e arrondissement.

« Art. 2. — Les ressources du bureau de placement comprennent :

« 1^o Les subventions accordées par le Conseil municipal de Paris.

« 2^o Les dons, les produits des fêtes données au profit de l'œuvre, etc., etc.

Administration.

« Art. 3. — Le bureau de placement gratuit est administré par un comité composé :

« 1^o Du maire et des adjoints ;

« 2^o Des élus de l'arrondissement (députés et conseillers municipaux).

« 3^o De 4 délégués de la commission administrative du bureau de bienfaisance renouvelable chaque année.

« 4^o De 4 délégués des Conseils d'administration de la caisse des écoles, également renouvelable chaque année.

« Art. 4. — Le maire, ou, à son défaut, un de ses adjoints désigné par lui, préside le comité d'administration.

« Art. 5. — Le comité se réunit tous les deux mois, et peut en outre être convoqué, par le président, en séance extraordinaire, lorsqu'il y a nécessité. Il prend ses résolutions à la majorité des membres présents, cette majorité toutefois devant être supérieure au quart des membres inscrits.

« Art. 6. — A la 1^{re} séance ordinaire de chaque année, le comité procède à l'élection pour un an de :

cacité des résultats obtenus et donneront ainsi la meilleure des réponses aux adversaires des bureaux municipaux.

« Un vice-président, un secrétaire, un trésorier ».

Dispositions générales.

« Art. 7. — Le bureau de placement est ouvert tous les soirs de 7 heures et demie à 9 heures et demie (dimanches et fêtes exceptés).

« Il est géré par un agent rétribué, nommé par le maire et placé sous la surveillance du comité d'administration.

« Art. 8. — Il est expressément défendu à cet agent, sous peine de révocation immédiate, d'accepter une rémunération quelconque des personnes ayant recours à ses services.

« Art. 9. — Les offres des patrons sont consignées sur un registre soit d'après déclaration verbale faite par eux à l'agent, soit d'après déclaration écrite sur imprimés spéciaux qu'ils feront parvenir par la poste ou déposeront dans une boîte installée sous le péristyle de la mairie.

« Art. 10. — Les demandes des employés, ouvriers et domestiques sont consignées sur des fiches, et celles-ci sont disposées par métiers et selon les dates d'inscription.

« Art. 11. — Pour obtenir leur inscription, les demandeurs doivent se présenter personnellement au bureau afin d'y fournir les pièces et renseignements établissant leur identité et leur moralité.

« Art. 12. — Quand un patron se présente lui-même au bureau il peut choisir, parmi les personnes demandant l'emploi qu'il offre, celles qui doivent lui être adressées.

« A tout patron n'ayant pas fait ce choix, l'agent du bureau doit adresser les demandeurs suivant l'ordre de leur inscription.

« Art. 13. — Le bureau de placement considère que son rôle consiste surtout à mettre gratuitement en rapport les patrons et les employés, leur laissant le soin de s'entendre et de se renseigner par eux-mêmes.

« Il ne peut donc prendre aucune responsabilité. »

Le bureau de la mairie du XIV^e arrondissement fut ouvert le 14 mai 1889. Il n'avait pour toutes ressources qu'une somme de 500 francs, versée à titre gracieux par la caisse des écoles.

Le comité d'organisation fut aussitôt fondé. Il se composait des membres énoncés au règlement.

Le XIV^e arrondissement de Paris, presque exclusivement composé d'ouvriers, de petits commerçants et de petits rentiers, offrait peu de débouchés. L'industrie y était presque nulle, et le négociant suffisait avec sa famille à tous les besoins d'un commerce local.

Les débuts du bureau furent donc des plus pénibles et des plus sommaires ; néanmoins, un millier de personnes de toutes classes et de toutes conditions vinrent s'y faire inscrire avec assez d'empressement.

La publicité, malheureusement trop restreinte, fut toutefois suffisante pour amener des demandes de patrons et quatre mois après l'ouverture de ce service le succès du bureau couronnait les efforts du comité.

Au mois d'avril 1890, c'est-à-dire, après onze mois d'un fonctionnement opéré dans les conditions précaires que nous venons de voir, 400 personnes environ, représentant le septième des inscriptions, avaient pu être placées.

Devant ce résultat le Conseil municipal de Paris voulut bien accorder au bureau une subvention de 1.500 francs afin de le mettre à même d'étendre sa publicité et d'ouvrir, par suite, un plus vaste débouché aux emplois sollicités.

Malheureusement, le remboursement intégral de l'avance précitée de 500 francs, faite par la caisse des écoles, vint arrêter l'essor du bureau qui fut forcé de se restreindre au strict nécessaire. Malgré tout, la municipalité du XIV^e arrondissement continua énergiquement l'œuvre commencée.

En résumé, le bureau, depuis son ouverture, avait, en deux ans et demi, placé environ 1.500 personnes. En 1891, le mouvement s'accrut et M. Rouanet vint proposer de relier les bureaux entre eux, de les fédérer en quelque sorte, de façon à centraliser les demandes et à éviter qu'une demande ou une offre demeurât, faute de publicité, sans résultat dans un arrondissement, alors qu'elle aurait pu obtenir satisfaction dans un arrondissement voisin.

Cette proposition, bien que logique, ne fut pas adoptée.

Les bureaux municipaux, nous le voyons par l'exemple de celui du XIV^e arrondissement, ne faisaient que végéter. Mais, grâce aux efforts persévérants des municipalités qui n'abandonnèrent pas, faute de succès immédiats, cette réforme destinée à réaliser, pour le compte du prolétariat, de

sérieuses économies, les bureaux sont arrivés, aujourd'hui, à des résultats de nature à encourager les plus sceptiques.

En 1898, un crédit de 35.000 francs a été inscrit au budget de la ville de Paris pour être distribué en subventions aux bureaux de placement gratuit des différents arrondissements.

Voici, d'autre part, le chiffre des placements effectués la même année par ces bureaux.

Désignation	Hommes	Femmes
Demandes d'emplois . .	23.658	46.110
Offres	18.683	46.354
Placements à demeure .	11.472	29.699
Placements en extra . .	5.257	12.248
Total des placements . .	46.729	41.947

Le chiffre des placements opérés, en 1898, tend, on le voit, sensiblement vers celui des offres d'emplois.

Le jour où les patrons auront pris de plus en plus l'habitude de s'adresser aux bureaux municipaux, on peut espérer que satisfaction sera donnée à toutes les demandes et, ainsi, l'unanimité des ouvriers qui auront voulu profiter de la gratuité qui leur est offerte au lieu de s'adresser aux bureaux payants, aura été placée.

Peut-on faire une meilleure constatation de réus-

site ? assurément non. Peut-on, en outre, faire des bureaux gratuits un meilleur éloge que de mettre en regard de la dépense de 35.000 francs, annuellement inscrite au budget, le chiffre des économies que, grâce à cette modeste subvention, l'intervention des municipalités a fait réaliser à la classe des ouvriers parisiens.

Nous allons, d'ailleurs, trouver dans le rapport présenté, en 1899, par M. Achille, conseiller municipal, la meilleure démonstration à la fois des progrès accomplis et des économies réalisées. Nous ne saurions mieux faire que de lui laisser la parole (1).

« Une somme de 35.000 francs, dit M. Achille, a été inscrite au budget de 1899 pour subventions à accorder aux bureaux municipaux de placement gratuit.

« L'importance de cette subvention, si on la compare à celle de 1888 qui n'était que de 500 francs, dit assez les progrès accomplis par une institution qui rend tous les jours aux travailleurs de signalés services.

« Le Conseil municipal de Paris ne peut que s'applaudir de l'appui moral et financier qu'il a prêté aux bureaux municipaux de placement gratuit. Je

(1) Conseil municipal de Paris, 1899. Rapport présenté par M. Achille, conseiller municipal, au nom de la deuxième commission, sur la répartition de la subvention de 35.000 francs entre les bureaux municipaux de placement gratuit.

crois pouvoir affirmer qu'il ne reculera devant aucun sacrifice pour favoriser le développement de cette œuvre essentiellement démocratique qui, depuis 1888, date de la fondation du premier bureau, a arraché un minimum de 250.000 travailleurs au chômage et à l'exploitation des bureaux qu'on appelle, par euphémisme, des bureaux payants, alors qu'ils sont payés très grassement par la clientèle des travailleurs.

« En évaluant à 5 francs le coût d'un placement opéré par les bureaux dits « payants », il résulte du chiffre des placements cité plus haut, que les bureaux municipaux de placement gratuit ont économisé aux travailleurs, depuis leur création, 1.250.000 francs.

« Nous n'avons pas besoin de faire ressortir l'importance de ce chiffre.

« Il résulte des relevés fournis par les divers arrondissements de Paris, pourvus d'une agence municipale de placement, que les résultats obtenus en ces deux dernières années sont les suivants : en 1897, 52.351 placements ; en 1898 58.582 placements ; soit une augmentation de 6.231 placements en 1898.

« Il y a lieu de remarquer qu'à trois exceptions près, portant sur les III^e, X^e et XIV^e arrondissements, qui accusent des différences en moins, d'ailleurs très peu sensibles, cette augmentation est commune à tous les arrondissements de Paris. »

En présence de ces résultats, le rapporteur conclut qu'il y aurait lieu, dans l'intérêt de la réforme, d'unifier l'organisation de ces bureaux qui laisse souvent à désirer, de répartir équitablement sur une base certaine, entre les différents bureaux, la subvention inscrite au budget. Il reconnaît avec le rapporteur du budget de 1898, M. John Labusquière que, « le but idéal n'est pas atteint, qu'il reste au contraire beaucoup à faire et que la nécessité s'impose de rechercher quels procédés sont à employer pour donner à l'œuvre du placement gratuit son caractère réel, préparer son développement complet et réaliser, dans la plus large mesure, ce que se proposèrent ses généreux initiateurs.

Le jour où cette unité d'organisation demandée sera réalisée, les résultats obtenus par les bureaux municipaux de placement ne pourront que s'améliorer. Il faut bien reconnaître que l'on ne peut donner, en si peu de temps à une œuvre aussi considérable toute la cohésion désirable et que la tâche accomplie depuis dix-huit ans par le Conseil municipal de Paris a été fructueuse et le devient de jour en jour davantage.

Il est à souhaiter que l'exemple encourageant donné par la capitale soit imité par les municipalités de province plus qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Des bureaux municipaux ont été créés à Bordeaux, Sainte-Menehould, Vitry-le-François, Eper-

nay et Sézanne (Marne) Jarville (Meurthe-et-Moselle) Lille, Cambrai, Caudry (Nord), Flers, La Ferté-Macé (Orne), Levallois-Perret, Le Havre, Noisy-le-Grand (Seine-et-Oise), Nantiat (Haute-Vienne). Mais jusqu'à ce jour le chiffre des placements effectués par les bureaux de province n'ont pas été très considérables. Il est vrai que les bourses du travail dans les villes où elles existent remplissent le même office ; mais dans les villes où il n'y a pas de bourse du travail il serait désirable que les municipalités créent des bureaux municipaux de placement. Ils seraient appelés, précisément dans les petits centres, à rendre de réels services au prolétariat local en le mettant à l'abri des exploitations déjà signalées et qui, faute de concurrents, y sont forcément toutes puissantes.

Nous avons vu d'ailleurs que tout récemment la chambre, dans sa séance du 29 novembre dernier, vient de donner satisfaction au désir que nous exprimons en adoptant le projet de loi de M. Coutant dont nous avons parlé, et qui, s'il devient définitif, aura certainement pour résultat de faire disparaître complètement le régime établi par le décret du 25 mars 1852, existant encore à l'heure actuelle.

Il est à souhaiter vivement que le Sénat suive la Chambre dans la voie des réformes où elle semble décidée à s'engager

Tout le monde connaît, en effet, l'exploitation

organisée à l'égard des ouvriers sans travail par les bureaux de placement et aussi les reproches d'immoralité, trop souvent justifiés paraît-il, qu'on leur a adressés. On a beaucoup parlé de l'injustice de cette dîme levée sur les travailleurs sans travail qui se voient obligés, dans l'espoir d'une place hypothétique, d'aliéner d'avance une part de leur salaire future. On a signalé, souvent avec éloquence, les abus et le caractère déplorable de cette rançon odieuse : elle est en effet prélevée sur des hommes sans travail et sans ressources qui font preuve de bonne volonté en cherchant à se servir de leurs bras.

Il est inutile d'insister davantage sur tous ces reproches. Ils justifient amplement la réforme demandée à laquelle nous donnons notre pleine et entière approbation.

CHAPITRE III

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES ADJUDICATIONS DE TRAVAUX PUBLICS DES MUNICIPALITÉS

L'article deux du programme de Lyon demande :

« L'introduction dans le cahier des charges pour les travaux de la ville de clauses réduisant à huit heures la journée de travail, garantissant un minimum de salaire déterminé par le Conseil, d'accord avec les corporations, et interdisant le marchandage aboli par un décret-loi de 1848. L'organisation d'un service d'inspection chargé de veiller à l'exécution de ces clauses (1). »

Cet article du programme de Lyon réclamait, pour les municipalités le droit, qui leur était refusé d'imposer aux adjudicataires de leurs travaux publics certaines conditions intéressant le sort des ouvriers employés à ces travaux.

Ces conditions sont relatives au maximum

(1) Voir sur la question des conditions du travail dans les adjudications de travaux publics, M. A. Oubert, Paris, Rousseau, 1900.

d'heures de travail, au minimum de salaire, au repos d'un jour par semaine, à la limitation du nombre d'ouvriers étrangers et à l'abolition du marchandage.

Le Conseil municipal de Paris et quelques municipalités de province avaient tenté de sérieux efforts pour améliorer la situation des ouvriers employés dans les travaux publics. Le gouvernement et le Conseil d'Etat avaient, jusqu'à l'avènement du ministère actuel, combattu ces efforts, en se refusant à autoriser l'intervention des municipalités entre les entrepreneurs et les ouvriers.

Mais l'on sait que M. Millerand, ministre du Commerce, a mis fin à cet état de choses par les trois décrets rendus sur sa proposition le 10 août 1899, qui donnent complète satisfaction aux revendications exprimées.

Ces décrets règlent les conditions du travail dans les marchés passés par l'État, les départements, les communes et les établissements de bienfaisance. Ils ont eu pour but d'obliger le Conseil d'État à reconnaître à l'État, aux départements et aux communes le droit d'imposer aux adjudicataires de leurs travaux certaines conditions favorables aux ouvriers.

Les décrets sont identiques en ce qui concerne le principe des quatre conditions qu'ils permettent d'introduire dans les cahiers des charges des adju-

dications de travaux publics. L'application seule diffère.

En effet, les conditions du travail obligatoire pour l'État, sont seulement facultatives pour les départements, les communes et les établissements de bienfaisance. Seule, la condition de marchandage est uniformément interdite.

Ces décrets donnent donc aux municipalités le droit de dire aux entrepreneurs des travaux qu'elles veulent faire effectuer : « Nous vous acceptons pour adjudicataires de nos travaux, à la condition que vos ouvriers ne travailleront qu'un certain nombre d'heures tous les jours et recevront un salaire quotidien qui ne sera pas inférieur à un taux fixé d'accord entre nous ; à la condition que la concurrence de la main-d'œuvre étrangère ne dépassera pas une certaine proportion, et que vous donnerez, enfin, aux ouvriers un jour de repos par semaine. »

Libre aux entrepreneurs, s'ils trouvent les clauses des cahiers des charges trop onéreuses, d'aller chercher fortune ailleurs.

L'admission des conditions du travail dans les marchés de travaux publics a été combattue au nom de l'orthodoxie par un certain nombre d'économistes. Pour nous, nous estimons que cette réforme s'imposait et qu'elle constitue un essai d'intervention aussi heureux qu'efficace.

Les décrets du 10 août 1899 permettent, en effet, aux municipalités d'assurer à un certain nombre d'ouvriers des conditions de travail et d'existence acceptables. Il nous paraît difficile de nier à la fois la légitimité et l'utilité d'une pareille mesure.

Sa légitimité d'abord, car il nous paraît un peu suranné de condamner a priori toute mesure, si équitable soit-elle, parce qu'elle porte atteinte à l'intangible principe du laissez-faire, laissez-passer. Ce principe n'a pas donné, certes, ce que ses partisans avaient promis; l'expérience a assez duré et il est temps de chercher dans une autre voie le remède à des maux trop réels. Il nous semble donc pleinement désirable de voir naître et vivre toutes les mesures d'intervention, dont on peut, à juste titre, attendre quelque bienfait, surtout lorsqu'elles n'auront pas une allure plus subversive que celle dont nous nous occupons et qu'elles se contenteront de ramener à un niveau moins inégal les plateaux de la balance.

Il n'est pas difficile non plus d'établir l'efficacité des décrets du 10 août 1899.

Il est de toute évidence, en effet, que les droits dont pourront user désormais la ville de Paris et les municipalités de province auront une portée considérable car les travaux très importants qu'elles font exécuter chaque année permettront à un très grand nombre d'ouvriers de bénéficier des nou-

velles mesures. Et il est en outre permis d'espérer que par voie d'imitation et par une évolution à laquelle les travailleurs ne pourront pas rester étrangers, les entrepreneurs privés seront amenés nécessairement à accorder à leurs ouvriers les conditions du travail des chantiers publics.

L'introduction des conditions du travail dans les cahiers des charges permettent sans contredit aux municipalités d'atténuer et même d'éviter aux ouvriers les inconvénients qui résultaient pour eux du système des adjudications. Il est certain, en effet, quoiqu'on en ait dit, que les rabais consentis par les adjudicataires avaient une répercussion inévitable sur les salaires des ouvriers ou le nombre d'heures de travail quotidien. Les conditions du travail, en rapprochant le système des adjudications de travaux publics de celui de la régie a certainement pour effet d'éviter l'exploitation des travailleurs par les adjudicataires. Peut-être les rabais seront-ils moins considérables avec le nouveau régime qu'avec l'ancien, et peut-être alors dira-t-on que les travaux effectués par les municipalités coûteront trop cher aux contribuables ! Nous n'en disconviendrons pas, mais nous demandons alors à notre tour si la mesure n'est pas vraiment digne d'approbation et si ce n'est pas un résultat absolument équitable de voir les municipalités, en donnant un bon exemple, prendre un peu sur le budget com-

mun pour que les moins fortunés aient une tâche moins lourde et une rémunération plus sérieuse.

Il convient d'ajouter en outre que si les municipalités supporteront une part de l'augmentation des dépenses, les entrepreneurs verront d'autre part diminuer leurs bénéfices. Ce sera à eux de voir dans quelles limites il leur sera possible de consentir des rabais et de ne pas dépasser le taux au-dessous duquel ils jugeraient leurs risques trop grands et leurs gains trop restreints. Nous croyons qu'ils seront les meilleurs juges de la question : tant que les municipalités resteront d'ailleurs dans les limites raisonnables, dont personne ne demande qu'elles franchissent les barrières, on trouvera toujours des capitaux prêts à se mettre à leur service.

Les décrets du 10 août 1899 n'ont été applicables que depuis le 1^{er} janvier 1900, et nous n'avons pu nous procurer d'exemples de leur application ayant donné jusqu'à ce jour des résultats concluants. Quoi qu'il en soit, nous sommes profondément convaincus que les municipalités doivent en faire un large et généreux usage. Grâce à l'autorité dont les villes disposent et aux moyens qu'elles possèdent, les conditions du travail peuvent devenir entre leurs mains, une mesure d'interventionisme très efficace et peu dangereuse. Cette intervention des municipalités dans les rapports entre le travail et le capital est encore peu hardie, puisque le ca-

pital reste absolument libre d'accepter ou non les propositions qui lui sont faites. Les municipalités se contentent de jouer ici un rôle de justice sociale dont personne ne saurait les blâmer.

Il nous semble d'une légitimité incontestable de donner un protecteur aux faibles et nous sommes certains que tous les bons esprits donneront leur approbation à la décision du 10 août 1899.

CHAPITRE IV

LES SUBVENTIONS AUX SYNDICATS OUVRIERS ET LES CAISSES MUNICIPALES D'ASSURANCES CONTRE LE CHÔMAGE.

Les subventions accordées par les municipalités aux syndicats ouvriers sont destinées à alimenter les caisses de chômage de ces syndicats. Elles ont à la fois le caractère d'assistance et celui d'intervention. Quand le chômage est indépendant à la fois de la volonté de l'ouvrier et de celle du patron, c'est-à-dire qu'il résulte soit de maladies, soit de la nature même de la profession, ces subventions n'ont que le caractère d'assistance. Quand, au contraire, le chômage est volontaire, c'est-à-dire qu'il résulte soit du renvoi de l'ouvrier par le patron, soit de l'abandon du patron par l'ouvrier, ces subventions ont alors le caractère d'intervention. Elles se trouvent en effet, dans ce dernier cas accordées, à des ouvriers sans travail par suite d'un désaccord survenu entre eux et leur patrons, et les municipalités, interviennent alors dans les rapports entre le travail et le capital.

Le caractère d'intervention des subventions aux syndicats ouvriers l'emporte sur leur caractère d'assistance, surtout dans l'opinion publique trop prompt à s'émouvoir. Aussi ces mesures ont-elles soulevé de vives protestations et les municipalités socialistes ont-elles été les seules à les voter.

Il faut pourtant rétablir l'exactitude en ce qui les concerne. Certains passages d'une demande de subvention adressée à la municipalité de Dijon par le syndicat typographique, au profit de sa caisse de chômage, feront ressortir l'équité de cette mesure que l'on est trop souvent porté à considérer à tort comme un encouragement à la grève et une prime à l'oisiveté.

« Nous savons, dit cette demande, que les classes privilégiées, par des idées préconçues et de parti-pris, considèrent les caisses de chômage comme subversives et leur donnent par ignorance de l'organisation ouvrière le nom de caisses de grèves.

« Pendant longtemps, les typographes comme les charpentiers, les menuisiers, les chapeliers, etc., n'ayant pas eu à souffrir du chômage que le machinisme leur impose aujourd'hui de plus en plus, ne pensèrent qu'à sauvegarder leur salaire et à se secourir en cas de maladie.

« Mais depuis une vingtaine d'années, au développement extraordinaire que la machine a pris dans toutes les corporations une nouvelle cause de chô-

mage s'est ajoutée ; la femme et l'enfant ont été introduits dans les ateliers et remplacent les ouvriers.

« Les typographes, comme les autres, ont donc été obligés de chercher un palliatif pour amoindrir la misère que leur cause cette concurrence nouvelle. De là, sont nées les caisses de chômage.

« Leur utilité est aussi indéniable et leur existence aussi licite que celle des secours mutuels ; l'ouvrier bien portant, le père de famille en bonne santé qui est privé de ses moyens d'existence pour lui seul ou pour lui et les siens, a au moins des besoins aussi urgents que celui que la maladie force à suspendre son travail ».

Douze syndicats dijonnais ayant fondé des caisses de chômage, le Conseil municipal décida de leur accorder des subventions variant suivant leurs besoins et dont le total s'élevait à 5.310 francs.

Cette mesure ne pouvait que sembler bonne si l'on songe que les syndicats s'imposent de leur côté, pour leurs caisses de chômage, des subventions qui sont une garantie de bonne foi ; on peut ajouter que dans la corporation des tailleurs de pierre, par exemple, le secours maximum par chômeur et par année est limité à trente francs et dans la corporation des plâtriers à trente-cinq francs. Ces chiffres sont de nature à répondre aux craintes d'abus.

Pourtant l'administration préfectorale s'émuet du

chiffre de 5.310 francs voté par le Conseil municipal et peu de temps après ce vote retourna au maire la délibération qui y était relative en lui faisant connaître que, comme par le passé, elle se réservait de statuer au fur et à mesure des besoins constatés sur les demandes de secours formées par les syndicats au profit de leurs caisses de chômage et que d'ailleurs les subventions allouées doivent faire l'objet de délibérations spéciales motivées.

Les subventions aux syndicats pour leurs caisses de chômage sont pourtant très légitimes et l'émotion préfectorale étonne.

Le chômage intermittent, forcé, est, on le sait, un phénomène inhérent à de nombreuses professions manuelles. Ainsi les ouvriers du bâtiment, maçons et peintres, sont régulièrement soumis au chômage par l'hiver et les intempéries.

Le chômage involontaire existe aussi dans d'autres industries mais à un moindre degré. Il résulte alors de la fermeture momentanée faute d'ouvrage. Enfin il peut résulter des causes locales : transformation d'industries manuelles en industrie mécanique, ou de causes personnelles à l'ouvrier, maladies, accidents, etc.

Dans ces différents cas, peut-il et doit-il appartenir aux pouvoirs publics d'intervenir ? La réponse affirmative ne fait pas de doute. Quand des ouvriers, n'ayant pu épargner un salaire trop mi-

nime, se trouvent sans travail malgré leur bonne volonté, la communauté à laquelle ils appartiennent a le devoir d'empêcher qu'eux et leurs familles souffrent de la faim et se trouvent sans abri.

Les municipalités peuvent, ainsi que le fit celle de Dijon, subventionner les syndicats professionnels. Elles auraient encore un autre moyen d'aider les ouvriers sans travail, ce serait de s'intéresser à l'organisation des assurances contre le chômage. Nous nous occuperons, ailleurs, de la municipalisation des assurances; néanmoins, nous voulons dire ici quelques mots des assurances contre le chômage et de la part que les communes pourraient prendre à cette institution, parce que cette question se rattache intimement à celle des subventions aux syndicats.

Des caisses municipales d'assurances contre le chômage avaient été organisées en Suisse, en Allemagne et en Italie, à Saint-Gall, à Berne, à Cologne et à Bologne. Mais ces caisses ont végété ou ont été dissoutes parce que leur fonctionnement fut mal interprété par les intéressés. Il est, en effet, très difficile de faire comprendre à la masse des salariés l'intérêt qu'elle peut avoir à s'assurer contre certaines éventualités futures, c'est-à-dire de faire, non pas une épargne pure et simple, mais de payer

des primes qui ne sont remboursables que dans des cas déterminés (1).

Mais si l'on arrivait à faire comprendre à la classe ouvrière l'intérêt qu'elle a à s'assurer contre le chômage, les subventions aux syndicats pourraient disparaître. Les municipalités pourraient créer, en effet, des caisses d'assurances qui les remplaceraient avantageusement et faire payer les primes au plus juste prix. Elles le pourraient parce qu'elles ne chercheraient pas dans cette entreprise, comme les compagnies privées, une source de revenus ; d'autre part, en admettant même qu'elles veuillent réaliser un bénéfice elles le pourraient aisément, car leur clientèle serait certainement nombreuse.

Un projet de loi relatif à cette question avait été déposé à la Chambre des députés, le 28 juin 1895. Il avait pour but d'autoriser les communes à réunir les travailleurs en une assurance mutuelle contre les risques du chômage involontaire. Mais cette proposition de loi n'a pas eu de suite. La question de l'entreprise des assurances par les communes est encore à réaliser, elle est d'ailleurs vivement combattue. Mais nous nous en occuperons par ailleurs.

(1) *Le chômage et les municipalités*, Maurice Heins, *Revue municipale* du 28 avril 1900.

*
* *

Les essais d'intervention municipale n'ont pas été réalisés avec la même facilité que les essais d'assistance, parce que leur caractère socialiste est sensiblement plus marqué. Les individualistes ne veulent pas admettre, par exemple, les conditions du travail qui portent atteinte, selon eux, au libre jeu des forces économiques. Les décrets qui les sanctionnent sont de date toute récente et il a fallu à la fois les longs efforts du Conseil municipal de Paris et l'arrivée au pouvoir d'un député socialiste pour voir cette réforme aboutir. Celle des bureaux de placement est à l'heure actuelle en suspens devant les chambres.

Les essais d'intervention municipale représentent donc à peu près exactement l'état présent du socialisme municipal en France. Les essais d'entreprise en représentent l'avenir. Mais ce sont des adversaires irréductibles qu'il faudra vaincre et une législation arriérée qu'il faudra voir disparaître pour que les municipalités puissent s'engager dans cette voie.

Nous allons maintenant nous occuper de cette partie de notre étude.

QUATRIÈME PARTIE

L'Entreprise municipale.

CHAPITRE I. — La pharmacie municipale de Roubaix.

- II. — Bains et lavoirs municipaux.
 - III. — Municipalisation de l'alimentation.
 - IV. — Municipalisation du logement.
 - V. — Municipalisation de l'éclairage.
 - VI. — Municipalisation des assurances.
-

CHAPITRE PREMIER

LA PHARMACIE MUNICIPALE DE ROUBAIX

Avec les pharmacies municipales, vendant à prix de revient, nous atteignons la partie la plus avancée du socialisme municipal. Nous nous trouvons, en effet, en présence de l'atteinte la plus grave à la règle du laisser-faire laisser-passer : l'entreprise municipale.

Cette question est comprise dans celle des services publics en général et a été souvent appelée municipalisation des services publics. C'est une question des plus vaste. Elle se rattache à la question d'entreprise d'état sur laquelle il ne reste rien à dire et il ne nous appartient pas d'y revenir.

Chacun prend ici parti suivant ses tendances, et la décision prise n'est souvent que le résultat de l'éducation et des préjugés de classes.

Jusqu'à présent on n'a demandé la reprise par les municipalités que des grands services, dits services publics ; mais, si l'on demandait également la municipalisation des entreprises de moindre

importance on tendrait, il faut bien le reconnaître, vers ce qu'on pourrait appeler le « collectivisme communal », puisque tous les instruments du travail qui sont du ressort de la commune deviendraient sa propriété.

Sans aller aussi loin dans cet ordre d'idées on peut penser qu'il y aurait dans cette voie des réformes bonnes à faire. Nous voudrions essayer de le prouver à l'aide de quelques exemples.

Nous avons vu les municipalités aider avec le budget commun les moins fortunés et intervenir dans les rapports entre le travail et le capital ; nous allons les voir maintenant essayer de se substituer aux entrepreneurs privés et diriger elles-mêmes certaines exploitations.

Nous rencontrons ici bien plus de tentatives et de projets que de faits réalisés. Ainsi que nous le verrons, l'autorité gouvernementale s'est opposée d'une façon formelle à l'accomplissement de certaines réformes ; tant que les municipalités françaises seront sous le régime de la législation actuelle, elles ne pourront que difficilement imiter l'exemple, qui leur est donné aujourd'hui par un grand nombre de villes étrangères.

On n'est pas sans avoir entendu parler du débat fameux sur le collectivisme que l'interpellation de M. Jules Guesde sur l'annulation d'une délibération du Conseil municipal de Roubaix provoqua le

20 novembre 1894 à la Chambre des députés (1). Nous n'avons pas à reproduire ici la discussion du collectivisme, nous ne relèverons dans les polémiques soulevées autour de la décision du Conseil municipal de Roubaix et de son annulation que ce qui a trait à notre question, c'est-à-dire à l'entreprise municipale.

C'est à la municipalité de Roubaix, promotrice de bien des réformes, que devait ici encore appartenir une initiative généreuse et hardie.

Le 13 octobre 1892, le Conseil municipal de Roubaix décidait à l'unanimité la création :

1° D'une pharmacie municipale livrant les médicaments à prix de revient.

2° D'un service de consultations judiciaires gratuites.

Le Conseil municipal avait uni dans sa pensée, et en même temps dans la décision qui en était l'expression, les remèdes physiques et l'appui moral nécessaires aux classes pauvres.

Voici les réflexions dont le rapporteur accompagnait la proposition concernant la création d'une pharmacie municipale :

« S'il y a une chose, disait-il, de particulièrement monstrueuse, c'est la liberté laissée à des hommes de spéculer sur la maladie de leurs sem-

(1) *Journal officiel* du 21 novembre 1894.

blables en leur vendant cinquante fois ce qu'ils coûtent les médicaments, c'est-à-dire les moyens de recouvrer la santé. La grande majorité des travailleurs se trouve ainsi dans l'impossibilité de se soigner et de soigner les siens ; comment, dans ces conditions, avoir de l'argent pour le pharmacien alors que bien souvent il n'y en a pas pour le boulanger !

« Le devoir d'une municipalité soucieuse de la vie de ses administrés, c'est de mettre fin à un pareil état de choses ; elle le doit, d'autant plus que cette réforme ne grève pas d'un sou les finances municipales.

« J'appelle, ajoutait le rapporteur, votre attention sur ce point ; il suffit, en effet, d'ajouter les frais d'installation et d'entretien d'une pharmacie municipale (local, personnel, etc.), aux prix d'achat et de fabrication des produits pharmaceutiques, ce qui n'empêchera pas de les livrer à 50 0/0 meilleur marché qu'aujourd'hui. »

A la suite de la lecture de ce rapport, le Conseil municipal de Roubaix votait un crédit provisoire de 25.000 francs. Mais quelques jours plus tard, le maire recevait du préfet du Nord une lettre dans laquelle celui-ci déclarait purement et simplement qu'il ne pouvait approuver la délibération intervenue. Le préfet du Nord n'invoquait pour cela aucun texte de loi. Le Conseil municipal confirma sa

délibération et cette fois-ci, d'accord avec M. le ministre de l'Intérieur, M. le préfet du Nord se retrancha pour appuyer son refus d'approbation derrière la loi municipale du 5 août 1884.

« L'ouverture d'une pharmacie municipale, affectée au public ou de tel autre établissement de vente, disait-il, ne figure pas au nombre des institutions que la loi de 1884 autorise les assemblées communales à créer.

« Le vote du Conseil est donc en opposition absolue avec le principe de la loi de 1884. »

Pourtant, le Conseil municipal de Roubaix, faisant preuve d'une grande ténacité, vota pour la troisième fois la création de la pharmacie municipale vendant à prix de revient.

« Il y avait, dit M. Jules Guesde, dans l'annulation par le préfet, quelque chose de tellement fantaisiste, de tellement arbitraire que le Conseil municipal crut à une erreur.

Que porte, en effet, la loi de 1884 invoquée par le préfet du Nord ? Elle dit ceci : c'est que :

« Sont nulles de droit les délibérations prises par les Conseils municipaux en dehors de leurs attributions. »

Mais où la loi de 1884 spécifie-t-elle que les pharmacies municipales ne rentrent pas dans les attributions des Conseils municipaux ?

Est-ce que les attributions des éiux municipaux

ne comprennent pas la défense des intérêts de leurs administrés et la sauvegarde des deniers publics ? or, comment nier que l'intérêt des administrés de Roubaix soit de trouver au meilleur marché possible, au prix de revient, les moyens de lutter contre la maladie et de recouvrer la santé ? N'est-ce pas là un intérêt majeur pour toute la population sans exception ?

D'un autre côté, au point de vue fiscal, au point de vue budgétaire, est-ce que la commune n'a pas intérêt à diminuer le nombre de ceux qui, par suite de maladies, faute de médicaments, retombent soit à la charge du bureau de bienfaisance soit des hospices ? Le Conseil municipal de Roubaix était donc, à un double point de vue, dans son droit et dans son devoir et, en agissant comme il l'a fait, il a agi en bon administrateur. Et cela était tellement vrai qu'à la suite de la deuxième délibération M. le ministre de l'Intérieur se rendit compte de l'impossibilité d'imposer un veto absolu, un *non volumus* sans phrases, à une institution aussi motivée, aussi sociale que celle qui avait été tentée dans le département du Nord.

J'ai examiné tout à l'heure la première objection tirée de la loi de 1884, j'ai essayé de montrer comment la loi de 1884 n'empêchait pas de passer une institution ou une réforme de ce genre ; je vais prendre maintenant le second argument émané du

Conseil d'Etat : « Les communes n'ont pas le droit de par la loi de fabriquer ou de vendre ».

En fait, dans le cas présent, il n'y a pas réellement commerce, puisque l'idée de commerce implique celle du gain et que la commune ne poursuivait pas un but lucratif.

Mais, même s'il y avait eu commerce, est-ce qu'en réalité les communes ne fabriquent pas pour la vente ? est-ce qu'elles ne vendent pas ?

Dans ce même département du Nord, aux portes de Roubaix, à Tourcoing, n'est-ce pas la commune qui fabrique du gaz et qui le vend ? Cette commune est-elle la seule ? Dans le même département du Nord il y a une autre commune, Maubeuge, qui se trouve dans le même cas.

Voilà donc comment cette prétendue interdiction, résultant de l'impossibilité pour les communes de faire œuvre commerciale, est emportée par les faits eux-mêmes.

Si les services de l'eau, du gaz, sont compatibles avec la législation actuelle, il n'y a pas de raison pour qu'un service pharmaceutique municipal soit plus illégal. Il correspond à un intérêt social au moins aussi considérable. Il ne saurait être entravé par les textes qui ont dû laisser passer d'autres institutions analogues. »

Il est certain que les faits allégués par M. G. Guesde révèlent une certaine incohérence dans la

conduite économique du gouvernement et, n'étaient des motifs politiques spéciaux à la municipalité de Roubaix, on ne pourrait, en effet, comprendre pourquoi Tourcoing et Maubeuge auraient été autorisées à fabriquer leur gaz tandis que Roubaix n'aurait pu obtenir l'autorisation de vendre des médicaments au prix coûtant.

Nous avons vu les arguments des partisans de la pharmacie municipale ; voyons maintenant ceux des adversaires.

Le président du Conseil, dans sa réponse à M. J. Guesde, avait fait valoir comme motif de l'annulation de la délibération du Conseil municipal de Roubaix, d'abord :

La protestation des pharmaciens de la ville de Roubaix. Il est évident que le sort des pharmaciens, auxquels la ville allait faire une concurrence forcée, méritait d'être pris en considération et qu'une compensation leur aurait été due. Toutefois, comme toute réforme ne va jamais sans sacrifier certains intérêts, il nous paraît exorbitant, sous le prétexte de conserver à quelques pharmaciens le monopole de la vente, d'interdire à la municipalité de donner aux habitants de la commune les médicaments à prix de revient. Si l'on voulait s'arrêter à ces considérations, il n'y aurait, cela est évident, qu'à maintenir indéfiniment l'état de choses actuel. Il faudrait tenir compte, en vérité, des intérêts lésés

et indemniser les personnes atteintes par la réforme, mais il faut se garder aussi de qualifier avec trop de hâte de *droits acquis* certaines situations et de les considérer comme intangibles.

Le Président du Conseil faisait, en outre, remarquer que les bureaux de bienfaisance sont là pour les besoins des indigents, et que la municipalité de Roubaix pouvait intervenir non pas sous la forme commerciale, mais par la voie de subsides et de subvention.

Il est bien facile de répondre à cet argument que l'insuffisance des bureaux de bienfaisance, quelle que soit leur bonne volonté, est notoire et que si le Conseil municipal de Roubaix n'avait pas eu recours à ce moyen, c'est qu'il était convaincu à l'avance de son inefficacité.

Le Président du Conseil ajoutait enfin cette observation, qui nous fait toucher du doigt la question, que si l'on acceptait la procédure du Conseil municipal de Roubaix en matière de pharmacie, il faudrait bientôt lui permettre de l'étendre à toutes les branches de l'activité industrielle et commerciale : on arriverait ainsi à créer ce qu'on a appelé *l'industrialisme municipal*, deux mots qui jurent d'être accouplés, disait-il, parce que l'industrie suppose la liberté avec tous ses aléas, tandis qu'une industrie municipale serait une industrie qui se ferait sur

le budget, c'est-à-dire avec la bourse de tous au profit d'une petite catégorie de citoyens.

Le ministre de l'Intérieur, après la délibération du Conseil municipal de Roubaix du 15 décembre 1893, qui maintenait le premier vote, avait chargé un comité du contentieux, institué auprès du ministère, de donner son avis sur la question ; voici ce que répondit ce comité :

« Considérant que si, par application de l'article 61 de la loi du 5 avril 1884, les Conseils municipaux règlent les affaires des communes, cette disposition ne leur confère pas une capacité illimitée ; qu'ils sont tenus de se renfermer dans le cercle de leurs attributions et que, notamment, ils ne sauraient, sans excéder la limite de leurs pouvoirs, engager les communes dans des entreprises commerciales ;

« Considérant que la gestion d'une pharmacie constitue l'exercice d'un commerce. Que si la ville de Roubaix se propose de revendre des médicaments au prix de revient, cette circonstance n'est pas de nature, en présence des termes de l'article 632 du Code du commerce, à modifier la qualification juridique des opérations auxquelles elle se livrerait ; qu'ainsi le caractère commercial de l'entreprise projetée ne saurait être contesté. »

Le Conseil d'Etat fut également consulté et le 3 août 1894 il formula l'avis suivant :

« Considérant que la fabrication, l'achat et la

vente des médicaments constituent des opérations industrielles ou commerciales étrangères aux attributions spéciales des communes.

« Que, d'ailleurs, les lois et règlements sur la pharmacie s'opposent à ce qu'une officine soit gérée par un autre que le propriétaire, lequel doit être muni d'un diplôme de pharmacien.

« Que s'il résulte de l'interprétation du texte que la loi n'est pas applicable aux pharmacies d'hospices, cette exception ne saurait être étendue aux communes.

« De ce qui précède, il résulte que l'établissement d'une pharmacie municipale est à la fois contraire aux prescriptions de la loi du 5 avril 1884 et à celles de la loi du 28 germinal an II sur l'exercice de la pharmacie. »

Le gouvernement, le comité du contentieux et le Conseil d'Etat avaient donc été unanimes, en 1894, pour interdire à une municipalité de faire le moindre pas dans la voie de ce que le Président du Conseil avait alors qualifié d'*industrialisme municipal*.

Les débats qui se sont élevés autour de la question de la pharmacie de Roubaix sont intéressants surtout parce qu'ils nous révèlent assez exactement quel était, il y a peu de temps encore, en ces questions passionnantes, l'état d'esprit du gouvernement, de la majorité de la Chambre et du Conseil

d'Etat. La pharmacie de Roubaix n'était, en effet, qu'un prétexte derrière lequel s'abritaient certaines tendances. Ces débats pourront servir de terme de comparaison au point de vue de l'évolution des idées qui se fait au sein même du Parlement et du Gouvernement.

Depuis 1894, les idées ont marché et probablement aujourd'hui la tentative de la municipalité de Roubaix obtiendrait-elle l'approbation des pouvoirs publics.

Les desseins du Conseil municipal de Roubaix n'avaient rien de subversif et auraient dû être réalisés. Les décrets du 10 août 1899 auraient soulevé, sans doute, des clameurs en 1894, ils ne trouvent aujourd'hui que peu d'adversaires. Il en serait peut-être de même, à l'heure actuelle, si la création d'une pharmacie municipale était de nouveau mise en discussion dans quelque généreuse cité.

CHAPITRE II

BAINS ET LAVOIRS MUNICIPAUX

Ce n'est pas seulement le gaz que les municipalités anglaises exploitent, mais aussi le service des eaux, celui des lavoirs municipaux. Ainsi à Londres, à Manchester, à Liverpool et dans presque toutes les grandes villes anglaises, les bains sont en train de devenir, et les lavoirs publics sont déjà depuis de longues années, à la pleine satisfaction des intéressés, des services municipaux.

Dès 1850, une commission de savants présidée par le chimiste J. B. Dumas s'était prononcée pour la municipalisation des bains et lavoirs publics, et elle s'appuyait surtout sur les bons résultats obtenus en Angleterre par l'application de ce système.

C'est en 1885 seulement qu'une proposition tendant à l'établissement de bains et lavoirs municipaux fut faite au Conseil municipal de Paris. Elle émanait de MM. Vaillant, Joffrin et Chabert et était ainsi conçue :

« 1° Des lavoirs communaux seront établis dans tous les quartiers de Paris et principalement dans les quartiers où la population est en plus grand nombre.

« 2° Ces lavoirs seront pourvus de vastes séchoirs, robinets d'eau chaude, et enfin de tous les aménagements constituant un progrès en cette matière.

« 3° L'accès de ces lavoirs, séchoirs... etc., sera absolument gratuit pour toutes les personnes qui s'y présenteront.

« 4° Ces lavoirs étant surtout créés en faveur de la population ouvrière, des mesures seront prises pour que les patrons blanchisseurs n'accaparent pas toutes les places à leur profit au détriment des femmes d'ouvriers.

« 5° Des salles de bains chauds seront adjointes aux lavoirs, en ayant soin de réserver un plus grand nombre de cabines pour les femmes ou filles d'ouvriers.

« La gratuité existera pour les salles de bains comme pour les lavoirs. »

Pourtant malgré, cette proposition, en 1891 rien n'avait encore été réalisé et cependant les déféctuosités des bains et lavoirs exploités par des particuliers n'avaient fait que s'aggraver. Un journal socialiste, « le Prolétariat » les faisait récemment ressortir, en établissant une comparaison entre les lavoirs publics de Paris et les lavoirs municipaux de Londres.

« Dans le système parisien, disait cet article, le coulage ayant lieu la nuit, la ménagère est obligée d'apporter son linge la veille du jour où elle désire laver. Si encore l'opération se faisait convenablement, mais non, tous les paquets de linge sont amoncelés ensemble dans une immense cuve, qu'il faut de longues heures pour échauffer, et le linge des gens bien portants risque, dans cette promiscuité, d'être contaminé par celui de certains malades, s'il s'en trouve.

« Puis, lorsque la ménagère revient le lendemain occuper une place parcimonieusement mesurée, ce n'est qu'en payant un supplément qu'elle peut faire essorer son linge, qu'en payant encore, qu'on le lui étendra dans le séchoir, à l'air libre. Notez que les deux baquets en bois dont elle a besoin lui reviennent déjà à 5 centimes l'heure, que l'eau chaude et l'eau de lessive lui coûte 5 et 10 centimes le seau de 12 à 14 litres et qu'il est dangereux et malsain de faire sécher son linge dans le logis qu'on habite.

« Ainsi, elle ne rentrera en possession de son linge que le troisième jour seulement et ne pourra le repasser qu'à son domicile.

« A Londres, au contraire, la ménagère donne son linge au coulage en arrivant au lavoir, où ses enfants — si elle en a — peuvent l'attendre dans une salle d'asile ; le linge de chaque personne est

séparément proprement coulé en trente minutes environ.

« Chaque pièce lavée dans des auge en faïence, où l'eau chaude et froide se trouve en abondance, est aussitôt transportée dans un séchoir à air chaud, ont la case correspond avec le numéro de la place au lavoir. Ce système, inappliqué dans les lavoirs parisiens, sèche le linge vite et bien, et pour le repasser fers et calendres sont mis à la disposition de la ménagère dans une salle spéciale. ».

Cette comparaison fait ressortir à la fois les avantages d'économie et de salubrité que les lavoirs municipaux présentent sur les lavoirs particuliers. Elle serait aussi exacte en ce qui concerne les établissements de bains. Pour les uns comme pour les autres il serait désirable de voir les municipalités intervenir.

La réforme, relative aux bains, a été également accomplie depuis 1896 à Paris. Un certain nombre d'établissement de bains municipaux ont été créés. Les bains y sont donnés à 0 fr. 10 ou 0 fr. 20 au lieu de 0 fr. 50 dans les établissements privés.

L'ouverture par la Ville de ces établissements, donnant à des prix beaucoup plus abordables pour toutes les bourses les mêmes avantages de confort et de propreté que les établissements privés, devait leur enlever une notable clientèle ; aussi de

nouvelles propositions de créations ont-elles été faites récemment au Conseil municipal.

Une piscine avait été ouverte au commencement de mai 1896 rue Hébert. La première année de son fonctionnement elle reçut 120. 000 personnes, parmi lesquelles on en comptait 40.000 au moins qui avaient abandonné un établissement particulier situé rue de Château-Landon. La municipalité devait ouvrir une nouvelle piscine avenue Ledru-Rollin, et la Société à laquelle appartenait un établissement situé boulevard de l'Hôpital, ainsi que celui de la rue de Château-Landon, offrit à la municipalité de les lui céder. Ce fait était une preuve indéniable de la prospérité des établissements municipaux.

Voici d'ailleurs quelles étaient, en vue d'une acquisition nouvelle, les prévisions du rapporteur : Au chiffre de 120.000 baigneurs fréquentant la piscine municipale de la rue Hébert il estimait que, par suite de la fermeture de l'établissement privé de la rue de Château-Landon, l'on pourrait y ajouter 60.000 personnes au moins, ce qui ferait un total de 280.000 pour lequel un seul établissement serait insuffisant.

En conséquence, il proposait au Conseil municipal d'examiner la question d'acquisition d'une seconde entreprise particulière pour la transformer en entreprise municipale.

En 1897, trois piscines municipales furent ouvertes au public : rue Rouvet, place Hébert et avenue Ledru Rollin. Pendant la première année de leur fonctionnement ces trois établissements reçurent 161.376 baigneurs, c'est-à-dire une moyenne de 455 baigneurs par jour. Ils avaient entraîné pour la municipalité une dépense de 56.100 francs, diminuée de 15.900 francs de recettes. Les bains y revenaient à 12 centimes l'un, et, comme ils étaient donnés pour 10 centimes, c'est un sacrifice de 41,100 francs qu'avait fait la ville pour permettre à la classe ouvrière de prendre des bains à bon marché.

Les chiffres d'entrées indiqués montrent combien cette institution est appréciée de la population parisienne. C'est surtout à la classe ouvrière qu'elle offre les plus grands avantages, tant au point de vue hygiénique qu'au point de vue moral. En revenant de son atelier, d'où il sort imprégné de poussières souvent malsaines, l'ouvrier peut, pour une somme minime, prendre une douche ou un bain qui le délasse et lui conserve la santé. La propreté corporelle de l'ouvrier, il est inutile de s'étendre sur ce point, est un élément essentiel de santé physique et de santé morale. Elle entraîne la propreté du logis, donc sa salubrité et celle de la famille. L'homme propre tient à ce que les siens le soient aussi, il tient également à la propreté de son intérieur. La famille tout entière en est améliorée.

Pendant les 10 premiers mois de l'année 1898 il y eut 408.143 baigneurs dans les établissements de la ville, et le chiffre des recettes s'étant élevé de 15.000 à 30.000 la dépense pour la ville s'était abaissée de 41.100 francs en 1897 à 29.700 francs en 1898. Le prix des bains était arrivé en moyenne à 0 fr. 07.

En sorte que la Ville, tout en voyant le chiffre de ses dépenses sensiblement diminué, avait vu d'autre part augmenter dans d'énormes proportions le chiffre des personnes auxquelles elle pouvait donner pour 0 fr. 10 des satisfactions d'hygiène et de propreté que ces personnes hésitaient à se donner pour 0 fr. 60 dans les établissements abandonnés à l'industrie privée.

Pendant les dix premiers mois de l'année 1899 il y eut 407.015 entrées. Le chiffre des recettes, par suite de l'augmentation dans les adjudications pour les fournitures de linge, monta à 41.900 fr. Le chiffre des dépenses, en raison d'améliorations matérielles ayant été de 69.000 fr., il restait en définitive à la ville une dépense de 27.100 fr. Le prix moyen du bain était de 0 fr. 06. On voit qu'en augmentant légèrement ses prix de vente la Ville serait arrivée à équilibrer son budget sur ce point et à donner pour les douze mois de l'année environ 450.000 bains à des prix plus que modiques sans qu'il lui en coûtât la moindre somme. En

augmentant encore légèrement ses prix et en mettant les bains à 0 fr. 20 la ville aurait pu, le nombre des entrées diminuant certainement peu, y trouver une source de revenus. C'eut été là un exemple de socialisme municipal à la fois profitant à la classe ouvrière, et créant une source de revenus pour la commune.

Récemment, le Conseil municipal de Paris a décidé la désaffectation d'un marché et voté un crédit de 150.000 francs pour le transformer en piscine. D'autre part, dans le XV^e arrondissement, un crédit a également été voté pour l'achat d'un terrain destiné à l'installation d'un établissement de bains.

On voit que cette entreprise municipale est des plus florissantes et que ses résultats sont des plus encourageants. Il serait désirable de voir ce mouvement se propager à la province où certainement les établissements à la portée des bourses les plus modestes font défaut et où pourtant ils seraient absolument nécessaires, dans les grands centres ouvriers surtout.

A Reims existent des établissements municipaux.

A Lyon, la ville a réalisé également une amélioration en cette matière par voie d'intervention et non pas d'entreprise. Elle a concédé à une société le droit d'établir et d'exploiter huit chalets de bains, en imposant à la Société un prix maximum de 0 fr. 15 par bain.

D'autres municipalités ont subventionné des établissements pour leur permettre de donner des bains à bon marché. C'est ainsi que Tourcoing vota 400.000 et Dunkerque 150.000 de subvention.

A Dijon, en 1896, le Conseil examina un projet de création de bains-douches et de bains scolaires. Après de sérieuses discussions, il prit la détermination suivante : Donner une subvention annuelle à un entrepreneur chargé par elles de construire un établissement qui ferait retour à la municipalité au bout d'un certain nombre d'années. Cette proposition ne fut pas adoptée sans discussion. Le maire, opposé à ce projet, demandait au Conseil de voter de préférence la construction d'un établissement municipal. Dans son rapport, il disait : « Je n'ai pas la prétention de faire entendre qu'un établissement de bains populaires doit être considéré comme une affaire de rapport ; ce doit être une œuvre philanthropique à la charge de sociétés d'hygiène ou de communes. »

Et voici la conclusion à laquelle arrivait le rapporteur de ce projet.

Après avoir développé l'adage *mens sana in corpore sano* et montré l'influence de la propreté sur la santé, il disait. L'avenir de la propreté dépendra du bon marché auquel elle sera donnée. Il est du devoir d'une municipalité et à plus forte raison d'une municipalité socialiste de s'ef-

forcer de propager l'habitude des soins de propreté pour les travailleurs par la création d'un établissement de bains populaires. Au point de vue budgétaire, dit-il, de prime abord la gratuité des bains doit être écartée, par la raison bien simple qu'il faut un sacrifice, si minime soit-il, pour attacher l'ouvrier à cette institution.

« Quant au prix d'une installation, ce n'est pas une grosse dépense, car ce n'est pas en édifiant un palais que l'on arrivera à donner le bien-être, il faut faire bien et grand, mais sans luxe, tout en apportant l'hygiène voulue.

« L'expérience faite sur de nombreuses villes démontre que les bains-douches peuvent se suffire à eux-mêmes, et il n'est pas téméraire de penser que les corps constitués, les administrations d'assistance et d'hygiène, le recrutement des membres fondateurs ou sociétaires ne nous viennent en aide.

« Il pourra nous être objecté que c'est faire concurrence aux établissements de bains privés, nous répondrons non, cela ne pourra que développer les goûts de propreté. Dans les établissements privés, d'ailleurs, le bain le plus simple, sans savon, sans serviette, revient à 0 fr.60. Dans les établissements municipaux, nous arriverons à donner à 0 fr.15 un bain-douche, savon et serviette compris, et l'abaisser au chiffre de 0 fr.10 pour les bains scolaires. Cela revient à dire qu'il ne sera plus permis de s'en priver.

L'installation de ces bains devra permettre à chacun de pouvoir profiter à sa convenance de la quantité d'eau qui lui est attribuée ; on ne peut, dans une organisation aussi vaste, réglementer d'une façon automatique les alternatives de douchages et de savonnage sur plusieurs individus et les rendre solidaires l'un de l'autre.

« Dans le but de vulgariser nos bains et de démontrer l'utilité de l'œuvre poursuivie, on pourrait distribuer des bons à titres d'assistance publique et en offrir aux chambres syndicales, ouvriers de chemins de fer, etc.

« Cette œuvre est une œuvre d'hygiène, d'utilité et de salubrité publiques qui ne peut exister qu'au profit de tous ; la municipalité ne doit pas installer un établissement de ce genre dans un but de lucre, mais dans un but d'utilité publique. Il doit toujours rester présent à la mémoire que la propreté devient partie intégrante de la prophylaxie administrative. Cette question intéresse tout le gros public de notre cité ; au point de vue de la santé il faut créer assez grand ; il ne s'agit pas de guérir, mais de prévenir ; et pour cela la propreté publique doit être assurée, c'est-à-dire qu'elle doit d'abord être rendue possible. »

L'idée de l'entreprise municipale de bains et lavoirs est, on peut s'en rendre compte par les exemples que nous en donnons et surtout par celui

de la ville de Paris, en bonne voie de réalisation.

On ne saurait trop applaudir à cette réforme. La propreté après le logement, la nourriture et le vêtement, est la première chose que l'on doit assurer à l'ouvrier. On ne saurait trop développer en lui ce goût essentiel. Mais il est facile de comprendre que dans des familles qui comprennent souvent quatre, cinq et six personnes, les bains revenant à 0fr.60 par tête, ce qui est le prix des établissements privés, ne peuvent devenir d'un usage normal. Ils constitueraient pour une famille d'ouvriers une dépense trop considérable.

Les entreprises municipales, qui se justifieraient par la seule considération d'hygiène publique, sont donc non seulement utiles mais même nécessaires pour donner aux humbles la satisfaction d'un besoin que les entreprises privées ne leur donnent pas parce qu'elles ne peuvent pas la leur donner à des prix abordables pour leurs bourses.

CHAPITRE III

MUNICIPALISATION DE L'ALIMENTATION

Nous avons vu que, par l'institution des cantines scolaires, certaines municipalités fournissent gratuitement aux enfants qui fréquentent les écoles et appartiennent aux familles les moins aisées du monde ouvrier, un ou deux repas par jour.

Les municipalités, telle est la question que nous voudrions examiner maintenant, ne pourraient-elles pas aller plus loin dans cette voie et étendre aux parents, dans une certaine mesure au moins, les bienfaits qu'elles accordent déjà aux enfants ?

La première étape dans la voie de la municipalisation de l'alimentation serait celle du pain sinon gratuit du moins à bon marché. Le pain constituant en effet la base de l'alimentation des classes pauvres, c'est tout naturellement sur l'abaissement de son prix que les efforts des réformateurs ont porté tout d'abord. Mais l'idée d'une boulangerie municipale ne devait pas être accueillie sans discussion et les propositions faites en ce sens n'ont

jusqu'à présent pas abouti. Pourtant l'idée a fait son chemin et il faut espérer qu'elle aboutira bientôt. Le pain à bon marché est une revendication peu hardie et n'est que légitime. Pourquoi donc repousser l'institution de boulangeries municipales si c'est là le meilleur moyen d'accorder cette satisfaction à la classe ouvrière. Pourquoi vouloir, quand il ne s'agit pas de réforme plus subversive que celle-ci, s'en tenir par fidélité à des principes arriérés, à un *statu quo* condamnable.

Au mois de mai 1900, une boulangerie socialiste, boulangerie coopérative organisée à l'instar des coopératives socialistes belges, a été créée à Paris avec une donation de 100.000 francs faite par le docteur Kasimir, un militant du parti. On ne saurait trop louer les hommes qui traduisent leurs convictions non seulement par des paroles mais encore par des actes, mais comme tout le monde ne peut agir avec la générosité du docteur Kasimir, force est bien de s'adresser, pour résoudre ces problèmes, aux pouvoirs publics qui représentent la communauté (1).

Un article paru récemment nous donne quelques arguments en faveur de l'intervention dans la question du pain soit des municipalités soit de l'Etat.

Nous reproduisons cet article intitulé :

(1) *Le Parti ouvrier*, 2 avril 1898.

LA PACIFICATION MUNICIPALE OU SOCIALE

PROGRÈS DES IDÉES SOCIALISTES

C'est un fait qu'on a constaté bien souvent et qui doit rassurer tous les socialistes : nos adversaires sont amenés à admettre tantôt dans une industrie, tantôt dans une autre, la nécessité de socialiser les moyens de production, reconnaissant ainsi que le système capitaliste et la libre concurrence qui en est l'expression, sont irréconciliables avec les besoins et les progrès de la société.

La question du pain, par suite de la hausse qu'a subie le prix du blé, s'est imposée à l'opinion publique en forçant même les conservateurs à formuler des projets dont les lignes montrent que le collectivisme n'y est pas resté étranger.

Dans une revue allemande, en effet, M. Till, propriétaire de machines à vapeur, et de boulangeries en Styrie, n'hésite pas à proposer la nationalisation de la panification, tandis que M. Weichs-Glon, baron et propriétaire, dans une conférence tenue à Vienne, en Autriche, se prononce nettement pour la municipalisation de la boulangerie. Tous les deux, ces publicistes, ont fait ressortir les inconvénients très graves que présente aujourd'hui la panification exploitée par des particuliers.

D'après M. Till, les frais de panification pour-

raient être réduits d'un tiers, s'il s'agit du pain de froment, et d'un quart pour le pain de seigle, si l'on adoptait la méthode rationnelle pour la fabrication du pain.

Le pain est un aliment qui ne peut être produit que tout près du consommateur ; on ne peut ni l'emmagasiner, ni le transporter au loin, sans qu'il perde de sa valeur ; c'est pourquoi il ne se prête pas au commerce. La panification se trouve ainsi former partout un monopole local, et si les boulangers s'entendent entre eux, le public doit en subir la loi.

C'est ainsi qu'on explique la résistance des boulangers à toute amélioration dans la panification, en se montrant toujours hostiles aux nouveaux procédés techniques ; la concurrence n'ayant qu'une action restreinte, les boulangers peuvent toujours faire retomber sur les consommateurs les frais plus élevés de leur exploitation. Rien d'étonnant, dès lors, si Liebig, le célèbre chimiste allemand, a pu dire que la panification était la seule industrie demeurée en dehors de la civilisation.

Les conditions dans lesquelles la boulangerie se trouve, sont des plus déplorables, non seulement au point de vue de la technique, mais aussi sous le rapport de l'hygiène, car l'air ne s'y renouvelle que rarement, surtout en hiver, pour économiser le combustible ; l'air est ainsi imprégné de vapeur

d'eau et de charbon, de fumée de tabac et de toutes les exhalations qui se dégagent de la fermentation et de la transpiration. Le parquet, d'ailleurs, le plafond, les parois du four ne sont presque jamais nettoyés ; les fours se trouvent bien souvent dans des pièces sombres, humides et quelquefois même sous terre, où les insectes grouillent en tout temps.

Dans ces conditions, le pain ne peut être que cher et mauvais et les ouvriers abrutis. C'est pourquoi on réclame la socialisation de la panification, Till par l'Etat, Weichs-Glon par les municipalités. L'intervention de l'Etat est réclamée surtout pour pouvoir briser la résistance que les boulangers, dans chaque localité, opposeraient à la socialisation de leur industrie.

C'est ainsi que la logique des choses impose même aux conservateurs, l'application des principes socialistes, pour éliminer et supprimer les inconvénients et les dangers que présente la panification exploitée par des particuliers. C'est ainsi que la transformation économique, dans le sens indiqué par les socialistes, est soutenue par les bourgeois intelligents et honnêtes ; c'est pourquoi la marche du socialisme ne pourra désormais plus être arrêtée, sans compromettre et paralyser l'action et le progrès de la Société tout entière.

L.

D'autres propositions ont été faites relativement à l'alimentation sociale.

Benoît Malon a traité la question (1) de services communaux d'approvisionnement.

Après avoir constaté, avec chiffres à l'appui, ce que les intermédiaires commerciaux coûtent au consommateur, il propose, tout en reconnaissant la nécessité de certains intermédiaires et les services rendus par eux, de remédier au mal dans la mesure du possible par l'établissement de magasins généraux.

Benoît Malon fait, avant de conclure à la municipalisation de la boulangerie, un examen historique de la question du pain que nous croyons utile de reproduire.

« Les services communaux d'approvisionnement sous leur forme distributive, minoterie, boulangerie, boucherie, etc... seraient en quelque sorte le prolongement des magasins généraux et leur utilité est bien plus directe. En effet, s'il est bon de couper court aux majorations du commerce anarchique et monopolisé, il est à plus forte raison équitable et nécessaire d'empêcher que la spéculation commerciale ne s'exerce sur les substances alimentaires de première nécessité.

L'Assemblée constituante, en reprenant les Edits

(*Les services communaux*, « Revue socialiste », 1891, t. II.

de Turgot sur la liberté du travail, abolit par cela même la corporation des boulangers et la taxe du pain. Telles furent les conséquences de la loi du 2 mars 1791. Toutefois, l'Assemblée comprit vite qu'une exception devait être faite pour les parties les plus indispensables de l'alimentation, la boucherie et la boulangerie. Cette exception fut prévue dans l'article 20 de la loi des 19-22 juillet 1791 ainsi conçu :

« La taxe des subsistances ne pourra provisoirement avoir lieu dans aucune ville ou commune du royaume que sur le pain et la viande de boucherie, sans qu'il soit permis, en aucun cas, de l'étendre sur le vin, sur le blé, les autres graines ni aucune autre espèce de denrée. »

Ce texte légal qui est encore en vigueur, fut dépassé aux grands jours de la lutte révolutionnaire par la loi du maximum que les circonstances imposèrent. Mais on en revint ensuite à la loi de 1791.

Un arrêté de 1811 taxa formellement le pain et régla le fonctionnement des caisses de la boulangerie qui était le suivant. La caisse payait pour le compte des boulangers et recouvrait sur eux le montant de leurs achats de blé ou de farine. A cet effet, elle ouvrait des crédits et participait à la fixation de la mercuriale. En temps de cherté elle avançait aux boulangers la différence en moins, existant entre le prix de la vente du pain d'après

la taxe et le prix résultant de la mercuriale. Pour se couvrir de ses avances elle percevait des différences en plus, en temps de bon marché des blés, on arrivait ainsi à la fixité du prix du pain. L'Etat ou la commune accordait des subventions aux époques de cherté exceptionnelle. Divers décrets ou arrêtés complétèrent la législation sur ce point et généralement il a suffi à Paris, que nous prendrons pour exemple du bon fonctionnement de la caisse de la boulangerie, pour que le prix du pain ne dépassât jamais 0,80 centimes les quatre livres. — En somme, approvisionnement assuré, régularité des prix, tels furent les effets de la caisse de la boulangerie partout où elle fonctionna.

Le gouvernement de Louis Bonaparte, en 1863, supprima cette fondation tutélaire. Les résultats de cette mesure ne se firent pas longtemps attendre et la fameuse liberté de la boulangerie ouvrit l'ère de la cherté du pain, juste au moment où la baisse constante du prix du blé pouvait faire prévoir une diminution.

Il y eut des abus si criants que même les économistes s'émurent dans l'*Economiste français* du 17 février 1883. M. Armengaud et après lui M. Leroy-Beaulieu constataient que le prix du pain depuis la liberté du commerce de la boulangerie, loin de suivre les règles économiques n'avait fait qu'augmenter. Dans l'*Economiste français* du 24 février

1883, M. Leroy-Beaulieu arrivait au résultat suivant : « Comme une famille d'ouvriers avec enfants consomme de 250 à 500 kilogrammes de pain par an, on voit que le renchérissement opéré dans ces dernières années, du fait seul de la boulangerie représente 30 à 60 francs annuellement par ménage de travailleurs ».

Dans la période de 1823 à 1842, le prix d'un kilogramme de pain restait toujours au-dessous du prix d'un kilogramme de farine, le pain contenant une notable quantité d'eau. L'écart en moins était généralement de 7 à 8 0/0. Dans la période de 1843 à 1862, le prix du kilogramme de pain est encore inférieur à celui du kilogramme de farine, mais dans une proportion en général un peu moindre. Au contraire, depuis 1863, le prix du pain dépasse celui de la farine. Il est aujourd'hui beaucoup plus élevé qu'avant 1863, sous le régime de la taxe officielle. Ainsi dans les huit derniers mois de 1877 et les six premiers de 1878, dit M. Armengaud, le consommateur a payé en moyenne le pain blanc réglementaire 43 centimes le kilogramme, tandis que d'après l'ancienne taxe officielle, il n'eût dû coûter que 38 ou 39 centimes : l'écart est ainsi de 12 à 15 0/0. »

M. Leroy-Beaulieu voit uniquement le remède dans la grande industrialisation de la boulangerie. Remède pire que le mal, car nous irions ainsi au

monopole de la fabrication et de la vente du pain dans les grandes villes.

Nous le chercherons dans la généralisation des minoteries et des meuneries communales, préface indispensable à l'organisation des boulangeries municipales.

Actuellement la loi de 1791 n'ayant pas été abolie et étant fortifiée par l'article 479 du Code pénal, décidant que « seront punis d'une amende de 11 à 15 fr. inclusivement les boulangers et bouchers qui vendront le pain ou la viande au delà du prix fixé par la taxe légalement faite et publiée, plus de 200 municipalités françaises continuent à taxer le pain, mesure bonne en elle-même mais insuffisante. La solution est dans les boulangeries municipales que les élus socialistes ont réclamées à plusieurs reprises ». Voici les propositions qui ont été faites, en ce sens, au Conseil municipal de Paris. D'abord une proposition de :

MM. Vaillant et Chabert : « Pour mettre un frein à une spéculation homicide, pour réduire les souffrances du chômage et de la faim, vu les lois des 19 et 22 juillet 1791, les ordonnances et décrets ultérieurs.

« *Art. 1^{er}.* — La taxe du pain est rétablie. Elle sera fixée en rapport avec la valeur du grain, de sorte que le prix du pain soit le plus bas possible.

« *Art. 2.* — Un service d'inspection sera institué,

ayant pour objet d'assurer la bonne qualité, la valeur nutritive du pain, la fidélité, la régularité du débit, l'exactitude des poids.

« *Art. 3.* — Le Gouvernement, les Chambres sont invités à donner aux communes la faculté de taxer les grains, les farines, la viande.

« *Art. 4.* — En chaque quartier sera établi un bazar municipal d'alimentation où les éléments essentiels à la vie et tout d'abord le pain et la viande, seront vendus à prix de revient.

Art. 5. — Pour abaisser ce prix de revient, annuler une cherté artificielle, faire échec à la spéculation sans nuire au producteur, ces bazars seront alimentés par achat direct de la municipalité aux lieux d'origine et de production des denrées, grains, farines, etc. »

Vient ensuite une autre proposition faite par MM. Paulard, Brousse, Chabert, Joffrin, Vaillant, Dumay, Faillet, Levy, Reties, Simon Scens.

« Considérant le devoir pour les municipalités de prendre toutes les dispositions ayant pour but de procurer à leurs habitants des subsistances de première qualité et au meilleur marché ; considérant que ces résultats peuvent être sûrement obtenus par l'organisation, à titre municipal, de minoteries, boulangeries, de boucheries et de comptoirs alimentaires dont les produits seraient livrés à prix de revient, enfin que l'organisation d'un ser-

vice municipal d'alimentation exigera un temps assez long et que, par suite des lois de protection capitaliste, notamment celle du 3 mars 1887 qui, en facilitant la spéculation sur une denrée de première nécessité comme le blé, a amené un renchérissement du prix du pain contre lequel il convient de prendre des mesures préventives immédiates ; et vu l'article 30 de la loi des 19 et 22 juillet 1791 sur la taxe municipale des subsistances.

Art. 1^{er} — Un service municipal d'alimentation sera organisé pour la ville de Paris ; il sera d'abord créé dans chacun des vingtarrondissements une minoterie-boulangerie ; une boucherie et un comptoir alimentaire.

« *Art. 2. —* Les salaires des ouvriers attachés à ce service seront fixés chaque année, d'après le prix des denrées et des subsistances, et la journée de travail n'excédera pas huit heures.

Art. 3. — Comme mesure transitoire destinée à sauvegarder les intérêts des consommateurs, M. le Préfet de la Seine est invité, en vertu des pouvoirs que lui confère la loi, à régler administrativement le prix du pain et de la viande à livrer par les établissements privés ».

Cette dernière proposition fut rejetée le 12 décembre 1888, mais seulement à la majorité de 35 voix contre 34. La question n'en fut pas moins écartée. Elle n'a pas été reprise.

Dans les faits, en France, on n'a guère à signaler indépendamment des taxations d'office, que l'énergique résolution des municipalités de Saint-Ouen et de Dijon.

Les boulangers ayant refusé de se soumettre à la taxe, l'arrêté suivant fut rendu par le maire de Saint-Ouen.

« Le maire de Saint-Ouen,

« Attendu que tous les boulangers de cette commune ont fermé leurs établissements ce matin et que la population est sans pain :

« Considérant qu'il importe de prendre d'urgence les mesures indispensables pour assurer le plus vite possible la fourniture du pain nécessaire aux habitants.

« Vu l'art. 97, § 6, de la loi du 5 avril 1898 ;

« Arrête :

« *Art. 1.* — Seront réquisitionnés, pour être mis immédiatement à la disposition des ouvriers boulangers désignés par la municipalité, les farines, matériel, accessoires et fours appartenant aux boulangers ci-après : Giraud, Rochet, Huchon, Noaillon, Thézard...etc.

« *Art. 2.* — MM. le commissaire de police et le commandant de gendarmerie de Saint-Ouen son

requis de prêter main-forte pour assurer l'exécution du présent arrêté.

« Saint-Ouen, le 16 septembre 1888.

« Le maire D^r BARRET. »

Ces mesures contraignirent les boulangers à capituler.

Le Conseil vota alors la création d'une boulangerie municipale ainsi motivée.

« Considérant que la création d'une boulangerie municipale répond aux besoins de la population ;

« Qu'en présence des événements récents et dont il importe d'éviter le retour, cette création s'impose plus impérieusement que jamais ;

« Qu'on ne saurait d'ailleurs tarder davantage à donner satisfaction aux vœux exprimés dans les dernières réunions publiques.

« La commission d'administration et des finances entendues.

« Le conseil déclare :

« Une boulangerie municipale sera établie à Saint-Ouen (les détails d'exécution seront ultérieurement réglés et arrêtés).

« Et décide l'ouverture d'un crédit de 20.000 fr. à prélever sur les 39.000 fr. inscrits au budget supplémentaire de 1888, pour travaux imprévus ».

A Dijon, la taxe officielle du pain était rétablie en juin 1896, mais l'année suivante, au mois de

septembre 1897, le Conseil municipal émettait un vœu hostile à la taxe officielle comme moyen de réaction contre le prix trop élevé du pain.

Ce vœu concluait à l'établissement d'un service municipal du pain, il était ainsi conçu :

« Ce que nous voulons c'est le règne de la solidarité, tous pour un, et un pour tous.

« Partant de ce principe, nous nous sommes déclaré contre la taxe officielle du pain parce qu'elle est anti-socialiste, anti-libertaire.

« Comment, nous réclamons depuis des siècles les libertés communales, administrations, finances et tous les services communaux, notamment celui de l'alimentation et nous voulons porter atteinte par une loi à la liberté des boulangers, travailleurs comme nous, qui vivent de leur labeur.

« La solution du pain n'est pas là.

« Les boulangers aussi, comme tous les travailleurs sont exploités par les spéculateurs capitalistes (marchands de grains et farines).

« Si nous avons proposé la création d'une boulangerie communale qui ne serait qu'une coopérative de tous les citoyens, c'est uniquement comme modérateur du prix du pain, chacun restant libre d'aller s'approvisionner soit au dépôt municipal ou chez son boulanger de quartier, ceci au cas de refus de notre subvention à la boulangerie locale.

« Notre desideratum, à nous socialistes, c'est

l'exploitation par la commune. Echange direct avec les cultivateurs de blé, installation des minoteries, boulangeries municipales et distribution du pain à prix de revient, et tout cela en attendant l'inscription au budget communal du service du pain gratuit, comme nous avvons le service de l'eau gratuite à la borne fontaine ».

D'autres mesures encore ont été proposées pour assurer aux classes pauvres une alimentation moins onéreuse.

C'est ainsi que nous trouvons une proposition de loi de M. Paul Lafargue, renvoyée à la Commission parlementaire du crédit agricole et tendant à la création par les communes de caisses municipales d'approvisionnement.

Cette proposition était ainsi conçue :

Art. 1^{er}. — Les Conseils municipaux, sur la simple déclaration adressée au Ministre de l'Intérieur, sont autorisés à constituer une caisse dite d'approvisionnement, pour acheter directement aux cultivateurs les blés nécessaires, en partie ou en totalité, à l'alimentation des communes qu'ils administrent.

La caisse d'approvisionnement sera créée par voie d'emprunt ou par des ressources communales ; elle pourra recevoir des dépôts, mais il lui est interdit de se livrer à des opérations de banque.

Le ministre des Finances a droit de contrôle sur les fonds de cette caisse.

Art. 2. — Les blés transformés en farine seront cédés aux boulangers à prix de revient accru d'un bénéfice de 5 0/0 dont une moitié sera consacrée à la formation d'une caisse de réserve et l'autre à l'alimentation de la caisse communale des écoles et de la vieillesse.

Art. 3. — Les citoyens sont invités à acquitter en nature dans les greniers de la commune les contributions publiques en totalité ou en partie.

Art. 4. — La caisse d'approvisionnements est autorisée à faire des avances aux cultivateurs pour achats de semences, d'engrais, d'instruments aratoires et de bestiaux à élever ou à engraisser dans la proportion de 50 0/0 de la valeur approximative de leurs récoltes ou des bestiaux achetés, qui serviront de gages.

Les avances ne seront faites qu'après avis préalable du Conseil municipal de la commune où réside l'emprunteur et sous la garantie dudit Conseil.

Art. 5. — Le cultivateur souscrira un billet au verso duquel seront indiqués les gages donnés en garantie.

Il existera à la mairie de chaque commune un registre sur lequel il sera fait mention du billet et du gage que le cultivateur ne pourra vendre que

pour en affecter le montant au paiement de son billet.

L'intérêt sera de 4 0/0 sans commission.

Art. 6. — Le cultivateur pourra acquitter en nature, dans les greniers de la commune, sa dette, en totalité ou en partie.

De cet ensemble de réformes proposés — établissements de magasins généraux par les communes — créations de minoteries, de boulangeries municipales — création par les communes de caisses municipales d'approvisionnement — quelle solution pratique pourrait donc sortir ?

Il faudrait en commençant, nous semble-t-il, ne pas tenter dans cet ordre d'idées de réformes trop complexes.

Imitant l'exemple de ce que la municipalité de Roubaix avait voulu faire pour la pharmacie, ne pourrait-on créer des boulangeries municipales vendant à prix de revient ? Cette solution qui consisterait à donner à tous le pain aux prix coûtant serait excellente. Le pain est un aliment de première nécessité qui ne doit manquer à personne ; en outre, comme il constitue à lui seul une partie importante de la nourriture des ouvriers et tient une grosse place dans leurs budgets, il devrait leur être donné au meilleur compte possible. Les boulangeries municipales répondraient à ces divers desiderata et, pour cette raison, nous paraissent une institution non seulement désirable mais même nécessaire.

En attendant de pouvoir faire et vendre elles-mêmes leur pain, les municipalités pourraient subventionner les boulangers de la commune, à la condition pour eux de vendre le pain au prix de revient. Mais cette solution aurait pour inconvénient de coûter plus cher au budget communal et laisserait une voie toujours ouverte aux difficultés et aux contestations.

Cette réforme qui ferait réaliser aux ménages ouvriers des économies très appréciables pour leurs modestes budgets ne serait pas très onéreuse, d'autre part, pour les communes qui verraient certainement s'alléger leurs dépenses d'assistance — et pourraient ainsi supporter sans difficulté les charges diverses qui leur incombent.

La réforme accomplie pour la boulangerie devrait être complétée par celle de la boucherie et, d'une façon générale, par une réforme portant sur la production de tous les éléments essentiels de l'alimentation. Des magasins généraux pourraient être créés, ils fourniraient les légumes tandis que les boulangeries et les boucheries fourniraient le pain et la viande.

La nourriture, qui constitue avec le logement, l'éclairage et le vêtement l'une des conditions primordiales de l'existence physique serait ainsi assurée, grâce au budget commun, à ceux qui n'ont pas tous les jours de quoi satisfaire leur faim.

CHAPITRE IV

MUNICIPALISATION DU LOGEMENT

Lors du dernier Congrès international des habitations à bon marché tenu à l'Exposition universelle au palais des Congrès, le président, M. Jules Siegfried, s'exprimait ainsi :

« Il suffit de réfléchir un instant pour comprendre l'influence de l'habitation sur notre santé, nos habitudes physiques et morales, notre tempérament tout entier.

« Comment pourrait-il en être autrement ? Comment les lieux dans lesquels nous passons notre vie ne joueraient-ils pas un grand rôle dans la formation de notre caractère ?... Un peuple vaut ce que vaut sa demeure.

« On rougit d'avoir à constater, à la fin de ce siècle de lumière et de l'universel progrès, qu'une grande partie de la population de nos villes et de nos campagnes ignore encore le confort le plus essentiel et le plus élémentaire. Quelle peut-être la vie de ces pauvres êtres, nés dans de répugnants

taudis, condamnés à traîner une existence misérable, au milieu de la plus triste malpropreté ? au nom de la solidarité humaine, nous avons le devoir de nous émouvoir d'une telle situation...

« La science nous a appris qu'il est nécessaire d'accorder la plus grande attention à l'orientation du logement, à son aménagement, à son aération. Faire pénétrer partout le soleil, l'air et l'eau, ces grands agents de purification, faire régner la propreté la plus parfaite, telles sont les règles essentielles de l'hygiène...

Si, quittant ce point de vue déjà si important de l'hygiène matérielle, nous abordons celui de l'hygiène morale, quel intérêt nouveau prend la question ! Se représente-t-on la misère intellectuelle des malheureux à qui sont refusées les joies les plus humbles et les plus normales de l'existence ? L'homme n'a pas seulement besoin d'un abri confortable pour son corps, il a besoin d'un foyer qui puisse devenir le sanctuaire de sa vie intime, l'asile discret de ses affections.

« Que peut être la moralité dans une famille où tout le monde vit pêle-mêle, dans un taudis infect, sans soleil et sans air ? Peut-on blâmer le père de quitter son intérieur pour le cabaret, la mère de négliger les soins de propreté les plus vulgaires, les enfants de courir les rues ? Et tous les autres dangers d'une telle promiscuité, ose-t-on les sonder

sans frémir ? Comment toutes les tares morales, toutes les maladies de l'âme ne se développeraient-elles pas dans ce milieu de misères et d'horreur ? »

M. Jules Siegfried, avec l'autorité qui s'attache à son nom, a dans ces quelques lignes résumé éloquemment toutes les questions qui s'attachent au problème de l'habitation chez les classes pauvres.

Il repousse en cette matière l'intervention des pouvoirs publics auxquels il est inutile, selon lui, de faire appel. Tout le monde sait les bienfaits accomplis par l'œuvre des habitations à bon marché ; mais il est permis de se demander toutefois quelle part pourrait revenir ici, selon les uns à l'Etat, selon d'autres aux communes, et nous allons examiner quelques-unes des solutions qui ont été proposées en ce sens.

M. Georges Picot (1) a également traité cette question et en a également signalé tous les dangers, mais il ne veut pas non plus chercher les remèdes dans l'intervention contre laquelle il s'élève (2) et veut les trouver dans l'association.

Quelques chiffres mieux que tous les raisonnements vont nous montrer l'énormité de la tâche à laquelle certainement l'œuvre des Habitations à bon marché et l'association ne peuvent suffire.

(1) Un devoir social et les logements d'ouvriers.

(2) Chapitre : *Dangers et séductions du socialisme d'Etat.*

D'après M. G. Picot, les chambres uniques valent 80 francs par an. Dans la proximité des fabriques elles s'élèvent jusqu'à 180 francs, quelquefois même jusqu'à 200 et 220 francs ; avec un petit cabinet elles montent à 260 et 300 francs. La division des sexes n'a lieu en aucun de ces logements. Il faut arriver à 3 chambres pour que la séparation soit possible. Or, les 3 chambres sont un luxe fort rare dans la classe ouvrière, car elles valent partout plus de 300 francs. Pour mettre un prix aussi élevé à un loyer, il faut que l'ouvrier gagne 7 à 8 francs par jour.

A Paris (1) sur 47.627 locaux habités par des pauvres gens, 27.385 ne comportent qu'une pièce ; 3.735 n'ont ni poêle, ni cheminée, 6.824 ne sont éclairés que par une tabatière ; 3.912 n'ont ni fenêtre, ni tabatière et reçoivent le jour des escaliers ou du palier.

Dans les départements, la situation n'est pas moins lamentable. En janvier 1882, M. Martin Nadaud constatait l'existence de 219.270 maisons sans fenêtres où le jour et l'air, par conséquent, ne pénétraient que par la porte ou par un trou pratiqué à cet effet. Comme le rapport attribue une moyenne de 6 habitants à chacun de ces logements, on

(1) BENOÎT MALOU. — *Services communaux*, « Revue socialiste », 1891, août-septembre. *Des abus du propriétaire urbain*.

arrive au total de 1.300.000 personnes vivant dans ces taudis aussi funestes à la vie morale qu'à la vie physique.

En face de la situation du locataire combien, au contraire, est privilégiée celle du propriétaire. Armés de droits puissants, les propriétaires en abusent, d'abord et surtout pour élever le taux des loyers.

La moyenne du loyer était, en 1817, de 90 francs par tête ; en 1872 de 150 francs ; en 1876 de 170 francs ; en 1881 de 200 francs.

L'augmentation est donc continuelle et ne correspond pas à une amélioration du logement mais seulement à une majoration des bénéfices des propriétaires. Le prix des petits logements est proportionnellement plus élevé que celui des grands, d'où écrasement plus complet des petits locataires. En effet, alors que le taux du loyer des capitaux diminue, seul le taux du loyer des maisons augmente sans cesse, constituant aux propriétaires urbains un inique monopole et pour le peuple des locataires une véritable spoliation. De 1879 à 1883, la valeur locative des appartements parisiens s'est accrue de 55 millions et de 1883 à 1884 il y a encore eu une augmentation de 4 0/0. Cette majoration porte surtout sur les petits loyers. Les propriétaires ne construisent que des maisons à grands appartements, personne ne veut bâtir pour les ouvriers, locataires de courte durée, débiteurs souvent insolubles que

l'on est exposé ou bien à loger gratuitement ou à chasser impitoyablement, alternative peu séduisante.

La conclusion de ce lamentable exposé c'est qu'il appartient aux pouvoirs publics, aux municipalités, qui seuls en ont les moyens, de supprimer ces maux et de pourvoir au logement des pauvres.

Un professeur de l'Université de Berlin s'est prononcé pour un projet de rachat de la propriété urbaine par l'Etat. C'est une idée analogue à celle de M. de Lavaleye pour le rachat de la propriété rurale. La propriété urbaine est une cause beaucoup plus intense d'inégalité sociale que la propriété rurale.

L'Etat ou les villes devraient construire des maisons pour les louer aux artisans, aux ouvriers.

En 1883, pendant que M. Clovis Hugues, Roques de Filhol et plusieurs de leurs collègues de l'extrême gauche déposaient un projet de réduction des loyers par voie parlementaire, plusieurs propositions tendant à la communalisation du service des logements d'ouvriers étaient présentées au Conseil municipal de Paris.

M. Manier proposa l'expropriation, au profit de la Ville de Paris, du sol compris dans l'enceinte fortifiée, en indemnisant les propriétaires au moyen d'obligations communales hypothécaires amortissables.

Peu après, M. Fiaux, également conseiller municipal, demandait la construction, par la ville de Paris, de maisons sur les terrains de la zone militaire, y compris les fortifications intra muros au moyen de ressources provenant : 1° d'un emprunt de 300 millions ; 2° d'un impôt de 2 francs par tête sur toute personne qui vient à Paris d'une distance de plus de vingt-cinq kilomètres.

Enfin M. Amouroux, conseiller municipal socialiste, réclama la construction, par la Ville de Paris, de maisons ouvrières sur les terrains communaux au moyen de ressources financières provenant d'un emprunt. Faculté donnée aux locataires de ces immeubles d'en devenir propriétaires par l'amortissement du capital engagé, au moyen de paiement du loyer.

Aucune de ces trois propositions ne fut prise en considération par le Conseil municipal de Paris. Leur réalisation aurait été un pas considérable dans la voie dont l'aboutissement est la transformation du service des logements en service communal.

Les villes fourniraient des logements à très bon compte aux ouvriers, en se contentant d'un revenu réduit de 3 à 4 0/0. Il n'y aurait là rien d'immoral ni de démoralisant pour ceux qui profiteraient de cet acte de bonne administration. L'administration communale devrait d'abord exercer une surveillance continuelle sur les habitations. Il existe encore dans

les villes des quartiers habités par des pauvres et dont les masures sont infectes et malsaines. La première chose à faire dans ce cas, c'est de procéder à la démolition de ces maisons. Mais une fois ce travail accompli, la ville ou les communes, au lieu de vendre leurs terrains à des particuliers, devraient faire bâtir elles-mêmes des logements simples mais construits dans toutes les règles de l'hygiène. La commune resterait propriétaire de ces maisons et les louerait à des particuliers à prix de revient.

Si ce système était suivi un peu partout, au bout de quelques dizaines d'années les communes seraient propriétaires d'une bonne partie des habitations et, par suite de la concurrence, feraient diminuer le prix des loyers des autres maisons appartenant à des particuliers, en attendant qu'elle les rachètent.

Ceci n'a rien d'utopique puisque la ville de Bruxelles par exemple, et celle de Londres, sont déjà propriétaires de maisons qu'elles louent à leurs habitants.

« Voilà le but conclut Benoît Malou, mais en attendant, ajoute-t-il, le devoir des municipalités, au moins dans les grandes villes, est d'imposer de rigoureux cahiers des charges aux propriétaires, tout en s'efforçant de faire entrer graduellement le service des logements dans la catégorie des services communaux. »

Un système radical de liquidation foncière, devant aboutir à la municipalisation du logement, a été récemment proposé par M. Dazet (1).

Selon M. Dazet, la propriété individuelle, sinon en France, du moins à Paris, a fait son temps. La propriété de tous les immeubles parisiens doit passer des particuliers à la commune ; cette transmission peut et doit s'accomplir sans difficulté par la simple application des lois actuelles.

Selon lui, le rachat de la propriété parisienne est une opération relativement aisée, pour si vaste qu'elle paraisse. Il ajoute que pour y procéder équitablement, en tenant le compte le plus scrupuleux des droits que l'état social actuel a pu créer au profit des propriétaires, il suffirait de faire subir à nos lois quelques modifications que la justice commande et qui ont des racines profondes dans les traditions de l'ancienne France.

Ainsi la Ville de Paris deviendrait propriétaire de tous les immeubles compris dans l'enceinte de ses murailles. Sans doute elle en devrait le prix, représenté par des obligations gagées sur l'ensemble de la propriété parisienne, et garanties en outre par toutes les ressources du budget communal, mais tous les ans par le jeu d'une combinaison

(1) M. DAZET. — *Revue socialiste*, décembre 1892. *La liquidation foncière*.

financière, la ville amortirait sa dette. — Avec les revenus même des immeubles, elle amortirait son prix d'acquisition ; et le jour viendrait, plus ou moins proche, où la ville aurait intégralement payé sa dette et où Paris s'appartiendrait à lui-même. Cependant, et le lendemain même du rachat, la ville aurait organisé le service communal du logement.

M. Dazet voudrait qu'on exproprie pour cause d'utilité publique une partie des immeubles de Paris. Le 7 octobre 1880, le Conseil municipal de Paris, fait-il remarquer, avait été saisi, par M. Manier, d'un projet tendant à l'expropriation de tous les immeubles situés dans l'enceinte de la ville et le projet qui, d'abord, ne fut même pas l'objet d'un rapport, a été adopté depuis. L'idée a donc fait son chemin. Il faudrait que ce projet soit déclaré d'utilité publique, conformément à la loi du 3 mai 1841. La loi de 1841, conçue dans les termes les plus généraux, permet l'expropriation non seulement d'un immeuble mais d'un quartier, par suite d'une ville entière. Il suffit, pour qu'on puisse l'appliquer, que l'utilité publique soit légalement constatée.

Or, il existe des raisons de principe qui rendent l'expropriation de Paris, non seulement utile, mais même nécessaire.

Qu'est-ce qui fait la valeur d'un immeuble parisien ? dit M. Dazet. La valeur d'un immeuble pari-

sien, calculée d'après les revenus qu'il donne, dépend pour la plus forte part du quartier où il est situé, du voisinage d'un établissement industriel ou artistique, de la facilité des communications, des travaux d'utilité publique exécutés par la ville ou par l'Etat. En un mot, cette valeur n'a pas été créée par le propriétaire qui, cependant, en profite seul. Elle est l'œuvre de tous, de la collectivité tout entière qui, loin d'en profiter, en souffre. Or, ce fait se perpétue et s'aggrave tous les jours. Fatalement, par le jeu naturel de l'activité sociale, par l'accroissement de la population, par les progrès de l'industrie, par la multiplication des échanges et des relations entre les hommes, par le développement des travaux publics et les embellissements de la cité, les immeubles parisiens, pour ne parler que de ceux-là, sont destinés à recevoir une plus-value toujours croissante. Cette plus-value c'est la société qui la crée, c'est le propriétaire qui se l'attribue tout entière.

Tandis que l'intérêt des capitaux baisse partout, le revenu des maisons augmente sans cesse. Un père de famille qui, il y a vingt ans, a acheté de la rente 5 0/0, a vu son revenu réduit à 3 et 2 1/2 et doit s'attendre, dans un prochain avenir, à une plus forte réduction. Le propriétaire qui, il y a vingt ans, a acheté un immeuble à Paris, a constamment augmenté ses loyers et les augmentera encore.

Ainsi l'activité de la collectivité a pour résultat le plus clair de grossir les revenus des propriétaires et le dicton parisien « on ne travaille que pour les loyers » qui traduit ce mal, est d'une justesse profonde.

Ce privilège de la propriété est indéniable, il appelle une réforme. Le remède a été proposé dans des réformes fiscales, mais ces réformes ne seraient qu'un remède passager et imparfait selon M. Dazet, et voici ce qu'il propose.

Il faudrait :

1° *Exproprier* les détenteurs individuels au profit de la collectivité ; ainsi, les racines mêmes du mal seront extirpées. En effet, la plus-value profitera non plus à une classe de privilégiés mais à la collectivité elle-même.

2° *Liquider* la propriété financière, c'est-à-dire en fixer la valeur à une date déterminée, en distinguant, dans la mesure où le permettront les circonstances, la portion de cette valeur qui appartient légitimement aux détenteurs actuels, celle au contraire dont ils ne peuvent prétendre profiter. Ainsi on arrivera à déterminer la valeur en liquidation de la propriété foncière.

3° *Payer* aux propriétaires dépossédés la valeur de leurs immeubles, telle qu'elle aura été fixée au jour de la liquidation, conformément aux règles de la justice sociale.

M. Maurice Charnay (1) propose une mesure plus radicale encore que M. Dazet. Il a conçu un plan dont l'aboutissant est le logement gratuit.

Après avoir parlé des entreprises dues aux sociétés philanthropiques, il arrive à cette constatation que, si leur œuvre est excellente en elle-même, elle est insuffisante, et que l'Etat ou les communes seules peuvent résoudre la question du logement. On conçoit que les moyens d'action qui font défaut aux sociétés anonymes de bienfaisance ou de spéculation, puissent se trouver dans la commune. Il n'y a aucune comparaison à établir, par exemple, entre la société française des habitations à bon marché et la commune de Paris. Il faut donc s'adresser à la commune. Mais on a peur de son intervention. On l'admet pour la police, l'instruction, les transports, la voirie, pour une foule d'autres choses encore ; on la repousse pour le logement.

Lorsqu'en 1884, après une enquête sur la situation des ouvriers de Paris, on proposa de construire des immeubles communaux, les libéraux crièrent bien haut qu'on n'avait pas le droit de faire servir l'argent des contribuables à l'intérêt particulier, oubliant que les trois quarts des dépenses pu-

(1) M. CHARNAY. — *Revue socialiste*, février 1893. *Le logement gratuit*.

bliques profitent à une minorité, sans aucun bénéfice pour la masse qui paye les impôts. Il fallait une centaine de millions pour lesquels on aurait fait travailler pendant plusieurs années les ouvriers du bâtiment et assuré le logement gratuit de 100.000 habitants.

« Mais s'il était possible, dit M. Charnay, sans toucher à l'argent des contribuables, de faire bâtir un assez grand nombre de maisons pour qu'au bout d'une période relativement courte on pût loger gratuitement ceux qui n'ont pas de quoi payer leur loyer et qui risquent d'aller, pour cause de misère, soit en prison, soit dans la rue ; si, de plus, par suite d'une combinaison quelconque, le prix de location était, dès le principe, sensiblement inférieur à celui des logements dits à bon marché, peut-être consentirait-on à nous suivre dans cette voie ?

« Le logement gratuit n'est pas une chimère. On pourrait réaliser cette grande réforme sociale, sans puiser au budget, en ne demandant à la commune que son crédit, et à la condition de faire participer plusieurs générations de locataires à l'amortissement du capital de premier établissement.

« Le problème est celui-ci :

« Des maisons étant construites sur le modèle des maisons économiques actuelles, amortir le capital

de premier établissement en trois périodes de vingt-cinq, vingt et quinze ans, au moyen des produits des loyers, de telle sorte que les locataires de la première période ne payent que les deux tiers du loyer normal, les locataires de la deuxième période la moitié, les locataires de la troisième un tiers, et qu'au bout de soixante ans le prix de location soit réduit à la somme représentative des dépenses d'administration et d'entretien.

« Les maisons seraient distribuées en logements de deux et trois pièces, avec cuisine et dépendance, d'un prix moyen de 300 francs, somme légèrement supérieure au loyer moyen des logements de la société philanthropique, mais bien inférieure aux prix payés ailleurs dans tout Paris.

« Dans la première période, les locataires paieraient le prix intégral de 300 francs et recevraient un bon de 100 francs productif d'intérêts et remboursable au cours de la deuxième période, ce qui réduirait effectivement leur loyer à 200 francs, soit les deux tiers du loyer normal.

« Dans la deuxième période, le prix de location serait abaissé à 200 francs, et les locataires recevraient un bon de 50 francs également productif d'intérêts et remboursable au cours de la troisième période ; le loyer net serait, par conséquent, de 150 francs, soit la moitié du loyer normal.

« Dans la troisième période, le prix de location ne

serait plus que de 100 francs sans compensation, soit le tiers du loyer normal.

« Enfin, au-delà de la troisième période, la dette étant complètement éteinte, le prix de location serait définitivement fixé à 50 francs, somme plus que suffisante pour couvrir les dépenses de réparation, d'entretien ou autres.

« Ce serait bien le logement gratuit.

« Quant à la commune, elle se libérerait pendant la première période à l'égard du premier prêteur et contracterait une nouvelle dette de moindre valeur à l'égard des locataires des immeubles communaux ; pendant la deuxième période elle acquitterait cette dette et en contracterait une troisième moins importante encore, à l'égard de la deuxième série de locataires ; pendant la troisième période, elle acquitterait cette dernière dette et se trouverait définitivement libérée.

« Cette combinaison n'est pas absolue, ce n'est qu'un type qui pourrait être remplacé par d'autres. Toutes les communes pourraient, plus facilement encore que Paris, construire des immeubles communaux ; elles ont moins de crédit, mais le prix de revient y serait établi dans de meilleures conditions, à cause de l'abondance des terrains, du bon marché des matériaux et de la main-d'œuvre.

« On pourrait amortir, d'après les mêmes principes, le capital de maisons destinées à d'autres

locataires que les ouvriers. Les logements, au lieu de deux ou trois pièces, en auraient six et davantage et le prix des loyers serait fixé en conséquence.

« Que l'immeuble soit cher ou bon marché, habité par des riches ou par des pauvres, le résultat final est identique : la construction ne coûtera rien à la commune. La commune emprunte ou plutôt donne sa garantie pour un emprunt, mais il ne sort pas un centime de sa caisse. La garantie ne lui fait courir aucun risque, puisque le gage, c'est-à-dire le produit des loyers, est l'équivalent de la garantie, c'est-à-dire du montant de l'emprunt et qu'il ne peut en être autrement, le prix de location étant subordonné au prix de revient qui est précisément égal à la somme empruntée.

« Le principe du logement gratuit c'est celui de la solidarité sociale. Il suppose que la société doit assurer à tous ses membres un minimum de bien-être et protéger les faibles contre les fatalités de la vie ; qu'il n'est pas de domaine que la société humaine n'ait le droit de réglementer, parce que tous les actes humains intéressent la collectivité. D'où nécessité de l'intervention des pouvoirs publics : on pourra discuter sur l'étendue et l'opportunité de cette intervention, mais non sur sa légitimité même, en matière de logement comme pour tout le reste. En France, à ce point de vue, on est de beaucoup en retard sur les pays voisins.

« Cependant, nous sommes poussés malgré nous dans la voie des réformes par toutes les forces qui ont bouleversé les rapports économiques et sociaux. La concentration de la propriété urbaine notamment, et l'augmentation croissante de la plus-value ont créé une situation qui va devenir intenable et qu'il faudra régler d'une manière ou d'une autre.

« Que se passerait-il, en effet, si la Ville de Paris construisait en dix ans pour cent millions d'immeubles communaux ? Les propriétaires des taudis où les ouvriers sont entassés verraient désertier leurs maisons qui perdraient peu à peu de leur valeur jusqu'au jour où la ville les achèterait pour les reconstruire et les transformer. De même, les maisons habitées par la bourgeoisie subiraient une dépréciation importante, car beaucoup de familles iraient occuper, par mesure d'économie, soit les logements communaux, soit les nombreux logements devenus vacants dans les autres maisons. Et, de proche en proche, la crise s'étendrait sur toute la propriété bâtie pour se terminer fatalement par la socialisation des immeubles servant à l'habitation. Le logement serait devenu un service public, comme la police ou l'éclairage des rues. »

La concentration actuelle de la propriété immobilière, en même temps que l'exemple de l'Angleterre, vont d'ailleurs donner des arguments en faveur de la réforme.

Dans tous les quartiers de Paris on rencontre des immeubles en grand nombre appartenant non pas à des familles ou à des individus, mais à des sociétés anonymes : Rente foncière, Société immobilière de Paris, Crédit foncier de France, Compagnies d'assurances diverses. Ces compagnies ont organisé un mode d'exploitation et d'administration de leurs immeubles qui pourrait servir de modèle à la ville. Le personnel sûr et expérimenté qu'elles emploient aurait sa place toute marquée dans le service de la propriété municipale ; leurs procédés s'adaptent admirablement à la gestion collective d'un ensemble d'immeubles, d'un îlot de maisons, d'un quartier tout entier. La concentration qui s'est opérée déjà dans les mains de ces compagnies puissantes facilite d'autant la concentration définitive. Elle fait chaque jour la preuve que les immeubles parisiens peuvent être gérés en la forme collective et servent ainsi, bien involontairement sans doute, la cause du socialisme. Les difficultés d'administration qu'on pourrait craindre sont résolues d'avance par la pratique même de ces compagnies.

L'accaparement immobilier des compagnies d'assurances prouve surabondamment que l'organisation d'un service du logement par les municipalités est chose possible et répond d'une façon péremptoire à cette affirmation traditionnelle que les

municipalités ne peuvent se charger d'une administration aussi vaste.

En outre, cet accaparement, étant donné les proportions qu'il prend tous les jours, crée pour la classe des locataires un grave danger. Il permet en effet aux compagnies syndiquées de créer une sorte de monopole du logement et, par suite, d'imposer des prix exagérés. On peut juger de la réalité de ce danger par les chiffres suivants.

Les compagnies d'assurances vie et incendie (1) possédaient à peu près un demi-milliard de maisons à Paris en 1895. Comme elles n'en possédaient que 377 millions en 1891, en 1900 elles peuvent en posséder au moins 600 millions. Elles possèdent ainsi la valeur d'un arrondissement de Paris. Si la progression de la puissance d'accaparement de ces compagnies continue, et il n'y a pas de raison pour qu'elle ne continue pas, on peut calculer que dans soixante-dix-sept ans environ, le montant total des immeubles possédés par les compagnies d'assurances s'élèvera à huit milliards. Or, le capital total des maisons de Paris est évalué à 10.738 millions. A ce compte, on le voit, Paris serait à bref délai aux mains de quinze compagnies d'assurances.

(1) M. CHISAC. — *Revue socialiste*, 1897. *L'accaparement immobilier des compagnies d'assurances*.

Mieux encore que l'exemple donné en France par les compagnies d'assurances, celui que Londres a donné récemment prouve que dans cette voie comme en d'autres les communes peuvent avoir une action efficace et bienfaisante.

Voici quel était relativement au logement, le programme du parti anglais de réforme municipale, « Les Fabiens », dirigés par M. Sidney Webb (1).

Partout où le pouvoir municipal pourra remédier directement à quelque mal social, il aura le droit d'intervenir. Puisqu'on reconnaît aux municipalités le droit d'ordonner la démolition des maisons insalubres, cela n'implique-t-il pas le devoir de les remplacer par des maisons bien construites, saines, spacieuses, où les loyers seront à bon marché ? et, si la place manque, le devoir de bâtir des quartiers nouveaux ? ce n'est pas seulement l'eau et le gaz que la ville devra fournir à ses habitants ; le logement de la population dans les centres urbains de forte densité est devenu essentiellement une fonction publique.

Ce programme, le même que celui de Benoît Malon et que certaines parties de celui de M. Charney a été réalisé par le Conseil du comté de Londres.

Le Conseil de comté était encouragé dans cette

(1) Circulaire du *Musée Social* du 9 septembre 1900. *Le socialisme municipal à Londres*, par M. Mantoux.

voie et dirigé par la loi. L'acte de 1890 prescrivait en effet non seulement la démolition des maisons insalubres, mais ordonnait en outre leur remplacement par les soins des autorités municipales. Démolir des maisons mal bâties, délabrées, malsaines, c'est fort bien, mais quand elles ont disparu, la population qui s'y trouvait à l'étroit est obligée de se réfugier dans les quartiers voisins dont elle augmente l'encombrement et la misère. La démolition pure et simple d'un quartier insalubre aurait donc pour effet de créer aux alentours une région plus insalubre encore. D'où ce principe : la municipalité qui démolit doit rebâtir. Elle doit mettre à la disposition des habitants déplacés, des maisons situées à une distance limitée, et pouvant contenir au moins la moitié d'entre eux.

La nouvelle loi votée, le Conseil de comté se mit à l'œuvre. A la fin de 1890, l'expropriation et la démolition du quartier de Bethnal Green où, sur un espace d'un peu plus de six hectares, habitaient près de 6.000 personnes dans des maisons en ruines, furent décidées. Bientôt on vit disparaître cette cité légendaire de misère et de crimes. Le plan de reconstruction fut arrêté et l'exécution commencée en 1893 ; les travaux en furent achevés en 1899. Aujourd'hui, sur l'emplacement de ce labyrinthe de ruelles infectes s'élèvent de grandes maisons à cinq étages, séparées par de larges rues qui con-

vergent vers une place circulaire. A beaucoup d'égards ce sont des maisons modèles.

Chacune des maisons nouvelles, bâtie de brique, et non sans prétentions architecturales, avec leurs pignons flamands, se compose d'une quantité de petits appartements de deux, trois ou quatre pièces chacun ayant sa cuisine, son évier, etc. Les dimensions en ont été soigneusement calculées : les cuisines ont toujours au moins trois mètres carrés, les chambres de neuf à onze mètres carrés : la hauteur n'est jamais inférieure à deux mètres soixante. L'aération est excellente ; l'eau est distribuée à profusion ; et chaque locataire a un compteur à gaz qui lui donne six heures de lumière pour un penny. Une rapide inspection de ces logements suffit pour se convaincre qu'ils sont aussi sains et aussi bien aménagés que les maisons abattues étaient sordides et infectées.

L'ensemble des maisons municipales de Boundary Street forme une petite ville, avec ses larges cours cimentées où peuvent jouer les enfants, avec ses rues qui ont plus de quinze mètres d'une façade à l'autre, avec sa place centrale où un jardin circulaire s'élève en terrasse. Et à cette ville créée de toutes pièces, l'on a donné quelques-uns des organes d'une vie commune : une buanderie munie d'appareils à vapeur, un établissement de bains, deux salles de club, des bâtiments scolaires. Le

tout peut contenir aisément 5.500 à 6.000 personnes qui habitaient l'ancien quartier. Dès à présent tous les logements sont occupés. Au fur et à mesure qu'on les ouvrit, leur succès fut tel, qu'il fallut refuser en très grand nombre les demandes de location.

C'est là l'expérience la plus considérable que le Conseil de comté ait jusqu'ici tentée. Ce n'est pas la seule. Il a commencé des constructions du même genre sur le terrain de Millbanck où pourront loger 4.000 personnes, Limehouse, Shadwell, Poplar, le long des docks, à Southwark et à Deptford dans le sud. Les différents travaux entrepris ont déjà coûté soixante-dix millions et près de 40.000 habitants ont été déplacés.

Seulement les logements municipaux étant plus cher que les masures habitées par les ouvriers, il est arrivé que certains d'entre eux, ne pouvant supporter le prix du nouveau loyer ont été s'entasser dans ceux des quartiers infects subsistants. L'œuvre, dans certain cas, est donc arrivée à un but opposé que celui qu'elle poursuivait.

Ces fâcheux résultats, ajoute M. Mantoux, ce n'est pas le Conseil de comté qu'il faut en accuser, mais la loi générale du milieu économique. C'est donc sur la société tout entière et sa constitution actuelle qu'il faudrait agir pour assurer le succès

même d'une modeste réforme d'hygiène. Tout au moins faudrait-il multiplier et développer la politique interventionniste. Il est certainement inutile et vain d'offrir des conditions de vie meilleures et plus coûteuses à des gens dont on ne ferait rien pour accroître les ressources.

Aussi les plus avancés du Conseil demandent-ils maintenant que l'on vienne directement en aide aux locataires des maisons municipales. La solution du problème serait de mettre au compte de notre budget la différence entre le prix des bâtiments.

La réforme accomplie en Angleterre dans le service du logement est certainement une des plus considérable que le socialisme municipal ait à enregistrer jusqu'à présent. Il faut évidemment attendre qu'elle se développe et s'achève pour juger sa valeur finale. Mais on peut pourtant dire dès maintenant, que le jour où l'entreprise municipale fonctionnera normalement, où, grâce à d'heureuses interventions sur d'autres points encore, la classe ouvrière sera mieux à même de profiter des améliorations réalisées, son influence sur les conditions sociales sera profonde. Les débuts de transformations aussi complexes ne s'accomplissent jamais sans difficultés et sans déboires. Il faut attendre, pour juger une évolution, que ses premières phases, au moins, soient traversées. Toutefois, l'exemple de l'Angleterre, en ce

qui concerne le logement, nous autorise à penser que le remède et la vérité sont dans la voie où elle marche si résolument et où les villes françaises auraient tort de ne pas la suivre.

CHAPITRE V

MUNICIPALISATION DE L'ÉCLAIRAGE

L'éclairage après le logement, l'alimentation, le vêtement est une des choses nécessaires à l'existence et devrait, par cela même, être fourni le meilleur marché possible aux classes pauvres. C'est pourquoi la municipalisation en a également été proposée.

L'exemple en cette matière a été donné, depuis plusieurs années déjà, par l'Angleterre. C'est la ville de Manchester qui a établi la première des usines électriques municipales ; en 1895 elles ont rapporté presque un demi-million de bénéfices nets. La municipalité a demandé en conséquence au gouvernement l'autorisation de contracter un emprunt pour développer la production de l'électricité, de manière à pouvoir suffire non seulement aux besoins de la ville mais aussi à ceux de la banlieue. L'électricité y est fournie à un prix qui n'est qu'un tiers environ de celui qu'on paie à Londres et dans d'autres villes d'Angleterre.

En Allemagne, c'est la ville de Munich qui, la première, a appliqué l'électricité à la traction des tramways. Plusieurs villes d'Allemagne ont établi des usines électriques non seulement dans l'intérêt général de la population mais aussi pour se créer de nouvelles ressources financières.

Il en est de même pour l'Autriche où les villes les plus importantes, Vienne, Prague, Brünn, Trieste ont établi des usines électriques (1).

En Italie, la production de l'électricité s'étend de plus en plus ; ce sont les communes qui s'en chargent le plus souvent.

En France, au contraire, cet exemple n'a pas été suivi. Dans la plupart des villes, le monopole accordé aux compagnies du gaz entrave la création d'usines électriques, sans compter que l'autonomie communale, très restreinte par la loi comparative-ment à ce qui existe dans les autres pays, ne laisse pas aux municipalités la liberté d'action nécessaire, de sorte qu'elles sont forcées de piétiner sur place sans pouvoir suivre les progrès qu'on réalise ailleurs dans le domaine communal.

Dès 1891, Benoît Malon (2) demandait une réforme. Il voulait que les villes produisent et vendent

(1) Les usines électriques municipales. *La Petite République*, 2 janvier 1896.

(2) BENOÎT MALON. — *Les services communaux*, « Revue socialiste », 1891.

leur gaz et citait, à l'appui de cette revendication, l'exemple donné par Manchester et Bruxelles. En ce qui concerne Paris, il estimait que la compagnie du gaz, compagnie fermière, devait se transformer en compagnie de régie ; elle aurait appliqué les tarifs de la Ville qu'elle aurait représentée vis-à-vis de la clientèle ; elle lui aurait procuré les capitaux nécessaires et lui aurait rendu compte de tous les produits de l'exploitation sur lesquels elle aurait eu droit comme la compagnie des eaux à un prélèvement proportionnel au développement de l'exploitation.

Benoît Malon estimait que cette transformation socialiste au premier chef, pouvait se faire sur le champ, et, qu'en tous cas, elle s'imposera chaque année davantage à la compagnie parisienne.

Toute occasion de transformer un monopole onéreux en service public, doit être saisie par les représentants de l'Etat ou de la commune.

Pour l'application, on peut préférer aux compagnies fermières la régie directe. C'est le régime que Bruxelles a appliqué au gaz et dont elle se trouve fort bien. Nous avons parlé pour l'Angleterre de l'éclairage à l'électricité qui tend à remplacer l'éclairage au gaz ; en ce qui concerne ce dernier, dès 1891, un tiers en était livré à l'entreprise directe des municipalités et sur un milliard 380 millions de francs employés en 1885-86 à

dustrie du gaz, plus de cinq cents millions l'avaient été directement par les municipalités.

La municipalisation de l'éclairage ne date pas d'hier, on le voit, en Angleterre, et ses bons résultats devaient servir d'encouragements aux réformateurs.

En 1899, un conseiller municipal de Paris, M. Maurice Charnay, reprenait l'idée de Benoît Malon et réclamait une transformation du régime de l'éclairage au gaz à Paris (1).

« C'est Benoît Malon, disait-il, qui, l'un des premiers, jetait le cri d'alarme en apprenant que le conseil municipal de Paris était sur le point d'accorder à la compagnie parisienne du gaz une prolongation de concession. Les désirs de cette compagnie sont faciles à comprendre ; son monopole aura, en cinquante ans, donné plus d'un milliard à ses actionnaires. Il fait porter sur les consommateurs et sur la ville de Paris le plus insupportable sacrifice, sans aucune compensation. Il est manifeste qu'il y a là une organisation surannée à laquelle il serait grand temps d'apporter un remède. La solution la meilleure, en même temps que la plus conforme au progrès démocratique, c'est la reprise du monopole et sa constitution en service public. »

(1) MAURICE CHARNAY. — *Les services publics d'éclairage au gaz, à Paris* « Revue socialiste », juin 1899.

« Le gaz d'éclairage coûte 0 fr. 30 le mètre cube à Paris. Il coûte, en Angleterre, entre 0 fr. 10 et 0 fr. 11 ; en Allemagne, de 15 à 20 centimes, à Bruxelles, 10 centimes.

« A quoi attribuer la situation si défavorable des consommateurs parisiens ? A ce que les traités passés entre la compagnie du gaz et la ville de Paris n'ont eu pour but que l'avantage de la compagnie. Le premier de ces traités, celui de 1855, est un contrat lésionnaire ; les deux suivants, de 1861 et 1870, ont concédé à la compagnie de nouveaux avantages et aggravé, en proportion, les charges des consommateurs. C'était, sous l'Empire, le régime néfaste qui a fait les conventions de chemins de fer, les scandaleuses expropriations du Paris d'Hausmann, qui a créé le monopole de la compagnie des omnibus. L'Empire ne pouvait moins faire pour la compagnie du gaz que pour la compagnie de chemins de fer. »

Nous allons voir la situation faite par ces monopoles, d'une part aux actionnaires, de l'autre aux consommateurs, et nous serons amenés à conclure, comme M. Maurice Charnay, que si ces monopoles n'avaient pas été concédés, il n'y aurait pas de dividendes à verser et que le gaz, en conséquence, serait payé moins cher.

Les actionnaires touchent des dividendes qui atteignent vingt-sept millions et demi par an, c'est

le chiffre porté sur le bilan de 1882, pour un capital versé de 40 millions. Ces dividendes n'ont jamais été inférieurs à 20 millions par an.

Les bénéfices de 1882 représentent 69 0/0 du capital, et dans ces bénéfices ne sont pas comptés les intérêts à 4 0/0 servis aux obligataires qui sont les mêmes capitalistes que les actionnaires, ni les émoluments des administrateurs.

Les actionnaires seuls ont reçu de 1856 à 1890 pour ce capital de 40 millions, somme effectivement versée, 648.619.000 francs de dividendes. A l'expiration de la concession il faudra, ajouter à raison de 24 millions par an en moyenne, 360 millions, ce qui fera un total de un milliard. En 50 ans le capital aura été remboursé 25 fois.

En outre, les bénéfices des obligataires qui ne sont pas compris dans ces chiffres s'élèveront, à l'expiration de la concession à environ 220 millions. Enfin les prélèvements opérés par les administrateurs sur les frais généraux fournissent, avec une moyenne annuelle de 225.000 — 11.250.000 francs.

Voilà pourquoi les Parisiens paient le gaz 0,30 au lieu de 0.15. Et pourquoi les petits consommateurs qui dépensent 100 ou 200 francs de gaz par an font un cadeau annuel de 50 ou de 100 francs à la compagnie.

La concession expire en 1906 et pour s'opposer à la mise en régie du service du gaz à Paris, la

compagnie refuse de céder à la Ville ses usines et oppose le même refus pour la canalisation. La Ville pourtant a certains droits de rachat qu'elle pourrait faire valoir ; mais, abandonnant ces droits, elle aurait avantage à se procurer un matériel neuf, à construire des usines suivant les dernières méthodes scientifiques, sur des terrains dont la valeur ne serait pas majorée comme ceux de la compagnie du gaz.

Voyons quelle serait, à partir de 1906, la situation à la fois de la Ville et des consommateurs suivant que le service de l'éclairage serait ou non mis en régie.

La compagnie, pour obtenir un renouvellement de son privilège, a été amenée à proposer des conditions meilleures pour les consommateurs : voici ces propositions :

A partir de 1906, les consommateurs paieraient le gaz 20 centimes au lieu de 30 centimes le mètre cube. La ville aurait certains remboursements d'obligations à effectuer. Ses bénéfices s'élèveraient à 16 millions d'après les calculs des ingénieurs.

Si la Ville, au lieu de mettre le service du gaz en régie, en abandonne de nouveau l'exploitation à la compagnie fermière pour des périodes de temps renouvelables et à certaines conditions, ainsi que le propose la compagnie, ce régime durera, selon

toutes probabilités, autant que l'amortissement des obligations, c'est-à-dire cinquante ans.

En admettant les chiffres des ingénieurs : le gaz étant pendant 50 ans à 0 fr. 20, et la Ville réalisant un bénéfice annuel de 16 millions, nous arrivons au total de 800 millions dont il faut retrancher pour sou éclairage public 7.500.000 francs par an, soit 375 millions pour 50 ans, ce qui réduit le bénéfice total de la ville à 425 millions pour la période qui va de 1906 à 1956.

Si, au contraire, la Ville met le service du gaz en régie et vend le mètre cube 0 fr. 20, comme la compagnie doit le faire d'après la convention proposée ; le prix de revient du mètre cube étant, de 0 fr. 0763, et en forçant un peu les chiffres, pour tenir compte des aléas, de 0 fr. 10 ; le nombre de mètres cubes consommés par les particuliers étant, d'après le bilan de 1899, de 270 millions, consommation qui ne pourrait d'ailleurs qu'augmenter, le bénéfice annuel de la Ville serait ainsi de 22 millions par ans, ce qui ferait au bout de 50 ans un milliard cent millions.

Donc, de 425 millions de bénéfice obtenus dans le régime des concessions à une compagnie fermière au chiffre de un milliard cent millions obtenus avec la régie directe par la ville, il y a une différence de 675 millions que la ville perdrait en acceptant les conventions proposées par la compagnie.

Il faut ajouter que les calculs faits avec les chiffres de 1899 ne resteraient pas les mêmes dans la suite et que les prix de vente seraient abaissés, ce qui profiterait au consommateur et ne nuirait pas à la Ville, car l'augmentation certaine de la consommation viendrait immédiatement ramener ses bénéfices au même niveau.

Consommateur et fabricant, tout le monde y gagnerait. La ville pourrait abaisser le prix du gaz à 0 fr. 15 le mètre cube et pourrait, malgré cela, réaliser des bénéfices aussi considérables que ceux qu'elle réalise dans l'état actuel des choses. C'est bien là le double but de la municipalisation d'un service public. Les avantages qu'elle présenterait sont évidents et les raisonnements qu'on a faits pour les services de l'éclairage s'appliqueraient identiquement aux services de la traction, puisque l'entreprise des transports a été concédée par la Ville comme celle du gaz à une Compagnie foncière.

Aux villes étrangères déjà citées qui exploitent elles-mêmes leurs usines à gaz, on peut ajouter en Angleterre Birmingham, Boston, Leeds, Leicester, Nottingham, Oldham, Salford et Glasgow.

Les villes françaises seraient-elles donc incapables de suivre les villes anglaises dans la voie du progrès économique ?

Alors qu'en France la moindre tentative de régie communale soulève des discussions passionnées et

des hostilités invincibles, en Angleterre les Conseils communaux se lancent de plus en plus dans la voie de l'organisation des services publics par les municipalités ou par les groupes d'administration publique.

En gens pratiques, les Anglais ne voient en ce mode d'administration qu'une excellente affaire : réduction des tarifs, amélioration du mode de traction, recrutement meilleur du personnel, élévation du « standar of life » des travailleurs. La question de la reprise des tramways, des usines à gaz, des fabriques d'électricité ou celle de l'organisation directe par les Conseils communaux d'Angleterre semble être devenue pour eux un axiome de bonne gestion.

Ce que nous avons dit de Paris, nous le disons pour la province, de grandes villes comme Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille pourraient, en exploitant elles-mêmes leurs services d'éclairage, faciliter de sérieuses économies à la classe ouvrière en lui donnant le gaz ou l'électricité au meilleur marché possible, et réaliser elles-mêmes d'appréciables bénéfices. Les chiffres donnés pour Paris sont toujours plus impressionnants, mais, donnés pour d'autres communes de moindre importance, ils n'en seraient pas moins concluants et les petites localités auraient avantage tout comme les grandes à s'éclairer elles-mêmes et à fournir l'éclairage à leurs habitants.

CHAPITRE VI

MUNICIPALISATION DES ASSURANCES

La question des assurances est une des questions sociales qui est depuis quelques années à l'ordre du jour.

Il est certain qu'après la nourriture, le logement, le vêtement et la santé, la prévoyance est la première question à laquelle la classe ouvrière doit chercher une réponse.

Aussi est-il permis de se demander si les pouvoirs publics n'ont pas le droit et le devoir d'intervenir dans cet ordre d'idées pour rendre les conditions des assurances abordables pour tous et au besoin rendre les assurances obligatoires.

Dès 1846, les Conseils généraux demandèrent que, dans cette branche, l'Etat fût substitué aux compagnies. En 1848, le gouvernement provisoire proposa le rachat de toutes les assurances pour le compte de l'Etat et un projet de décret fut déposé le 8 juin par le ministre des Finances ; mais les travaux de la commission nommée pour l'examen de la proposition n'aboutirent pas et le projet repris

plus tard fut définitivement rejeté le 10 mai 1851.

Le bénéfice du service public des assurances, comme ceux des chemins de fer, de l'éclairage, des tramways, fut donc laissé à des compagnies.

Ce n'est que sous le régime actuel que l'idée fut reprise ; une récente proposition de loi fut déposée en ce sens par M. J. Bourgeois, député du Jura, en 1894.

Il montrait dans ce projet que la reprise des assurances par l'Etat aurait à la fois pour résultat de rendre l'assurance obligatoire, suppléant ainsi à l'imprévoyance du plus grand nombre, et d'être pour l'Etat une source de revenus, tout en rendant les assurances moins coûteuses. Il faisait ressortir la différence qu'il y aurait entre les assurances confiées aux pouvoirs publics qui se chargeraient de maintenir la solidarité et d'assurer une certaine égalité entre leurs ressortissants, et les assurances abandonnées aux compagnies qui songent avant tout à réaliser des gros bénéfices.

Il s'agit de sanctionner le droit à l'assurance en la donnant à bon marché et de la rendre obligatoire. Ce programme constitue une œuvre de solidarité que peuvent accomplir les municipalités. Ne cherchant pas plus dans la municipalisation des assurances que dans celles du logement ou de l'alimentation à atteindre un but exclusivement lucratif, elles pourraient, comme dans les entreprises que nous avons déjà examinées, apporter la solution

demandée en faisant porter sur la communauté le poids d'une charge réservée, quant à ses bienfaits, à une classe exclusive de la société, le prolétariat.

Voilà pourquoi la prévoyance obligatoire est de nouveau à l'ordre du jour ; voilà pourquoi l'on revient aux projets d'assurance forcée qui remontent à la Convention et à l'Assemblée constituante de 1848 et pourquoi le monde du travail a accueilli avec tant de faveur les ingénieux systèmes d'assurances obligatoires de M. Forster en Angleterre, de M. J. Escuyer en France. Ajoutons, ce que nul ignore aujourd'hui, que la prévoyance obligatoire fonctionne en Allemagne.

Les municipalités pourraient d'autre part trouver certainement dans le service des assurances une source de revenus considérables en assurant les classes riches.

Quelques chiffres des bénéfices réalisés par les compagnies privées pourront en donner un exemple. En 1896, les dividendes distribués aux actionnaires, impôts déduits, ont été pour :

La Générale 2.800.000 fr. ; *le Phénix*, 1.440.000 fr. ;
la Nationale, 2.400.000 fr. ; *l'Union*, 1.250.000 fr. ;
le Soleil, 2.160.000 fr. ; *la France*, 1.000.000 fr. ;
l'Urbaine, 950.000 fr. ; *la Providence*, 700.000 fr. (1).

(1) M. A. VÈBER, *Revue socialiste*, [mai 1898. *Les assurances municipales*.

Ces chiffres ne concernent d'ailleurs que les principales compagnies françaises, les compagnies de moindre importance ayant été laissées de côté, ainsi que les compagnies étrangères, dont certaines ont absolument envahi la France.

Les compagnies d'assurances vivent de la tolérance gouvernementale, et conformément à l'avis exprimé par M. Magnin, ancien ministre des Finances, dans une lettre qu'il écrivait le 24 février 1881 au Président du Sénat, nous pensons que l'Etat pourrait, sans devoir la moindre indemnité aux compagnies d'assurances, rendre les assurances obligatoires et transformer ce service en service public, ou autoriser les communes à prendre ce service à leur charge.

Pourquoi Paris, qui dépense tant d'argent sous diverses formes d'assistance, ne serait-il pas autorisé à employer ses fonds d'assistance à la prévoyance, à transformer son service d'assistance en service d'assurance, et surtout à percevoir sur tous ses habitants une ou plusieurs taxes obligatoires d'assurances ? Le jour où l'assurance serait obligatoire, il est certain que bien des misères seraient supprimées, d'abord parce qu'elles seraient prévenues ; ensuite parce que les primes d'assurances, ajoutées aux secours annuellement votés, aideraient dans une très large mesure à les soulager.

Si l'on veut sérieusement modifier le système de

L'assistance publique reconnu défectueux et substituer aux insuffisants remèdes de l'aumône officielle toute une organisation rationnelle de mesures préventives, il n'y a pas d'autre remède que l'assurance obligatoire par la commune contre tous risques : personnels, mobiliers et immobiliers. En quoi une taxe d'assurance serait-elle plus illégitime, plus vexatoire, plus attentatoire à la liberté que toute autre taxe, d'octroi par exemple ?

Il existe en Allemagne des sociétés publiques d'assurance ayant, en Bavière, Saxe et Wurtemberg, un caractère national en Prusse, un caractère provincial ou même communal et gérées par les autorités compétentes de la province ou de la commune. Il en existe également trois en Suède ; sept en Autriche ; et en Suisse, une vingtaine d'établissements cantonaux d'assurance contre l'incendie.

L'assurance officielle est donc praticable, puisqu'elle fonctionne ça et là, avec ou sans monopole, et que, là où elle existe elle est préférée à l'assurance par les compagnies. M. Gladstone disait dès 1864 : « Pour porter remède à de graves abus, l'intervention de l'Etat s'est exercée par la loi sur les manufactures et dans certaines questions d'hygiène. N'est-il pas aussi juste, utile et politique, dans le sens le plus élevé du mot, n'est-ce pas même un devoir sacré de la législation de donner à celui qui ne peut avoir que de petites économies le moyen de

jouir avec sécurité d'une institution de prévoyance ? Il faut étendre aux classes laborieuses les bienfaits de l'assurance ». Mais il était fatal que l'assurance officielle facultative contre les risques personnels ne pouvait réussir, car les riches, assurés par leur aisance, n'ont pas voulu et les pauvres n'ont pas pu s'assurer.

L'assurance obligatoire et généralisée figure dans les programmes socialistes. Le succès récent du socialisme municipal a fait naître la pensée que les communes pourraient municipaliser ce service comme ceux de l'alimentation, du logement, de l'assistance. Il n'est pas douteux, que le jour où l'idée de la municipalisation des services publics aura passé de la théorie à la réalisation, les assurances seront les premières parmi les réformes. Actuellement les municipalités ont déjà des bureaux de placement, elles fabriquent leur gaz, elles construisent et louent des maisons. Pourquoi n'assureraient-elles pas leurs ressortissants ? Elles pourraient, avant d'entreprendre l'assurance des classes riches, intervention plus hardie puisqu'elle porterait sur des sommes plus considérables, commencer par l'assurance des classes pauvres, réforme plus facile et à la fois plus urgente. Plus facile, parce que son organisation aurait moins d'envergure ; plus urgente, parce qu'elle aurait un but d'amélioration sociale avant d'avoir un but de gain

social. La réalisation de l'assurance comme vaste entreprise municipale n'est pas encore mûre et pour commencer ne pourrait-on, en se renfermant dans la plus stricte légalité, tenter la création d'offices municipaux d'assurances placés à côté des compagnies existantes ?

Le service municipal d'assurances serait analogue à beaucoup d'autres services communaux ; aucune considération de légalité ne peut être invoquée contre lui, pas même la fameuse défense aux communes d'exercer un commerce, car l'assurance par sa nature n'est pas une affaire ; le contrat d'assurance est un contrat aléatoire tel qu'il a été défini par l'art. 1964 du Code civil et la loi n'empêche pas plus les communes d'offrir au public un service municipal d'assurances qu'elle n'a empêché Paris, par exemple, de lui offrir des offices municipaux de placement.

Ce qui a été officiellement permis aux départements de la Somme, de la Marne, des Ardennes et de la Meuse doit être également permis aux communes. La caisse départementale des incendiés de la Marne a ses bureaux à la préfecture sous la dépendance directe et légale du préfet ; pourquoi les municipalités n'auraient-elles pas leurs caisses d'assurances sous la dépendance du maire ?

Nous trouvons dans la circulaire adressée dans le département de la Marne les passages suivants

qui sont significatifs : « Comme il est facile de le remarquer, tout ce qui vient des assurés va aux assurés. Ici, pas de commerce d'argent, pas d'intérêts ou de dividendes à payer puisqu'il n'y a pas d'actionnaires. En un mot, pas un centime n'est détourné de son véritable but. Si le fonctionnement de la caisse des incendiés était bien compris, il n'existerait pas d'autre assurance dans le département, et, dans un avenir peu éloigné, il serait possible, sinon d'accorder l'assurance gratuite à tous, du moins d'abaisser sérieusement les tarifs ».

Les termes de cette circulaire expriment une vérité économique indiquée par le plus simple bon sens. Pourtant l'autorisation de créer dans le département des Deux-Sèvres une caisse d'assurances départementales, demandée par le préfet M. Charles Blanc, fut refusée par le gouvernement. Il motiva son refus en disant que, lors de la création des caisses existantes (1804), aucune disposition législative ne réglementant ces sortes d'institutions, l'initiative des conseils généraux pouvait s'exercer en toute liberté, mais qu'il n'en est plus de même depuis la loi départementale du 10 août 1871, celle-ci ne prévoyant pas l'organisation de caisses d'assurances en tant que service départemental ; il ajoutait que l'assurance proprement dite est considérée comme un acte de commerce interdit aux départements et aux communes.

Ainsi, d'après cette réponse, une entreprise réalisée en 1804 ne serait plus possible à la fin du xix^e siècle. Voilà un exemple frappant de recul économique couvert par la légalité existante ; il serait facile d'opposer aux municipalités, au nom de la loi municipale du 5 avril 1884, une fin de non recevoir analogue à celle opposée aux départements au nom de la loi départementale du 10 août 1871.

Une telle réponse ne saurait être admise aujourd'hui. On peut ajouter au progrès accompli par les idées, que, dans l'état actuel des choses, les sacrifices qui portent sur tous pour le service des incendies profitent avant tout aux compagnies d'assurances, ce qui est au moins illogique. Si les incendies sont rapidement éteints, si un sinistre est conjuré, la société d'assurances qui a assuré aura moins à payer au propriétaire de l'immeuble et les actionnaires de la compagnie profiteront seuls du service rendu à l'aide des deniers de tous. Plus les secours publics et gratuits en cas de sinistres seront perfectionnés, c'est-à-dire plus la collectivité fera de sacrifices, plus les compagnies feront de brillantes affaires. Une dépense imposée à tous ne doit pas profiter à une classe de privilégiés. Si les assurances étaient municipalisées, les sacrifices faits par la collectivité pour diminuer le nombre des sinistres profiteraient à la collectivité qui aurait

moins à payer, et ce ne serait que la plus stricte équité.

Il est évident que si les incendiés ont avantage, et encore pas toujours, à voir arrêter les incendies, il est aussi évident, d'autre part, que les compagnies d'assurances y ont un avantage égal. Elles devraient donc prendre à leur charge la partie des dépenses du service des sapeurs-pompiers qui correspondrait aux bénéfices réalisés par elles. Le décret de Napoléon I^{er}, constituant le corps des sapeurs-pompiers de Paris, l'avait d'ailleurs compris ainsi.

A l'injustice signalée et à laquelle remédierait la municipalisation des assurances, il faut ajouter la complication, connue de tout le monde, des polices d'assurances rédigées en vue de faciliter la chicane et de mettre les compagnies à même de contester à leurs assurés sinistrés le droit au paiement de l'indemnité due.

D'autres difficultés encore sont créées par les compagnies qui cherchent par tous les moyens à payer à leurs clients les indemnités les moins élevées possible et à en retarder le paiement jusqu'aux limites les plus éloignées.

Chacun connaît les complications sans nombre des polices d'assurances et des avenants qui permettent si facilement aux compagnies de refuser le paiement des indemnités pour une erreur ou une

omission commises. La création d'un service public des assurances permettrait de remédier à ces inconvénients.

Elle permettrait de traiter avec la plus grande équité à la fois les intérêts des sinistrés et ceux de la communauté devenue compagnie d'assurances.

A la difficulté de se faire payer par les compagnies s'ajoute encore la question capitale du montant des primes. Dans les quatre départements où fonctionnent des caisses départementales, les primes sont de 33 à 50 0/0 inférieures aux primes exigées par les compagnies d'assurances. Les municipalités pourraient assurer au même taux.

L'avantage des assurés n'a pas besoin d'être plus longuement démontré.

Les assurances municipales, n'ayant pas derrière elles d'actionnaires à satisfaire, dégagées des tracasseries dont les compagnies sont coutumières, auraient l'avantage, grâce au taux peu élevé des primes, d'être ouvertes à toutes les bourses et seraient certainement accueillies avec la plus grande faveur par l'opinion publique. Les offices municipaux d'assurances contre l'incendie auraient pour première clientèle les abstentionistes d'aujourd'hui, les aisés parce qu'ils paieront moins cher et auront moins de difficultés, enfin les gênés, parce que les primes seront à portée de leurs bourses. Les premières recettes ne seraient évidemment pas

copieuses : d'abord parce que, pour que l'institution ait son plein effet, il faudrait attendre l'extinction des polices en cours.

L'essentiel serait de créer un premier noyau d'assurés, en offrant des conditions meilleures, des tarifs plus réduits. Et cela serait. En effet, dans le bilan des grandes compagnies les frais généraux et de commission interviennent dans la proportion de 33 0/0 en moyenne. Or, les offices municipaux auraient des frais généraux beaucoup moins considérables et pas du tout de commissions. En effet, tandis que les compagnies qui s'étendent dans la France entière sont forcées d'avoir toutes des agents, des inspecteurs nombreux se déplaçant et occasionnant des frais énormes, les offices municipaux n'en auraient pas.

M. A. Véber, dont le rapport sur les assurances municipales fut adopté par le Conseil municipal de Paris en mars 1898, évalue pour Paris à 100.000 fr. la dépense annuelle à laquelle donnerait lieu au début l'installation du service municipal des assurances contre l'incendie. Selon lui toujours, il y aurait lieu, la première année, de créer dans le budget municipal une réserve d'un million destinée à faire face aux sinistres possibles. Cette somme serait plus que suffisante. La moyenne des dégâts causés annuellement par l'incendie, atteint, en effet, environ six millions de francs, soit à peine le tiers total des

primes touchées à Paris par la compagnie et s'élevant à vingt millions. Or, la caisse municipale n'espérerait pas percevoir la première année trois millions de primes, donc ne compterait pas avoir un million de dégâts à payer pour ses débuts.

Le budget de la ville aurait donc à faire une avance de onze cent mille francs; avance, car l'office restituerait au bout de peu de temps au budget les sommes données pour amorcer. Les tarifs offerts au public pourraient être réduits d'un tiers. Un petit nombre de tarifs, s'appliquant chacun à un ensemble de choses assurables, serait adopté.

Quant au règlement des indemnités en cas de sinistre, bien des difficultés et des procès seraient évités de part et d'autre, car la Ville, grâce aux renseignements officiels qu'elle possède par ses agents-voyers et ses répartiteurs, pourrait établir d'une façon exacte ce qui serait dû aux sinistrés. Enfin les propriétés bâties étant déjà frappées de l'impôt foncier et de celui des portes et fenêtres, quoi de plus aisé que d'ajouter à la cote des centimes additionnels pour la prime d'assurances? Et quelle taxe mieux justifiée que celle en échange de laquelle la commune donnerait, d'une part la protection de ses appareils de sauvegarde, l'assistance de ses pompiers et promettrait, d'autre part, la garantie de l'indemnité d'incendie.

La municipalisation des assurances permettrait

de remédier à l'imprévoyance des classes pauvres en rendant l'assurance obligatoire.

Nous n'avons parlé que des assurances contre l'incendie, mais n'est-il pas évident qu'il faudrait organiser des services d'assurances contre la maladie contre les accidents provenant du travail, contre les accidents quelconques, contre la mort des soutiens de famille, contre l'invalidité résultant d'infirmités de vieillesse ? Les mêmes raisonnements seraient à faire ici que pour les assurances contre l'incendie.

On devrait débiter par l'obligation de l'assurance pour toute personne jouissant par son travail ou autrement d'un minimum de ressources qui serait fixé en tenant compte de la diversité des régions et des prix.

L'assurance sociale ainsi réalisée, la bienfaisance publique serait restreinte à quelques infortunes spéciales, puis au service des enfants assistés et au service hospitalier.

« L'assurance, a dit le professeur Wagner de Berlin, est un de ces grands intérêts publics à l'égard desquels l'administration a le devoir d'intervenir pour en faire une institution de droit public, donnant lieu à l'organisation d'un service public comme ceux de la monnaie, des postes et télégraphes, des routes, etc... »

En résumé donc, dit M. A. Véber, l'assurance,

par sa nature, n'est pas une affaire qui doit être laissée à l'industrie libre. Ce devrait être un service public et l'assureur qui devrait être préféré aujourd'hui est celui qui administrerait le mieux et à moins de frais la caisse commune des assurés. Or ce meilleur administrateur ne pourrait être que le chargé d'affaires de tous les citoyens, c'est-à-dire les municipalités.

CONCLUSIONS

Les prédictions économiques faites par Karl Marx dans son retentissant ouvrage « Le Capital », loin de se réaliser, ont subi, de la plupart des faits, un démenti formel. La faillite du Collectivisme semble aujourd'hui un fait acquis. Aussi, certains auteurs socialistes ont-ils pensé qu'il fallait chercher ailleurs le remède à l'état de choses actuel. Ils ont compris que, pour obtenir des résultats appréciables, il fallait commencer par avoir des ambitions moins hautes et qu'une transformation progressive et moins profonde de la société aurait plus de chances de se réaliser que la substitution radicale, prédite par Marx, d'une société à une autre.

De cette pensée est né un mouvement d'opinion en faveur du Socialisme municipal, en même temps

qu'une scission s'opérait au sein même des rangs socialistes.

Le théoricien du socialisme municipal en France fut M. Paul Brousse, qui écrivait, il y a une vingtaine d'années, sa brochure sur « La propriété collective et les services publics ».

Après y avoir discuté le collectivisme, M. Brousse écrivait les lignes suivantes où allaient se révéler les tendances que nous venons de signaler :

« Les deux conceptions [collectivistes] que nous venons d'indiquer furent émises dans les congrès de l'Association internationale des travailleurs, tenus à Bruxelles, à Bâle et à La Haye, mais dès les congrès de Berne et de Bruxelles, et grâce surtout au travail de César de Paepe sur les services publics, la question a fait un pas de plus dans la voie scientifique. Que les marxistes français reprennent le mouvement au point où il était en 1872, il leur est loisible, mais le parti ouvrier, fier de ses traditions, reprend aujourd'hui le problème propriétaire, où il était resté dans les derniers congrès internationaux, c'est-à-dire au lendemain des congrès de Bruxelles et de Berne.

Depuis ces deux congrès, pour les socialistes bien informés, il ne s'agit plus seulement de savoir s'il est fraternitaire et s'il est légitime que la propriété communiste soit, mais si en fait elle vient. Non plus s'il faut exproprier la bourgeoisie et so-

cialiser le capital, mais si, par le train même des choses, cette transformation s'opère. Pas davantage si le premier acte de cette socialisation doit porter sur la propriété du sol ou si, comme l'a décidé M. Jules Guesde, on procèdera en trois temps et trois mouvements, mais comment, sous la domination même de la classe bourgeoise, la société transforme son mode de propriété dans la commune et dans l'Etat, crée petit à petit la propriété publique et sous quel nom elle l'institue.

Ensuite, on se place au point de vue exclusif des intérêts du prolétariat et on se demande par quelle tactique il lui est possible d'intervenir, pour que ce mouvement social communiste qui, sous le commandement bourgeois, se fait contre lui et dont il supporte les frais, s'opère à son profit.

Aussi, maintenant, dans le parti ouvrier, parle-t-on beaucoup moins de collectivisme que de services publics. On sort des dernières formes, de la plus récente, de l'utopie communiste pour se placer sur le terrain du communisme scientifique, en pleine réalité des faits quotidiens : on porte à l'ordre du jour des congrès : « De l'organisation des services publics dans la commune et dans l'Etat. »

M. Paul Brousse traite alors la question de la formation des services publics.

M. J. Bourdeau, dans un récent article sur le

Socialisme municipal, a donné de ces développements un résumé que nous lui empruntons : voici ce résumé (1) :

« La production a commencé par la famille, puis elle a été limitée sous la forme des corporations. Elle s'est dégagée des liens corporatifs, pour se concentrer de plus en plus et s'absorber dans les monopoles capitalistes, comme nous le voyons surtout par l'exemple des Etats-Unis. Les monopoles capitalistes doivent fatalement se transformer en services publics. M. Brousse énumère les services publics existant actuellement dans la société bourgeoise et ceux qui restent à établir, à mesure que les entreprises capitalistes seront arrivées à maturité, de telle sorte qu'au lieu de procurer à quelques-uns d'énormes bénéfices, elles soient exploitées pour le bien de tous.

« Aussi nul besoin de révolution violente. Les services publics sans cesse accrus, agiront à la façon de petites vagues qui montent insensiblement et finiront par submerger la société bourgeoise, sans catastrophe, presque sans secousse par le secours naturel des choses. »

C'est à cette théorie de M. Brousse qu'on a donné le nom de « Possibilisme ». Elle devait être

(1) *Le socialisme municipal*, par M. J. Bourdeau. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1900.

bientôt et vivement combattue par les adeptes fidèles du marxisme.

En 1883, M. J. Guesde répondait à M. Paul Brousse, dans une brochure qu'il écrivait à Sainte-Pélagie : « Services publics et Socialisme » (1). Voici sa réponse :

« Les collectivistes ou communistes du parti ouvrier qui, dès la première égalité de 1877, ont donné pour objectif au prolétariat, en travail d'affranchissement, les moyens de production et d'échange à socialiser, ont toujours entendu, par cette socialisation, la transformation en services publics des diverses industries privées.

L'Etat producteur et distributeur, ou plus exactement la société produisant elle-même et satisfaisant à tous les besoins de tous ses membres, n'a jamais cessé d'être pour nous le dernier terme de la révolution à accomplir en même temps que la condition de toute émancipation humaine.

La société actuelle fondée sur l'antagonisme des classes, sur la subordination économique et politique d'une majorité de non-propriétaires à une minorité de possédants, la société actuelle ne laisse place à aucun service véritablement public, c'est-à-dire profitable également à tous. Publics par les

(1) *Services publics et socialisme*, par G. Guesde. Paris, Oriot et Cie, rue Bertin-Poirée.

frais qu'ils entraînent et qui portent sur tous, le plus souvent en raison inverse des ressources de chacun, ces services sont tout ce qu'il y a de plus privés, ne servant, en réalité, qu'à la classe privilégiée ou capitaliste...

Seule, une société ayant absorbé ou fondu toutes les classes en une seule, également propriétaire et également productrice, peut donner lieu à des services réellement publics. C'est-à-dire que l'instauration de ces derniers est subordonnée à la socialisation des moyens de production et d'échange, subordonnée elle-même à la prise du pouvoir politique par le prolétariat et à l'expropriation de la classe capitaliste, ce qui est affaire de révolution. » M. Jules Guesde va développer ensuite les deux idées suivantes qui résument sa manière de voir en ces questions :

1° Comment, loin d'être « tout le mouvement social communiste », les services publics n'ont rien à faire avec le socialisme moderne ;

2° Comment, plutôt que d'en poursuivre l'extension, il y a lieu d'attaquer ceux qui existent et constituent autant d'obstacles dans la voie de l'organisation prolétarienne.

M. Guesde n'approuve pas la réalisation des services publics, il méprise ces réformes, pour lui mesquines et insuffisantes, destinées plutôt à retarder

qu'à hâter la marche du prolétariat vers un idéal qu'il persiste à croire possible.

Et pourtant cette poussée vers des réformes moins ambitieuses mais plus certaines que le collectivisme continuait à faire son chemin. Elle se manifestait tout récemment en Allemagne dans un discours de Bebel et d'une façon plus caractéristique encore dans un écrit de Bernstein : « Socialisme théorique et socialdémocratie pratique », auquel Kautsky, un autre auteur socialiste, fidèle comme J. Guesde à la tradition marxiste, répondait dans son ouvrage : « Le marxisme et son critique Bernstein ».

Dans le discours qu'il prononçait à Berlin le 5 décembre 1899, M. Bebel, un marxiste, ne parlait plus pourtant de communisme ou de collectivisme, mais seulement de réformes que pourrait réaliser un gouvernement devenu radicalement démocratique.

L'Etat exploiterait les manufactures qui travaillent pour lui, les usines, les grands moyens de transport ; il subventionnerait de puissantes coopératives s'occupant d'industrie et d'agriculture ; l'Etat et la Commune auraient un droit de préemption pour acquérir des terres ; leur domaine s'agrandirait aussi par les héritages en déshérence, la faculté d'hériter même par testament s'arrêtant désormais au troisième degré ; les communes auraient le droit exclusif d'acheter des terrains à bâtir et d'y

construire ; elles gèreraient directement les services publics d'eau, de gaz, etc., etc. (1).

Ces paroles dans la bouche d'un collectiviste autorisé sont significatives. Elles sont la reconnaissance de l'insuccès des doctrines de K. Marx, dont l'avènement, dans la pensée même de ses disciples, est indéfiniment reculé.

Les mêmes tendances se retrouvent développées tout le long de son ouvrage, dans le livre tout récent de Bernstein. Pour cet auteur, le véritable moteur du mouvement serait, sous la condition d'un état vraiment démocratique, le désir de petites améliorations immédiates, mais certaines.

« La plus violente des révolutions, écrit-il, ne saurait que fort lentement modifier le niveau général de la grande majorité d'une nation... (2) »

Et plus loin :

« Il est de peu d'importance, en somme, que la classe ouvrière ait ou non un but final déterminé pourvu qu'elle poursuive énergiquement la réalisation des buts les plus proches (3). »

(1) Les discussions de la socialdémocratie en Allemagne, à propos des écrits de M. Bernstein.

G. SOREL. — *Revue politique et parlementaire*, 10 juillet 1900.

(2) Socialisme théorique, chap. v. — *But final et mouvement*.

(3) Chap. iv, d. *Les devoirs les plus proches de la socialdémocratie*.

Dans le chapitre où il traite de la mission et des facultés d'accomplissement de la socialdémocratie, arrivé à la question de la « politique communale de la socialdémocratie » il se prononce nettement en faveur du socialisme municipal. Voici ce qu'il écrit :

« Elle (cette politique) fut pendant longtemps traitée en bâtarde par le mouvement socialiste. — Il n'y a pas longtemps encore que dans un journal socialiste étranger l'idée d'utiliser, présentement déjà, les municipalités pour l'œuvre de réforme socialiste sans pour cela abandonner l'action parlementaire, fut rejetée dédaigneusement comme une idée *petite-bourgeoise*... C'est ainsi qu'en Angleterre la socialdémocratie a trouvé un champ fertile pour son activité dans les communes, avant d'avoir réussi à envoyer un représentant au parlement. En Allemagne, le développement s'effectua d'une autre façon ; ici la socialdémocratie avait depuis longtemps acquis droit de cité au parlement, avant d'avoir pris pied dans les assemblées communales. Mais avec son accroissement continuél augmentèrent aussi ses succès aux élections municipales, de façon à rendre de plus en plus indispensable l'élaboration d'un programme municipal socialiste, tel que, pour certains Etats et provinces, il y en avait déjà eu.

« Il n'est pas douteux, écrit-il encore, et nous

en avons eu des preuves pratiques — que le développement général de la société moderne tend à une extension des compétences des municipalités et à un élargissement des libertés communales. *La commune devient un levier de plus en plus puissant de l'émancipation sociale.* »

En Allemagne comme en France, on le voit, la non réalisation des prédictions de Karl Marx a poussé une partie des socialistes ayant à leur tête Paul Brousse et Bernstein à demander à l'intervention de l'Etat et à celle des municipalités l'accomplissement de réformes immédiates, destinées à améliorer plus sûrement le sort du prolétariat.

Dans l'ensemble de ces réformes est compris le socialisme municipal, que nous voudrions maintenant essayer d'apprécier.

En ce qui concerne les essais d'assistance, tout le monde est d'accord, et l'adhésion unanime et presque sans réserve qui leur a été donnée dispense de commentaires à leur égard.

Pour les essais d'intervention, les avis sont déjà nettement partagés. — Les individualistes leur refusent leur approbation. Pour nous, nous estimons au contraire que, dans l'intérêt de tous, l'intervention des pouvoirs publics, et notamment des municipalités dans les choses économiques de la commune, est tout à fait légitime et désirable. Elle

consiste, en définitive, uniquement à protéger les faibles et à les défendre contre ceux qui pourraient être tentés d'abuser de leur force. Les pouvoirs publics ne peuvent plus aujourd'hui rester impassibles devant certains abus ; leur indifférence et leur inaction deviendraient de la partialité.

Quant à l'entreprise, il n'est pas possible de l'apprécier, dès maintenant, d'une façon décisive.

On peut dire, pourtant, grâce aux résultats obtenus dans un grand nombre de villes étrangères, et notamment en Angleterre, qu'elle pourra avoir de très heureuses conséquences.

Les appréciations les plus fondées à citer à son sujet sont certainement celles des Anglais, qui ont sous leurs yeux les exemples les plus nombreux et les plus frappants de municipalisation — et parmi eux celles des hommes qui se sont fait une spécialité de ces questions, « *les Fabiens* », qui constituent le parti de réforme municipale, ayant à leur tête M. Sidney Webb.

« Assurément, disent-ils, au point de vue des collectivistes purs les transformations accomplies dans l'administration de la commune semblent bien insuffisantes. Le mot socialiste est peut-être encore trop pour la chose. Mais ces commencements, si modestes qu'ils puissent paraître, marquent le point de départ d'une évolution considérable, dont on a peine à imaginer les phases ultérieures, voire pro-

chaines. La tendance générale d'exclure les entreprises privées pour les grands travaux tels que le gaz, la distribution de l'eau, les tramways, etc., peut dépasser de beaucoup le cadre actuel.

« *Mieux que l'Etat qui agit sur une trop vaste échelle, les communes sont des corps sociaux propres à prendre l'initiative de changements à longue portée.* Elles peuvent se transformer insensiblement en coopératives, prendre la direction d'une partie de la production et de la vente des produits. Elles produisent et vendent du gaz ; pourquoi ne fabriqueraient-elles pas et ne vendraient-elles pas du pain ?

« Pourquoi n'écarteraient-elles pas dans l'intérêt du public les abus criants des boulangeries privées ? Par l'impôt enfin les communes peuvent intervenir d'une façon très efficace dans la répartition des richesses.

« Ce n'est pas dans ce qui est, mais dans ce qui sera que gît le sens véritable du socialisme municipal(1). »

A cette opinion nous pouvons joindre celle d'un ministre anglais, M. Chamberlain — opinion d'autant plus digne de foi qu'elle émanait d'un homme impartial. — On ne peut, en effet, soupçonner M. Chamberlain de l'avoir émise par complaisance

(1) J. BOURDEAU, *id.*

pour le parti socialiste, car ce parti, au moment où M. Chamberlain formulait cette appréciation, n'avait encore aucun représentant à la Chambre des Communes.

« Le peuple, disait-il, commence à comprendre que l'administration municipale est le meilleur moyen pour obtenir des réformes sociales à l'aide desquelles les richesses et les ressources communales pourront être accumulées et employées d'une manière plus convenable pour satisfaire les besoins les plus urgents des citoyens peu fortunés, ainsi que pour élever en général le niveau économique et moral de la population tout entière. »

Ces opinions permettent de dire, avec quelque fondement, que les communes offrent au socialisme un champ d'expérimentation où l'on pourrait tenter des essais plus hardis et qui seraient concluants sans risquer d'être néfastes. Ces expériences pourraient, c'est possible, compromettre certains revenus et même causer des ruines. Mais aucune réforme se fait-elle sans sacrifier aucun intérêt ? Il appartiendrait aux municipalités de tempérer la rigueur de ces sacrifices et de ne s'engager qu'avec prudence dans la voie nouvelle.

Le moment semble être venu pour les communes d'entrer dans cette voie que les tendances actuelles leur tracent bien nettement et qui leur sera, certainement, de jour en jour, plus largement ouverte.

Il est temps que les municipalités françaises s'affranchissent, pour entreprendre la tâche généreuse à laquelle elles semblent devoir être appelées, de la tutelle gênante et surannée qui pèse si lourdement sur elles. Il leur appartient, comme certaines d'entre elles l'ont déjà fait, d'agir avec énergie et persévérance.

Il y a des revendications que nul, à l'heure actuelle, ne doit connaître sans les comprendre et l'on ne saurait, sans être à la fois souverainement injuste et téméraire, s'en tenir à un état de choses que l'individualisme et la libre concurrence, malgré leurs promesses, n'ont pu réussir à changer.

Le socialisme municipal ne mérite ni le mépris des collectivistes ni les craintes des individualistes. Il est peut-être la juste mesure entre l'exagération des uns et celle des autres. Il ne faut donc ni le mépriser comme impuissant, ni le condamner comme dangereux et, s'il est destiné à amener une détente dans la lutte des classes en diminuant certaines infortunes, ce serait une maladresse et une faute de le rejeter sans discussion.

Chacun en effet (1), doit reconnaître aujourd'hui que le moment est venu de mettre de l'humanité dans la politique et plus d'harmonie dans les rap-

(1) M. WALDECK-ROUSSEAU, président du Conseil. Discours prononcé à Toulouse le 28 octobre 1900.

ports du capital et du travail ; qu'il faut se garder de juger certaines revendications avec l'impatience d'un égoïsme dont on trouble la quiétude et tenir compte, pour les apprécier, des maux que nous n'éprouvons pas.

Vu et permis d'imprimer
Le Président de la Thèse

A. SOUCHON.

Vu le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer
Le Vice Recteur de l'Académie de Paris.

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Les programmes municipaux socialistes . . .	7
---	---

DEUXIÈME PARTIE

L'assistance municipale.	25
CHAPITRE I. — Les Cantines scolaires	26
CHAPITRE II. — Service gratuit de médecine et de pharmacie à prix réduit	57
CHAPITRE III. — Service de consultations judiciaires gratuites	65
CHAPITRE IV. — Hospices municipaux de retraite pour les vieillards et les invalides du travail	70
Asile municipal de nuit pour les passagers.	81
OEuvres accomplies en faveur de l'enfance par le Conseil municipal de Paris	83
CHAPITRE V. — Municipalisation de l'assistance . . .	87

TROISIÈME PARTIE

L'intervention municipale.	111
CHAPITRE I. — Les Bourses du travail	112
CHAPITRE II. — Les Bureaux municipaux de placement.	130

CHAPITRE III. — Les conditions du travail dans les adjudications de travaux publics des municipalités	143
CHAPITRE IV. — Les subventions aux syndicats ouvriers et les caisses municipales d'assurances contre le chômage	152

QUATRIÈME PARTIE

L'Entreprise municipale	159
CHAPITRE I. — La pharmacie municipale de Roubaix.	169
CHAPITRE II. — Bains et lavoirs municipaux	172
CHAPITRE III. — Municipalisation de l'alimentation . .	184
CHAPITRE IV. — Municipalisation du logement. . . .	203
CHAPITRE V. — Municipalisation de l'éclairage . . .	229
CHAPITRE VI. — Municipalisation des assurances . . .	239
CONCLUSIONS	255

FIN DE LA TABLE

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE, BUSSIÈRE
